

BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

MARS 2001

N° 87



BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

MARS 2001

N° 87

BANK AL-MAGHRIB
Administration Centrale
277, Avenue Mohammed V
BP. 445 - R A B A T
Tél. (212 7) 70-26-26
Direction des Etudes
Fax. (212 7) 20-67-68
E-mail : de@bkam.gov.ma

Dépôt légal : 7/1998
ISSN : 1114-0828

Les études ne peuvent être reproduites totalement ou partiellement sans autorisation.

Les renseignements contenus dans ce bulletin d'information, quoique puisés aux meilleures sources, n'engagent pas la responsabilité de Bank Al-Maghrib.

SOMMAIRE

	Page
INTERVENTION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR AU CNME	7
RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE	19
CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB.....	39
- Circulaire n° 3 relative au coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit	
- Circulaire n° 4 relative au coefficient minimum de solvabilité des établissements de crédit	
- Circulaire n° 6 relative au contrôle interne des établissements de crédit	
- Communiqué de presse sur l'abaissement des taux directeurs de Bank Al-Maghrib	
STATISTIQUES	
. Sommaire	105
. Statistiques monétaires.....	107
. Liquidité bancaire et taux d'intérêt	123
. Sociétés de financement	137
. Etablissements financiers	141
. Marché des capitaux	147
. Finances publiques	153
. Indices des prix	159
. Production	167
. Commerce extérieur	175
. Balance des paiements avec l'étranger	189
. Cours de change	193
. Comptes de la Nation	199

Liste des signes, abréviations et sigles utilisés

Signes

-	: Nul ou insignifiant
*	: Renvoi
“	: Idem
...	: Non disponible

Abréviations

Max.	: Maximum
Min.	: Minimum
N.B.	: Nota Bene
N.C.A.	: Non Compris Ailleurs
N.R.	: Non Rémunéré
P.M.	: Pour Mémoire.
T.B.B.	: Taux de Base Bancaire
T.L.	: Taux Libre
T.P.	: Taux Plafonné
T.R.	: Taux de Référence

Sigles

A.T.	: Régime d'Admission Temporaire en douanes
B.A.M.	: Bank Al-Maghrib
B.N.D.E.	: Banque Nationale pour le Développement Économique
B.T.P.	: Bâtiment et Travaux Publics
C.A.F.	: Coût, Assurance et Fret
C.C.P.	: Comptes Chèques et Comptes Courants Postaux
C.D.G.	: Caisse de Dépôt et de Gestion
C.E.N.	: Caisse d'épargne nationale
C.I.H.	: Crédit Immobilier et Hôtelier
C.M.A.	: Coopératives Marocaines Agricoles
C.N.C.A.	: Caisse Nationale de Crédit Agricole
D.T.S.	: Droits de Tirages Spéciaux
F.E.C.	: Fonds d'Équipement Communal
F.M.A.	: Fonds Monétaire Arabe
F.M.I.	: Fonds Monétaire International
F.O.B.	: Free on Board
H.B.M.	: Habitat Bon Marché
M.R.E.	: Marocains Résidant à l'Étranger
O.F.S.	: Organismes Financiers Spécialisés
O.N.I.C.L.	: Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses
O.P.C.V.M.	: Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P.M.E.	: Petites et Moyennes Entreprises
P.M.I.	: Petites et Moyennes Industries
S.C.A.M.	: Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines
S.I.C.A.V.	: Sociétés d'Investissement à Capital Variable
U.E.B.L.	: Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
V.I.T.	: Valeur Immobilière Totale

**INTERVENTION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR
A LA DIXIEME REUNION DU CONSEIL NATIONAL
DE LA MONNAIE ET DE L'EPARGNE**

**INTERVENTION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR
A LA DIXIEME REUNION DU CONSEIL NATIONAL
DE LA MONNAIE ET DE L'EPARGNE
DU 16 MARS 2001**

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi, tout d'abord, de vous souhaiter la bienvenue à Bank Al-Maghrib pour la dixième session du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne.

Avant d'aborder l'examen des différents points de mon intervention, je voudrais me féliciter de l'ensemble des mesures annoncées par Monsieur le Ministre qui traduisent les efforts constants des autorités monétaires visant à moderniser notre système monétaire et financier. S'agissant plus particulièrement des amendements relatifs à la «loi bancaire» et aux statuts de Bank Al-Maghrib, ils permettront, assurément, à cette institution de réaliser une avancée sur la voie d'une plus grande autonomie, indispensable, de nos jours, à l'exercice d'un contrôle prudentiel efficace et à la conduite d'une politique monétaire crédible et efficiente.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Au cours de cet exposé, je souhaiterais tout d'abord analyser la situation monétaire qui a marqué l'an 2000, ainsi que la conduite de la politique monétaire qui l'a sous-tendue. Je présenterai, ensuite, la norme monétaire à retenir pour cette année et j'évoquerai, enfin, les aménagements apportés aux instruments de la supervision de l'activité des établissements de crédit.

La progression de l'agrégat M1, qui constitue la valeur de référence de la politique monétaire, s'est inscrite à 8,2% à fin décembre 2000 et apparaît plus élevée que la norme monétaire de 6% à 7% qui avait été annoncée lors de la réunion du C.N.M.E, tenue le 29 mars 2000. Ce dépassement est toutefois intervenu au cours du seul mois de décembre et s'explique par des progressions exceptionnelles tant de la monnaie fiduciaire que de la monnaie scripturale. Le dernier mois de l'année a, en effet, connu **une forte demande de billets** en liaison avec l'intensification des transactions au cours du mois de Ramadan, lesquelles ont été conjuguées à celles occasionnées simultanément par l'Aïd El Fitr et les fêtes de fin d'année. Ce même mois a été marqué, en outre, par un **gonflement des dépôts à vue** consécutivement à une vive augmentation des crédits, elle-même imputable, en partie, à une forte reconstitution des arriérés de paiement par le Trésor, qui a affecté les trésoreries des entreprises. En plus de ces facteurs qui ont conditionné l'évolution des moyens de paiement, **les dépôts à échéance fixe**, qui bénéficient d'un regain d'intérêt, se sont accrus, en un an, de 6,9 milliards ou 10% environ, de sorte que **la masse monétaire au sens large**, recensée par l'ensemble M3, s'est élargie, d'une fin d'année à l'autre, de 22,6 milliards ou 8,4% au lieu de 10,2% en 1999. A l'inverse, le montant total des actifs composant **les agrégats de placement liquides (PL)**, ont accusé globalement, à l'issue de l'exercice 2000, une baisse très sensible de 11,6 milliards ou 29,6%, après une croissance forte et ininterrompue depuis 1993. Cette chute traduit la désaffection des épargnants à l'égard tant des bons du Trésor à 6 mois émis à guichet ouvert, que des actifs émis par les O.P.C.V.M, dont les rendements ont été négatifs, en liaison notamment avec l'évolution défavorable de la Bourse.

Au total, le taux de croissance annuel moyen **des liquidités de l'économie**, lesquelles sont composées de la masse monétaire M3 et de l'ensemble des placements liquides (PL), est revenu de 10,3% en 1999 à 5,7% en 2000. Il apparaît, toutefois, supérieur au rythme de progression du PIB estimé à 2,4% en prix courants, ce qui dénote le caractère souple de la politique monétaire menée en 2000. Dans ces conditions, la hausse des prix s'est quelque peu accélérée, mais n'a pas excédé 1,9%, alors que le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est accru, demeurant toutefois en deçà de 2% du PIB.

S'agissant **des contreparties de la masse monétaire**, leur évolution, à l'issue de l'an 2000, a été marquée, du fait de la non réalisation de l'ouverture du capital de Maroc Télécom prévue par le budget juillet-décembre 2000, par une baisse des réserves de change et une augmentation soutenue du crédit intérieur. En effet, **les avoirs extérieurs nets** ont subi une ponction de 4,4 milliards de dirhams ou 7,5% en raison essentiellement de l'aggravation du déficit commercial. **Les créances sur l'Etat** ont progressé de 9,9 milliards de dirhams ou 13%, à la faveur notamment du retour dans le circuit bancaire de l'épargne précédemment constituée auprès des O.P.C.V.M. Enfin, **les concours à l'économie** se sont accrus de 19,8 milliards de dirhams ou 10,3%, rythme quelque peu supérieur aux prévisions établies initialement, et ce en raison de l'impact sur les trésoreries des entreprises de la reconstitution des arriérés de paiement par le Trésor.

Concernant plus particulièrement **les crédits à l'économie distribués par les banques**, leur progression entre janvier et décembre 2000 recouvre notamment une hausse de 10,5% des crédits à l'équipement, de 12,1% des crédits immobiliers et de près de 51% des concours aux sociétés de financement. A cet égard, j'attire l'attention des banques sur la progression à nouveau très rapide, de cette catégorie de crédits, et les invite à plus de prudence et de discernement, pour une meilleure maîtrise des risques dans ce secteur. Les sociétés de financement devraient, pour leur part, développer leurs fonds propres et recourir davantage au marché financier, et, en même temps, renforcer leur dispositif visant à prévenir le surendettement dans le domaine très sensible du crédit à la consommation.

Quant aux **créances en souffrance**, chiffrées globalement à 35,8 milliards de dirhams, elles se sont à nouveau fortement accrues cette année, de 7,2 milliards de dirhams soit près d'un quart. Cette progression est toutefois due, pour près de moitié, à deux ex-organismes financiers spécialisés (C.I.H et C.N.C.A) qui procèdent, il est vrai, depuis quelques années, au reclassement de leur portefeuille conformément aux normes édictées en la matière. Aussi, le taux de leurs créances en souffrance par rapport au montant total de leurs engagements s'est-il élevé, pour atteindre le niveau inquiétant de 41%, tandis que celui des autres banques, prises globalement, s'est établi à près de 11%.

S'agissant **des marchés de capitaux**, leur évolution au cours de l'année 2000 a été caractérisée par la poursuite de la correction des cours boursiers, lesquels ont accusé une baisse de 15,3%, après s'être inscrits en hausse sensible et ininterrompue de 1993 à 1998. Il en est résulté une contraction de près de 17% de la capitalisation boursière qui s'est accompagnée d'une chute de 61% du volume des transactions. De ce fait, et à la faveur de l'intensification des émissions du Trésor par voie d'adjudication, qui ont atteint 40,3 milliards en l'an 2000, montant en expansion de près du tiers d'une année à l'autre, l'activité sur le marché secondaire s'est sensiblement développée. Les transactions qui s'y sont dénouées ont, en effet, atteint en moyenne mensuelle 96 milliards de dirhams, volume qui a plus que doublé par rapport à 1999. La promulgation prochaine de la loi cadre relative aux opérations de pensions, annoncée par Monsieur le Ministre, viendra opportunément poser les fondements juridiques de ces transactions qui matérialisent, pour l'essentiel, des opérations de prêts et d'emprunts. Ce compartiment du marché, qui sera sécurisé après l'adoption de ce texte, est appelé à se développer davantage, favorisant ainsi la formation d'une courbe des taux pertinente. Il permettra de surcroît, en élargissant le champ d'intervention de la Banque centrale, de renforcer les canaux de transmission des impulsions de la politique monétaire à l'ensemble de l'économie.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Concernant **la conduite de la politique monétaire en l'an 2000**, Bank Al-Maghrib a laissé inchangés ses taux directeurs, ramenés en 1999 à 5% et 6,5% respectivement pour les avances sur appel d'offres et pour les avances à 5 jours. La pause observée dans le processus d'abaissement des conditions monétaires a été dictée par la chute de la production agricole, qui avait handicapé le potentiel productif national, ainsi que par l'alourdissement du déficit de la balance commerciale et la tendance haussière des prix. A ces facteurs, s'étaient ajoutées les pressions exercées sur l'équilibre monétaire par le besoin de financement du Trésor.

Dans ce contexte qui a défini le cadre de son action, la Banque centrale a œuvré pour stabiliser le loyer de l'argent sur le marché monétaire à l'intérieur de la bande délimitée par les taux directeurs. A cette fin, elle a modulé tout au long de l'exercice les avances qu'elle accorde aux banques et satisfait, en conséquence, leurs besoins de liquidités réels. Cette allocation de ressources a été consolidée, aux moments des fortes tensions, par les achats de bons du Trésor dans le cadre des opérations d'open market. A l'inverse, lorsque les trésoreries bancaires étaient à l'aise, Bank Al-Maghrib a réduit ses concours et procédé à la vente de bons du Trésor et aux opérations de reprise de liquidités. De ce fait, les taux interbancaires sont restés pendant toute l'année 2000 pratiquement à l'intérieur de la fourchette de 5% à 6,5% et se sont établis, en moyenne, à 5,40% au lieu de 5,64% en 1999.

Ce léger infléchissement s'est accompagné d'une décrue, de 25 à 75 points de base, des conditions tant créditrices que débitrices. Le taux maximum appliqué aux crédits, qui intègre il est vrai l'appréciation du risque encouru, demeure néanmoins, au niveau de 13,25%, encore élevé comparativement au taux minimum qui lui est généralement inférieur de 6 points de pourcentage.

Par ailleurs, pour permettre aux banques de gérer plus librement leur trésorerie et réduire, en conséquence, la volatilité des taux sur le marché, Bank Al-Maghrib est revenue en mai, dès que les excédents de liquidités ont été résorbés, au système de calcul plus souple de la réserve monétaire obligatoire basé sur la moyenne quotidienne des soldes des comptes. Ceux-ci, rappelons-le, avaient été gelés à partir d'octobre 1999 pour renforcer l'efficacité des outils de la politique monétaire, dans un contexte qui était marqué par la surabondance de liquidités.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

L'action de la Banque centrale, qui sera menée cette année en matière de politique monétaire, s'inscrit naturellement, dans la perspective de remplir la mission qui lui est assignée, à savoir la stabilité monétaire,

condition certes insuffisante, mais indispensable pour réaliser une croissance économique durable. Aussi, pour contribuer à contenir la hausse des prix dans la limite de 2,5% retenue par le plan quinquennal 2000-2004 et soutenir la croissance du PIB, d'au moins 8% en termes réels, attendue cette année dans la perspective d'une bonne récolte agricole, il conviendrait de fixer pour l'année 2001, **une norme de progression des agrégats monétaires située dans une fourchette de 9% à 10%**. Compte tenu d'un renforcement de plus du tiers de nos avoirs en devises, imputable au produit de l'ouverture du capital de Maroc Télécom, cette norme monétaire permettra de financer sans restriction la demande de crédit des entreprises, lesquelles vont bénéficier, par ailleurs, du paiement des arriérés constitués par le Trésor l'année précédente. Du fait de l'aisance qu'il connaîtra cette année, en raison de l'opération de Maroc Télécom, le Trésor limitera globalement son recours au financement monétaire, tout en restant actif sur les marchés des adjudications et en se désengageant auprès de Bank Al-Maghrib. Cette stratégie, appliquée en concertation avec la Banque centrale, permettra, par un recyclage permanent des liquidités créées, une utilisation optimale par le Trésor du produit généré par l'opération Maroc Télécom, dont une part importante sera versée au Fonds Hassan II pour le développement économique et social. L'action qui sera ainsi menée est de nature à prémunir le marché monétaire contre l'excès de liquidités et à prévenir, en conséquence, toute évolution erratique des taux d'intérêt. Grâce à cette stabilisation des conditions du marché, il sera possible de parvenir à donner une visibilité de l'action des autorités monétaires, sans laquelle il sera difficile aux opérateurs de formuler leurs anticipations et fonder leurs décisions.

**Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,**

Dans leurs efforts continuels visant à renforcer l'efficacité **des instruments de contrôle prudentiel**, afin de préserver la solidité financière des établissements de crédit, les autorités monétaires ont procédé, dernièrement, au réaménagement des circulaires relatives à certains coefficients réglementaires. Bank Al-Maghrib a également diffusé, récemment, une circulaire qui précise les éléments clés d'un système de contrôle interne.

Les changements des coefficients prudentiels ont concerné principalement, le calcul des ratios relatifs au coefficient minimum de solvabilité et au coefficient maximum de division des risques, qui doit, désormais, être effectué aussi bien sur une base individuelle que consolidée. Les aménagements ont également porté sur la définition des fonds propres qui a été élargie pour inclure, en particulier, les résultats bénéficiaires non distribuables ainsi qu'une nouvelle catégorie de fonds propres dite «fonds propres complémentaires».

Je saisis cette occasion, pour attirer l'attention des établissements de crédit sur la nécessité de respecter rigoureusement ces deux ratios, en plus du coefficient maximum de division des risques dont le relèvement à 20 % a été accompagné, avec le consentement de la profession, de la suppression des dérogations. Ceci exigera des établissements de crédit la mise en place des dispositifs adéquats, leur permettant d'identifier et de suivre les risques encourus sur un même client, ou sur un ensemble de clients présentant un risque unique.

Quant au coefficient minimum de liquidité, des simulations sont actuellement en cours pour en arrêter les modalités de calcul, que Bank Al-Maghrib ne manquera pas de soumettre, le moment venu, à la profession.

Concernant le contrôle interne, le système adopté s'inspire des normes admises en la matière sur le plan international, et constitue un outil indispensable à la bonne maîtrise des risques encourus par les établissements de crédit. La circulaire qui vient de l'instituer n'a, cependant, fait que tracer un canevas que chaque établissement est tenu d'enrichir et de perfectionner, compte tenu de ses spécificités organisationnelles.

D'autre part, les établissements de crédit auront à publier, pour la première fois, au cours du premier semestre de cette année, leurs états de synthèse annuels sur des bases aussi bien individuelle que consolidée selon les normes du plan comptable des établissements de crédit. A ce propos, je tiens à souligner que ce sont l'application et l'observation de l'ensemble des prescriptions du plan comptable qui conditionnent l'efficacité du contrôle du respect des dispositions prudentielles. La publication, par les établissements de

crédit, d'informations complètes, correctes et pertinentes sur leurs situations et leurs résultats financiers, conjuguée à des politiques de gestion rigoureuse et à une maîtrise des risques, contribueront, sans doute, à une plus grande transparence, requise pour le renforcement de la discipline de marché.

Cette discipline de marché n'exclut pas, bien au contraire, l'esprit d'émulation et de compétition saine qui doivent continuer à régner au sein de la profession, surtout après la promulgation de la loi sur la liberté des prix et la concurrence.

Enfin, suite à la mise en place, à partir de juin 1999, d'une nouvelle «Nomenclature marocaine des activités» et à l'entrée en vigueur en janvier 2000 du Plan comptable des établissements de crédit, Bank Al-Maghrib a procédé à la révision des dispositions régissant la centralisation des risques. La nouvelle instruction, au stade de la finalisation, sera diffusée au cours de cette année.

Il y a lieu de signaler par ailleurs, que les projets visant la modernisation du système de paiement national vont passer dans les prochains mois à la phase opérationnelle, tant en ce qui concerne le traitement informatisé des opérations de compensation que la création d'un centre unique de cartes bancaires.

Je voudrais à ce sujet réitérer mon appel à la profession bancaire, de mettre en place, dans les plus brefs délais, les procédures adéquates pour prévenir les erreurs constatées dans les déclarations des incidents de paiement, tant les plaintes adressées à Bank Al-Maghrib, à ce sujet, sont devenues trop nombreuses. Les autorités monétaires, pour enrayer ce phénomène qui ternit le renom de la profession, se proposent d'ailleurs d'introduire dans «la loi bancaire», à l'occasion de sa révision, des dispositions prévoyant des sanctions à l'encontre des établissements responsables de fausses déclarations.

S'agissant enfin du marché des changes, je voudrais préciser que compte tenu de l'expérience acquise ces dernières années par les banques en matière de maîtrise des techniques de change et de gestion des risques de marché, ainsi que de la prudence qu'elles ont affichée à cet égard, il me paraît qu'un assouplissement de certaines dispositions en vigueur, voire l'introduction de nouveaux instruments financiers, pourront être envisagés dans un avenir proche.

Il est évident que la mise en place de ces mesures dépendra, en grande partie, des efforts déployés par les banques pour veiller au strict respect de la réglementation, ainsi que de leur engagement à répercuter, sur l'ensemble de leur clientèle, les retombées positives que de telles décisions ne manqueront pas de générer.

Je vous remercie de votre attention.

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE (*)

AGRICULTURE

Conditions d'achat du blé tendre destiné à la fabrication de la farine subventionnée

Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme et du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts n° 1603-00 du 9 novembre 2000 fixant les conditions d'achat du blé tendre destiné à la fabrication de la farine subventionnée, ainsi que les conditions de fabrication de ladite farine, de son conditionnement et de sa mise en vente. **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Ce texte reconduit, pour la campagne 2000-2001, les mêmes dispositions arrêtées précédemment.

Ainsi, le prix de cession à la minoterie de blé tendre destiné à la fabrication de la farine subventionnée est fixé à 258,8 dirhams/ql, base standard.

De même, les prix limites de vente de la farine nationale de blé tendre sont fixés comme suit :

- Marchandise prise nue minoterie : 182 DH le quintal
(87 DH le quintal pour les provinces sahariennes) ;
- Au niveau des grossistes : 188 DH le quintal ;
- Au public : 200 DH le quintal ;
(100 DH le quintal pour les provinces sahariennes).

(*) Sélection des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs aux domaines économique et financier parus au cours du 1^{er} trimestre 2001.

Interdiction de l'emploi de certaines substances dans l'alimentation animale

Décret n° 2-00-1022 du 31 janvier 2001 modifiant le décret n° 2-63-253 du 22 juillet 1963 portant interdiction de l'emploi des substances arsenicales, antimoniales ou oestrogènes, des farines de viande (à l'exclusion des farines de poissons), d'os et de sang et des graisses d'origine animale pour l'alimentation et l'élevage de certains animaux y compris l'aquaculture. **(B.O. n° 4874 du 15 février 2001)**

Sont également interdites l'importation, la détention et la vente aussi bien d'aliments additionnés aux matières précitées que des produits ou denrées alimentaires en provenance d'animaux auxquels ont été administrées les substances, les farines et les graisses d'origine animale.

Aide de l'Etat pour l'acquisition de matériel agricole

Dahir n° 1-01-55 du 15 février 2001 portant promulgation de la loi n° 26-00 modifiant le dahir n° 1-69-25 du 25 juillet 1969 formant code des investissements agricoles. **(B.O. n° 4882 du 15 mars 2001)**

Les personnes physiques ou morales n'ayant pas la qualité d'agriculteurs qui réalisent des investissements relatifs à la mécanisation des travaux agricoles peuvent bénéficier de l'aide de l'Etat pour l'acquisition du matériel agricole dans les conditions suivantes :

- Pour une personne physique : être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou de technicien dans le domaine agricole ;
- Pour les sociétés de personnes : les associés doivent être des ingénieurs ou des techniciens dans le domaine agricole ;
- Pour les directeurs de personnes morales, autres que les sociétés de personnes : être des ingénieurs ou des techniciens dans le domaine agricole.

ASSURANCES

Retrait d'agrément

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1566-00 du 3 novembre 2000 portant retrait de l'agrément de la «Compagnie africaine d'assurances» à compter du 1^{er} janvier 2000. **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

Transfert de portefeuille

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1567-00 du 3 novembre 2000 portant approbation du transfert à l'entreprise d'assurances et de réassurances «Axa-assurance Maroc» du portefeuille actif et passif de la société «Compagnie africaine d'assurances», tel que prévu par le traité de fusion par absorption conclu entre les deux sociétés le 27 mars 2000. **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

COMMERCE EXTERIEUR

Prohibition d'entrée sur le territoire national d'animaux vivants de l'espèce bovine

Arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts n° 1694-00 du 29 novembre 2000 modifiant l'arrêté n° 738-96 du 18 avril 1996 portant prohibition d'entrée sur le territoire national d'animaux vivants de l'espèce bovine, de denrées animales, de produits d'origine animale et de produits de multiplication animale, issus de bovins, originaires ou provenant de certains pays. **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

Les bovins vivants provenant de tous pays sont frappés de prohibition d'entrée sur le territoire national. Sont également frappés de cette prohibition les spermés et embryons d'origine bovine ainsi que les viandes émanant de certains pays européens où des cas d'encéphalite spongiforme bovine ont été déclarés.

Suppression de la Déclaration préalable d'importation pour les pommes

En vertu de la **circulaire de l'Office des Changes n° 1676 du 17 janvier 2001**, l'importation des pommes n'est plus soumise à la déclaration préalable d'importation, et ce depuis le 23 décembre 2000.

Remboursement des droits et taxes au titre du régime du drawback

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1774-00 du 20 octobre 2000 modifiant les taux moyens de remboursement des droits et taxes au titre du régime du drawback en faveur de certains produits. **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Le taux de remboursement des droits et taxes au titre du régime du drawback concernant l'électricité est fixé à 3,64 dirhams les 100 kwh consommés.

Importation de bananes fraîches

En vertu de la **circulaire de l'Office des changes n°1677 du 27 février 2001**, l'importation de bananes fraîches est soumise à déclaration préalable pour une durée de six mois à compter du 26 février 2001.

Marchandises soumises à une demande de franchise douanière

En application de l'Accord d'Association signé le 26 février 1996 entre le Maroc et les Communautés européennes et leurs Etats membres et de l'Accord de libre-échange signé le 19 juin 1997 entre le Maroc et les Etats de l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE), l'importation des marchandises bénéficiant de préférences dans le cadre des contingents tarifaires repris sur les circulaires de l'Administration des douanes et impôts indirects n° 4616/222 et 4617/222 du 15 février 2000, relatives à la mise en œuvre de ces Accords, est soumise à une demande de franchise douanière.

(Circulaire de l'Office des changes n°1678 du 1^{er} mars 2001)

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Accord de coopération avec l'Etat des Emirats Arabes Unis

Dahir n° 1-00-261 du 17 octobre 2000 portant publication de l'accord de coopération économique, commerciale et technique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis, fait à Rabat le 20 mars 1984. **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

Convention de sécurité sociale avec le Portugal

Dahir n° 1-00-210 du 7 novembre 2000 portant publication de la convention de sécurité sociale, faite à Evora le 14 novembre 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Portugal. **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

Convention fiscale avec l'Etat de Bahrayn

Dahir n° 1-00-353 du 26 décembre 2000 portant promulgation de la loi n° 39-00 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention faite à Rabat le 7 avril 2000 entre le Royaume du Maroc et l'Etat de Bahrayn en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. **(B.O. n° 4866 du 18 janvier 2001)**

Coopération avec l'UNICEF

Dahir n° 1-00-355 du 2 janvier 2001 portant promulgation de la loi n° 41-00 portant approbation, quant au principe, de la ratification de l'accord de base régissant la coopération entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fait à Rabat le 28 mars 1994. **(B.O. n° 4866 du 18 janvier 2001)**

Garantie de conventions de sous-traitance conclues avec la Banque islamique de développement

Décret n° 2-00-1025 du 26 décembre 2000 approuvant la convention conclue le 8 novembre 2000 entre le Royaume du Maroc et la Banque islamique de développement pour la garantie d'une convention de sous-traitance d'un montant de 20,35 millions de dollars des Etats-Unis

d'Amérique conclue le 28 octobre 2000 entre ladite banque et l'Office national de l'eau potable en vue de la participation au financement du projet de l'eau potable et de l'approvisionnement des groupements ruraux en eau. **(B.O. n° 4866 du 18 janvier 2001)**

Décret n° 2-00-1026 du 26 décembre 2000 approuvant la convention conclue le 8 novembre 2000 entre le Royaume du Maroc et la Banque islamique de développement pour la garantie d'une convention de sous-traitance d'un montant de 37,55 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique conclue le 20 octobre 2000 entre ladite banque et la Société nationale des autoroutes du Maroc en vue de la participation au financement du projet de réalisation de l'autoroute Sidi Lyamani-Tanger. **(B.O. n° 4866 du 18 janvier 2001)**

Coopération économique avec l'Inde

Dahir n° 1-98-11 du 26 décembre 2000 portant publication de l'accord de coopération économique et technique fait à New Delhi le 20 novembre 1981 entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde. **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Les deux parties contractantes ont convenu d'agir conjointement en vue d'encourager, de faciliter et de renforcer la coopération économique et technique entre les deux pays.

Convention de crédit avec la Banque islamique de développement

Décret n° 2-00-1050 du 29 décembre 2000 approuvant la convention de crédit d'un montant de cinq millions trois cent soixante-dix mille dinars islamiques (5.370.000 D.I) conclue le 8 novembre 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Banque islamique de développement en vue de la participation au financement du projet de l'approvisionnement en eau potable au titre du programme national de lutte contre les effets de la sécheresse. **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Contrat de garantie de prêts de l'institution allemande KFW

Décrets n°s 2-00-1302 et 2-01-11 du 9 janvier 2001 approuvant les contrats conclus le 17 novembre 2000 entre le Royaume du Maroc et la Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KFW) pour la garantie des prêts portant sur 54 millions de deutsche marks et 26,5 millions de deutsche marks, consentis par ladite banque à l'Office national de l'eau potable pour le financement des projets dits «Approvisionnement en eau potable dans la région du Nord» et «Approvisionnement en eau potable des petits centres II». **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Contrats de cautionnement pour la garantie de prêts de la BEI

Décret n° 2-01-02 du 24 janvier 2001 approuvant le contrat de cautionnement conclu le 17 juillet 2000 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour la garantie du prêt de 21 millions d'euros consenti par ladite banque à la Régie autonome multi-services d'Agadir (RAMSA) pour le financement du projet «Assainissement villes marocaines (Agadir) - (Euromed II)». **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Décret n° 2-01-26 du 31 janvier 2001 approuvant le contrat de cautionnement conclu le 27 juillet 2000 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement pour la garantie du prêt de 53 millions d'euros consenti par ladite banque à l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord (APDN) pour le financement du projet «APDN routes rurales-Maroc (Euromed II)». **(B.O. n° 4874 du 15 février 2001)**

Convention de crédit avec la BMCE-Bank, Paris

Décret n° 2-01-27 du 31 janvier 2001 approuvant la convention de crédit d'un montant de 1.600.000 euros conclue le 19 décembre 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la BMCE- Bank, Paris. **(B.O. n° 4874 du 15 février 2001)**

Convention de libre-échange avec la Jordanie

Dahir n° 1-99-179 du 10 mars 2000 portant publication de la convention de libre-échange faite à Rabat le 16 juin 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie. **(B.O. n° 4874 du 15 février 2001)**

Coopération avec la Roumanie dans le domaine du transport et de la navigation maritimes

Dahir n° 1-88-142 du 24 novembre 2000 portant publication de l'accord de coopération dans le domaine du transport et de la navigation maritimes, fait à Rabat le 22 décembre 1979 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Socialiste de Roumanie. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Les parties contractantes prendront toutes les mesures possibles pour permettre à leurs navires ou aux navires affrétés par elles de transporter dans une proportion aussi grande que possible les marchandises qui doivent être échangées entre les deux pays.

Accord avec l'Egypte à propos des lignes aériennes

Dahir n° 1-00-314 du 2 janvier 2001 portant publication de l'accord, fait à Rabat le 13 juin 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République arabe d'Egypte relatif aux lignes aériennes entre les deux territoires et au-delà. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Création d'une haute commission mixte entre la Maroc et le Liban

Dahir n° 1-00-308 du 2 janvier 2001 portant publication de la convention portant création d'une haute commission mixte entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Liban, faite à Rabat le 3 juillet 1997. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

**Convention de crédit acheteur entre le gouvernement
du Royaume du Maroc et le Crédit commercial
de France et la BMCE-Paris**

Décret n° 2-01-60 du 14 février 2001 approuvant la convention de crédit acheteur d'un montant de 1.141.550 euros conclue le 12 mai 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Crédit commercial de France et la Banque marocaine du commerce extérieur-Paris. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Accord de prêt entre le Maroc et la BIRD

Décret n° 2-01-115 du 14 février 2001 approuvant l'accord de prêt n° 4573 MOR d'un montant de 2,4 millions d'euros conclu le 17 janvier 2001 entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour le financement du projet de développement durable du tourisme balnéaire. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

**Accord avec la République hellénique pour l'encouragement
et la protection réciproques des investissements**

Dahir n° 1-99-263 du 11 juillet 2000 portant publication de l'accord fait à Athènes le 16 février 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Hellénique concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. **(B.O. n° 4882 du 15 mars 2001)**

Convention fiscale avec le Gabon

Dahir n° 1-01-32 du 15 février 2001 portant promulgation de la loi n° 33-00 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention faite à Libreville le 3 juin 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Gabonaise tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. **(B.O. n° 4882 du 15 mars 2001)**

Convention de prêt compensatoire avec le Fonds monétaire arabe

Décret n° 2-01-73 du 19 février 2001 approuvant la convention de prêt compensatoire conclue le 28 novembre 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds monétaire arabe pour faire face à la situation de la balance des paiements, résultant de l'augmentation enregistrée dans la valeur des importations des produits agricoles en raison de la sécheresse. **(B.O. n° 4882 du 15 mars 2001)**

EMPLOI

Agences d'emploi privées

Dahir n° 1-99-8 du 1^{er} septembre 2000 portant publication de la convention n° 181 concernant les agences d'emploi privées adoptée par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail lors de sa 85^e session tenue à Genève le 3 juin 1997. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

L'expression «agence d'emploi privée» désigne toute personne physique ou morale, indépendante des autorités publiques, qui fournit un ou plusieurs des services suivants se rapportant au marché du travail:

a) des services visant à rapprocher offres et demandes d'emploi, sans que l'agence d'emploi privée ne devienne partie aux relations de travail susceptibles d'en découler ;

b) des services consistant à employer des travailleurs dans le but de les mettre à la disposition d'une tierce personne physique ou morale, qui fixe leurs tâches et en supervise l'exécution ;

c) d'autres services ayant trait à la recherche d'emplois, qui seront déterminés par l'autorité compétente après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, tels que la fourniture d'informations, sans pour autant viser à rapprocher une offre et une demande spécifiques.

Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences

Décret n° 2-00-997 du 31 janvier 2001 complétant le décret n° 2-99-822 du 4 juillet 2000 pris pour l'application de la loi n° 51-99 portant création de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Le siège de cette agence est fixé à Casablanca.

Commission nationale interministérielle de suivi et d'évaluation de la formation-insertion

Décret n° 2-00-876 du 14 février 2001 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission interministérielle de suivi et d'évaluation de la formation-insertion. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

ÉNERGIE

Accords pétroliers

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines et du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1629-00 du 15 novembre 2000 approuvant l'accord pétrolier conclu le 26 avril 2000 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc, et la société Lone Star Energy Corporation. Cet accord concerne la zone d'intérêt dénommée «Talsinnt». **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Arrêtés conjoints du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines et du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n°s 406-01, 407-01 et 408-01 du 14 décembre approuvant les accords pétroliers conclus le 20 octobre 2000 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc, et la société Lone Star Energy Corporation. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines et du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 405-01 du 19 janvier 2001 approuvant l'accord pétrolier conclu le 5 avril 2000 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc, et la société Shell Recherches et Exploitation Maroc B.V. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Arrêtés conjoints du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines et du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n°s 366-01 et 367-01 du 19 janvier 2001 approuvant les accords pétroliers conclus le 24 novembre 2000 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc, et respectivement la société Vanco International Ltd et les sociétés Vanco International Ltd et Lasmo Overseas Nederland II B.V. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

FINANCES PUBLIQUES

Paiement de droits et taxes : taux de l'intérêt de retard

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1716-00 du 4 décembre 2000 modifiant le taux de l'intérêt de retard à percevoir en cas de paiement des droits et taxes au-delà des délais légaux. **(B.O. n° 4866 du 18 janvier 2001)**

Le taux d'intérêt de retard est fixé à 11% l'an.

Loi de finances pour l'année 2001

Dahir n° 1-00-351 du 26 décembre 2000 portant promulgation de la loi de finances n° 55-00 pour l'exercice budgétaire 2001. **(B.O. n° 4861 du 1^{er} janvier 2001)**

Emprunt marocain 4,5% de 1952

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 208-01 du 24 janvier 2001 fixant la valeur de reprise des titres de l'emprunt marocain 4,5% de 1952 à capital garanti. **(B.O. n° 4882 du 15 mars 2001)**

Entre le 1^{er} janvier 2001 et le 30 juin 2001, la valeur de reprise admise en paiement des droits de mutation de ces titres est fixée à cent trente cinq mille deux cent quatre vingt-cinq dirhams (135.285,00 dirhams).

INDUSTRIE

Lait et produits laitiers

Décret n° 2-00-425 du 7 décembre 2000 relatif au contrôle de la production et de la commercialisation du lait et produits laitiers. **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

Toute personne qui se livre à l'exploitation d'une étable laitière doit adresser une déclaration aux services vétérinaires locaux qui ouvrent une enquête sur l'état de santé des animaux, leur alimentation, les conditions d'hygiène, de logement et d'entretien et les précautions prises pour recueillir le lait. Les établissements laitiers qui procèdent au traitement du lait et à la production de produits laitiers doivent adresser une déclaration au ministère chargé de l'agriculture et répondre aux dispositions de la norme marocaine relative aux principes généraux d'hygiène alimentaire, homologuée par arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

MARCHÉS DE CAPITAUX

Emissions de bons du Trésor

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 247-01 du 1^{er} février 2001 relatif à l'émission de bons du Trésor à un an. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Cette émission est réservée aux banques dans le cadre de la réglementation relative aux emplois obligatoires des banques.

Les bons seront remboursés au pair à dater du jour de leur échéance et produiront des intérêts au taux de 4,25% l'an payable à la souscription.

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 248-01 du 1^{er} février 2001 relatif à l'émission de bons du Trésor à six mois. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Cette émission est ouverte durant l'année budgétaire 2001 auprès de toutes personnes physiques ou morales à l'exception des établissements de crédit, des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), des sociétés de bourse, des sociétés de financement, des sociétés d'investissement et des sociétés d'assurances, de réassurances et de capitalisation.

Le taux de rémunération de ces bons sera déterminé pour chaque semestre sur la base du taux moyen pondéré des bons à 26 semaines souscrits par adjudication au cours du semestre précédent majoré de 25 points de base.

Les titres seront remboursés à dater du jour de leur échéance. Ils peuvent, toutefois, faire l'objet de remboursement anticipé trois mois révolus après la date d'émission.

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 249-01 du 1^{er} février 2001 relatif à l'émission de bons du Trésor à cinq ans concernant les comptes convertibles à terme. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Il sera procédé à une émission permanente de bons à cinq ans durant l'année budgétaire 2001 qui sera réalisée en plusieurs tranches et close sans préavis.

La souscription à ces bons sera réservée aux personnes physiques et morales résidant habituellement à l'étranger et possédant dans une banque inscrite au Maroc des disponibilités en dirhams non transférables au regard de la réglementation des changes.

Ces bons, d'une valeur de mille dirhams, seront émis au pair, porteront intérêts au taux de 6,5% l'an et sont librement négociables entre non résidents.

Règles comptables applicables aux fonds de placements collectifs en titrisation

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 351-01 du 9 février 2001 fixant les règles comptables applicables aux fonds de placements collectifs en titrisation. **(B.O. n° 4882 du 15 mars 2001)**

MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Réforme du Crédit populaire du Maroc

Dahir n° 1-00-357 du 26 décembre 2000 portant promulgation de la loi n° 57-00 modifiant la loi n° 12-96 portant réforme du Crédit populaire du Maroc. **(B.O. n° 4866 du 18 janvier 2001)**

Les dispositions de l'article 59 de la loi 12-96 portant réforme du Crédit populaire du Maroc sont modifiées comme suit :

«Le comité transitoire fixe le prix préférentiel sans, toutefois, que le rabais consenti au profit des banques populaires régionales puisse excéder 10% de la valeur de l'action de la BCP».

Dans sa version initiale, l'article en question stipulait que le comité transitoire fixe le prix préférentiel sans qu'il excède 10% de la valeur réelle comme limite maximale.

Coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit

La circulaire n° 3 du 15 janvier 2001 de Bank Al-Maghrib fixe les modalités d'application des dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1438-00 du 6 octobre 2000, relatif au coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit. Cet arrêté stipule que les établissements de crédit sont tenus de respecter en permanence, sur une base individuelle et consolidée, un rapport maximum de 20% entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affectés d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque, à l'exclusion des risques encourus sur l'Etat et, d'autre part, leurs fonds propres nets.

Coefficient minimum de solvabilité des établissements de crédit

La circulaire n° 4 du 15 janvier 2001 de Bank Al-Maghrib fixe les modalités d'application des dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1439-00 du 6 octobre 2000, relatif au coefficient minimum de solvabilité des établissements

de crédit. Ce texte stipule que les établissements de crédit sont tenus de respecter en permanence, sur une base individuelle et consolidée, un rapport minimum de 8% entre, d'une part, le total de leurs fonds propres et, d'autre part, les éléments de leur actif et leurs engagements par signature, affectés d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque.

Contrôle interne des établissements de crédit

La circulaire de Bank Al-Maghrib n° 6 du 19 février 2001 a pour objet de préciser les modalités et les règles minimales que les établissements de crédit doivent observer pour la mise en place d'un système de contrôle interne. Ce système est axé sur:

- la vérification des opérations et des procédures internes ;
- la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
- la fiabilité des conditions de la collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières ;
- l'efficacité de la circulation interne de la documentation et de l'information ainsi que de leur diffusion auprès des tiers.

Taux directeurs de Bank Al-Maghrib

Bank Al-Maghrib a décidé, lors de la réunion de son Conseil tenue le 20 mars 2001, de réduire de 25 points de base les taux d'intérêt qu'elle applique aux avances sur appel d'offres, et de 75% points de base, les avances à cinq jours.

Ainsi, les nouveaux taux des facilités consenties aux banques sont fixés comme suit :

- Avances à 7 jours sur appel d'offres :
4,75%
- Avances à 5 jours à l'initiative des banques : 5,75%
- Avances à 24 heures à l'initiative des banques : 9,75%
- Avances à 24 heures en couverture des soldes débiteurs : 11,75%.

Cette baisse, qui prend effet à compter de 21 mars 2001.

PÊCHE

Interdiction temporaire de pêche et de ramassage des coquillages dans la baie de Dakhla

Arrêté du ministre de la pêche maritime n° 259-01 du 5 février 2001 relatif à l'interdiction temporaire de pêche et de ramassage des coquillages dans la baie de Dakhla pour une durée d'une année à compter de la date de publication du présent arrêté au bulletin officiel. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

PRIVATISATION

Transfert d'actions de la Société de transformation des mélasses du Gharb aux salariés

Décret n° 2-00-1000 du 14 décembre 2000 décidant le transfert de 6076 actions détenues par l'Etat aux salariés de la Société de transformation des mélasses du Gharb (SOTRAMEG). **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

Le prix de cession aux salariés s'établit à cent sept dirhams dix-huit centimes (107,18 DH) l'action, après l'application d'un rabais de 15% sur le prix d'offre, arrêté à 126,09 DH l'action.

Transfert d'actions de l'Etat aux salariés et retraités de la SNEP

Décret n°2-01-15 du 15 janvier 2001 décidant le transfert de 85.000 actions détenues par l'Etat aux salariés et aux retraités de la Société nationale d'électrolyse et de pétrochimie (SNEP). **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

Le prix de cession aux salariés et aux retraités est de 215,05 dirhams l'action, après application d'un rabais de 15% sur le prix de l'offre, arrêté à 253 dirhams l'action.

Transfert de l'établissement "Roses du Dadès"

Décret n° 2-01-33 du 31 janvier 2001 décidant le transfert par voie d'attribution directe de l'établissement hôtelier dénommé «Roses du Dadès» sis à Kalâat M'Gouna et appartenant à l'Office national marocain du tourisme (ONMT). **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

L'établissement hôtelier est cédé à la société «Rose MGouna» au prix de sept millions deux cent mille dirhams (7.200.000 dirhams).

Transfert de 35% du capital d'Itissalat Al-Maghrib

Décret n° 2-01-04 du 20 février 2001 décidant le transfert au secteur privé de 35% du capital de la société Itissalat Al-Maghrib. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

Sont cédées à la «Société marocaine de communications», société anonyme de droit français, sise à Paris, filiale du groupe Vivendi Universal déclaré contribuable de l'appel d'offres de 30.768.337 (trente millions sept cent soixante-huit mille trois cent trente-sept) actions représentant 35% du capital de la société Itissalat Al-Maghrib détenues par le Trésor.

Le transfert a lieu moyennant le paiement du prix de vingt-trois milliards trois cent quarante-cinq millions de dirhams (23.345.000.000 DH).

PRIX

Prix de vente des quotidiens

Arrêté du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du gouvernement n° 439-01 du 27 février 2001 fixant le prix de vente public des journaux quotidiens. **(B.O. n° 4878 du 1^{er} mars 2001)**

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Approbation du cahier des charges d'Itissalat Al-Maghrib

Décret n° 2-00-1333 du 9 octobre 2000 portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'établissement et d'exploitation dans lesquelles sont rendus les services de télécommunications par Itissalat Al-Maghrib. **(B.O. n° 4862 du 4 janvier 2001)**

Réseau public de télécommunications par satellites

Décrets n°s 2-00-809, 2-00-810 et 2-00-811 du 31 janvier 2001 portant attribution de licences d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellites de type VSAT aux sociétés «Gulfsat Maghreb», «Argos S.A.» et «Space Com». **(B.O. n° 4874 du 15 février 2001)**

Participation d'Itissalat Al-Maghrib au capital de «Nest Call Center»

Décret n° 2-01-09 du 24 janvier 2001 autorisant Itissalat Al-Maghrib (IAM) à souscrire une participation de 30% dans le capital de la société anonyme «Nest Call Center». **(B.O. n° 4874 du 15 février 2001)**

Le projet considéré a pour objet la création, le développement et la gestion d'un parc de multiples centres d'appels ouverts à l'international à partir du Maroc. Ce parc aura une vocation novatrice en termes de recherche et d'application des dernières technologies de l'information.

Le capital de la société «Nest Call Center», société anonyme de droit marocain, s'élève à 43 millions de dirhams et sera détenu par Teletech international (70%) et IAM (30%) .

TOURISME

Aménagement et mise en valeur touristique de la baie d'Agadir

Dahir n° 1-01-56 du 15 février 2001 portant promulgation de la loi n° 56-00 modifiant le cahier des charges annexé au dahir portant loi n° 1-76-393 du 21 juin 1976 relatif à l'aménagement de la baie d'Agadir. **(B.O. n° 4882 du 15 mars 2001)**

TRANSPORTS

Conditions pour l'obtention de l'autorisation d'exploitation des services aériens de transport public

Arrêté du ministre du transport et de la marine marchande n° 544-00 du 2 novembre 2000 fixant les conditions relatives à l'obtention de l'autorisation d'exploitation des services aériens de transport public et de travail aérien. **(B.O. n° 4870 du 1^{er} février 2001)**

CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB

- **Circulaire n° 3 relative au coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit**
- **Circulaire n° 4 relative au coefficient minimum de solvabilité des établissements de crédit**
- **Circulaire n° 6 relative au contrôle interne des établissements de crédit**
- **Communiqué de presse sur l'abaissement des taux directeurs de Bank Al-Maghrib**

BANK AL-MAGHRIB

LE GOUVERNEUR

Circ. N° 3/G/2001

Rabat, le 19 Chaoual 1421
15 Janvier 2001

**Circulaire n° 3 relative au coefficient
maximum de division des risques
des établissements de crédit**

Les prescriptions de l'arrêté du Ministre des Finances et des Investissements Extérieurs n° 174-97 du 13 ramadan 1417 (22 janvier 1997) relatif au coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1438-00 du 8 rejeb 1421 (6 octobre 2000), stipulent que les établissements de crédit sont tenus de respecter en permanence, sur base individuelle et consolidée, un rapport maximum de 20 % entre d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affectés d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque, à l'exclusion des risques encourus sur l'Etat, et d'autre part, leurs fonds propres nets.

Par ailleurs, cet arrêté prescrit que les risques englobent :

- les crédits de toute nature et de toute durée,
- les opérations assimilées au crédit telles que définies à l'article 3 alinéa 2 du dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle
- et les titres de placement, de participation et emplois assimilés, émis par le bénéficiaire et souscrits par l'établissement de crédit concerné.

D'autre part, l'arrêté précité spécifie qu'il faut entendre par même bénéficiaire :

- toute personne physique ou morale ;
- l'ensemble des personnes physiques ou morales ayant entre elles des liens juridiques ou financiers qui en font un groupe d'intérêt.

.../...

2.

Il stipule, enfin, que le calcul de ce coefficient sur base consolidée doit être effectué lorsqu'un établissement de crédit :

- contrôle de manière exclusive ou conjointe un ou plusieurs établissements de crédit ou exerce sur eux une influence notable ;

- exerce un contrôle exclusif ou conjoint sur une ou plusieurs entreprises à caractère financier autres que les établissements de crédit, notamment celles visées à l'article 4 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°1241-99 du 4 jourmada I 1420 (16 août 1999) relatif aux conditions de prises de participation des établissements de crédit dans des entreprises existantes ou en création.

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités d'application des dispositions susvisées.

*

* *

Article 1^{er}

Les fonds propres sont calculés selon les modalités fixées par la circulaire de Bank Al-Maghrib relative au coefficient minimum de solvabilité.

Article 2

Les éléments de l'actif et du hors bilan, pris en considération pour le calcul des risques, ainsi que les quotités qui leur sont appliquées sont détaillés ci-après.

I) Eléments de l'actif

A) Quotité de 0 % :

1) les créances sur Bank Al-Maghrib et les autres banques centrales des pays membres de l'OCDE et assimilés (1) ;

(1) Cf. annexe I.

.../...

2) les valeurs reçues en pension, émises par l'Etat marocain ou par les Etats membres de l'OCDE et assimilés ;

3) les crédits de mobilisation de créances sur l'Etat dûment constatées consentis aux entreprises adjudicataires de marchés publics.

B) Quotité de 20 % :

1) les créances sur :

- les établissements de crédit marocains,
- les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés,
- les banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois,
- les banques multilatérales de développement (1),
- les collectivités locales ;

2) les titres de créance, autres que ceux déduits des fonds propres, émis ou garantis par les établissements de crédit marocains, les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés ou par les banques multilatérales de développement ;

3) les titres de créance émis ou garantis par les banques installées dans des pays autres que ceux membres de l'OCDE et assimilés, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois ;

4) les créances sur la clientèle, garanties par :

- les établissements de crédit et assimilés marocains, habilités à délivrer des garanties par signature (2),
- nantissement de titres de créance émis par les établissements de crédit marocains,
- les organismes marocains d'assurances à l'exportation (3),
- les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés ou par nantissement de titres émis par ces établissements,
- les banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent et dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois,
- les banques multilatérales de développement ;

5) les valeurs reçues en pension de la clientèle, émises par les établissements de crédit marocains, par les banques installées dans des pays membres de l'OCDE et assimilés ou par les banques multilatérales de développement.

(1) Cf. annexe II.

(2) Cf. annexe III.

(3) Société Marocaine d'Assurances à l'Exportation.

C) Quotité de 50 % :

- 1) les crédits à l'habitat consentis à la clientèle pour l'acquisition, l'aménagement ou la construction de logements, garantis par :
 - une hypothèque de premier rang sur les biens objet desdits crédits,
 - ou une hypothèque de second rang, lorsque le premier rang est inscrit en faveur de l'Etat, en garantie du paiement des droits d'enregistrement,
 - ou, éventuellement, une hypothèque de rang inférieur lorsque les rangs précédents sont inscrits au profit du même établissement et pour le même objet ;
- 2) les parts ordinaires de Fonds de Placements Collectifs en Titrisation des créances hypothécaires ;
- 3) les crédits-bails immobiliers en faveur de la clientèle.

D) Quotité de 100 % :

- 1) les créances sur les banques installées dans les pays autres que les pays membres de l'OCDE et assimilés, dont l'échéance résiduelle excède douze mois ;
- 2) les créances sur la clientèle autres que celles visées aux paragraphes A, B et C ;
- 3) les parts spécifiques de Fonds de Placements Collectifs en Titrisation des créances hypothécaires ;
- 4) les titres de propriété et de créance autres que ceux déduits des fonds propres et ceux visés à l'alinéa précédent et aux paragraphes B et C ;

II) Eléments du hors bilan

A) Quotité de 0 %

Les engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de l'Etat marocain et des Etats membres de l'OCDE et assimilés ;

B) Quotité de 4 %

Les crédits documentaires import ouverts sur ordre des banques marocaines, garantis par les marchandises correspondantes.

C) Quotité de 20 % :

- 1) les crédits documentaires import ouverts sur ordre de la clientèle garantis par les marchandises correspondantes ;
- 2) les crédits documentaires export confirmés ;
- 3) les engagements de financement et de garantie, autres que ceux visés au paragraphe B et aux deux alinéas précédents, en faveur ou sur ordre :
 - des établissements de crédit marocains,
 - des banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés,
 - des banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois ;
- 4) les engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de la clientèle, garantis par :
 - les établissements de crédit et assimilés marocains habilités à délivrer des garanties par signature,
 - les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés,
 - les banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois,
 - les banques multilatérales de développement ;
- 5) les engagements d'achat de titres émis par les établissements de crédit.
- 6) les engagements de rachat de titres émis par les établissements de crédit, vendus à réméré ;

D) Quotité de 50 % :

- 1) les crédits documentaires import ouverts sur ordre de la clientèle non garantis par les marchandises correspondantes ;
- 2) les engagements irrévocables de crédit-bail en faveur de la clientèle ;
- 3) les cautions de marchés publics données sur ordre de la clientèle ;
- 4) les cautions données sur ordre de la clientèle, en garantie du paiement des droits et taxes de douane ;
- 5) les engagements irrévocables d'octroi de cautionnements ou de crédits par acceptation sur ordre de la clientèle ;
- 6) les autres engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de la clientèle, qui ne constituent pas des engagements de substitution à des crédits distribués par les autres établissements.

E) Quotité de 100 % :

- 1) les engagements de financement et de garantie, dont l'échéance résiduelle excède douze mois, en faveur ou sur ordre des banques installées dans les pays autres que les pays membres de l'OCDE et assimilés ;
- 2) les engagements d'achat de titres émis par la clientèle ;
- 3) les engagements de rachat de titres émis par la clientèle, vendus à réméré ;
- 4) les autres engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de la clientèle.

Article 3

Les éléments du hors bilan portant sur les taux d'intérêt et les taux de change, tels que les instruments financiers à terme sur taux d'intérêt ou taux de change et les opérations de change à terme, sont évalués selon la méthode du «risque courant » ou celle du « risque initial » décrites en annexe IV.

La méthode choisie doit être notifiée à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib (DCEC).

Article 4

Sont exclus des risques de hors bilan visés à l'article 3 ci-dessus les options sur taux d'intérêt ou sur devises vendues, les contrats négociés sur un marché organisé qui prévoient le versement de marges journalières ainsi que les contrats de taux de change d'une durée initiale n'excédant pas 14 jours de calendrier.

Article 5

L'application de la quotité de 0% aux crédits de mobilisation de créances sur l'Etat consentis aux entreprises adjudicataires de marchés publics est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- les marchés publics doivent être nantis en faveur de l'établissement de crédit lui même et les paiements y afférents domiciliés à ses guichets ;
- les droits constatés ne doivent faire l'objet d'aucune réserve de la part de l'Administration.

Article 6

Les crédits consentis aux collectivités locales ne sont pris en considération à hauteur de 20% que lorsque leur remboursement est prévu d'office dans le budget de ces entités et qu'ils ne revêtent pas le caractère de créances en souffrance.

Article 7

Les actions ou parts des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) sont retenues à hauteur de la quotité applicable aux titres qui les composent, conformément aux dispositions de la présente circulaire et sous réserve que l'établissement de crédit soit en mesure de le justifier.

Article 8

Pour la détermination des crédits par décaissement consentis à la clientèle, les comptes débiteurs et créditeurs peuvent être fusionnés conformément aux prescriptions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Article 9

Les quotités prévues à l'article 2 ci-dessus sont appliquées après déduction des montants correspondant à la part des risques garantie par :

- l'Etat ;
- la Caisse Centrale de Garantie, lorsque la garantie est homologuée par l'Administration ;
- les Fonds de garantie marocains de crédits (1) ;
- nantissement de dépôts constitués auprès de l'établissement de crédit lui-même ;
- nantissement de titres émis ou garantis par l'Etat ;
- nantissement de titres de créance émis par l'établissement lui-même ;

(1) Cf. annexe V

Article 10

Les garanties visées aux articles 2 et 9 ci-dessus doivent être réalisables à première demande, sans conditions ni possibilité de contestation.

En outre, elles ne peuvent être prises en considération que pendant leurs durées effectives et seulement à hauteur des montants des risques couverts.

Article 11

Les contrats de nantissement de fonds ou de titres doivent stipuler expressément que ces valeurs sont affectées à la garantie des risques encourus.

Le nantissement de titres nominatifs émis par les établissements de crédit doit, en outre, être appuyé par un acte ayant date certaine attestant de son acceptation par l'établissement émetteur.

Article 12

Au sens de la présente circulaire, on entend par groupe d'intérêt tout ensemble constitué par des personnes physiques ou morales et les personnes morales dont elles détiennent le contrôle.

Article 13

Pour l'application de l'article 12 ci-dessus, le contrôle d'une personne morale résulte :

- de la détention, directe ou indirecte, d'une fraction du capital conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales ;
- ou du pouvoir de disposer de la majorité des droits de vote en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires ;
- ou de l'exercice, conjointement avec un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, du pouvoir d'administration, de direction ou de surveillance ;
- ou de l'exercice en vertu de dispositions législatives, statutaires ou contractuelles du pouvoir d'administration, de direction ou de surveillance ;
- ou du pouvoir de déterminer en fait, par les droits de vote, les décisions dans les assemblées générales.

Article 14

Le contrôle de fait, visé au dernier tiret de l'article 13 ci-dessus, est présumé lorsqu'une personne dispose, directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40% sans qu'un autre associé ou actionnaire possède, directement ou indirectement, une fraction de ces droits égale ou supérieure à 30%.

Article 15

Les établissements de crédit qui ont des doutes sur l'appartenance d'une personne physique ou morale à un groupe d'intérêt donné peuvent saisir à ce sujet la DCEC.

Article 16

Le calcul du coefficient maximum de division des risques sur base individuelle est opéré à partir de la comptabilité des opérations que l'établissement de crédit traite au Maroc et de celles effectuées par ses agences et succursales à l'étranger.

Article 17

Les éléments pris en considération, pour le calcul des risques sur base consolidée, sont retenus à hauteur de leurs montants tels qu'ils résultent de la consolidation des comptes.

Article 18

Les établissements de Crédit communiquent chaque trimestre à la DCEC les états donnant, sur base individuelle et consolidée, les risques encourus sur un même bénéficiaire, dont le montant est égal ou supérieur à 5 % de leurs fonds propres. Ces états sont établis selon les modèles et dans les conditions fixés par circulaire de cette Direction.

Article 19

La DCEC peut considérer, pour des raisons d'ordre prudentiel, un ensemble de clients comme faisant partie du même groupe d'intérêt, si les liens juridiques ou financiers qui les unissent le justifient.

.../....

Article 20

10.

Lorsqu'en cas de force majeure, l'encours des risques sur un bénéficiaire excède momentanément 20 % des fonds propres d'un établissement de crédit, notification doit en être faite, immédiatement, par écrit à la DCEC.

Cette notification doit comporter les raisons d'un tel dépassement ainsi que les mesures envisagées et les délais prévus pour ramener les risques à leur niveau réglementaire.

Article 21

Les établissements de crédit qui ne respectent pas les dispositions de la présente circulaire sont passibles des sanctions prévues par l'article 68 du dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle.

Article 22

La présente circulaire annule et remplace la Circulaire n° 15 du 26 septembre 1996.

Signé : M. SEQAT

PAYS MEMBRES DE L'OCDE ET ASSIMILES

Pays membres de l'OCDE :

- Allemagne
- Australie
- Autriche
- Belgique
- Canada
- Danemark
- Espagne
- Etats-Unis
- Finlande
- France
- Grèce
- Hongrie
- Irlande
- Islande
- Italie
- Japon
- Corée du Sud
- Luxembourg
- Mexique
- Nouvelle-Zélande
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal

- République Tchèque
- Royaume Uni
- Suède
- Suisse
- Turquie.

Pays assimilés aux membres de l'OCDE :

Sont assimilés aux membres de L'O.C.D.E., les pays qui ont conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds Monétaire International dans le cadre des accords généraux d'emprunt de cet organisme et qui n'ont pas procédé au rééchelonnement de leur dette au cours des cinq dernières années. Il s'agit pour l'heure actuelle du Royaume d'Arabie Saoudite.

BANQUES MULTILATERALES DE DEVELOPPEMENT

- Banque Africaine de Développement
- Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
- Banque Asiatique de Développement
- Banque de Développement des Caraïbes
- Banque Européenne d'Investissement
- Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
- Banque Interaméricaine de Développement
- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
- Banque Islamique de Développement
- Banque Nordique d'Investissement
- Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe
- Société Financière Internationale.

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT MAROCAINS ET ASSIMILES
HABILITES A DELIVRER DES GARANTIES PAR SIGNATURE**

- Banques
- Caisse Marocaine des Marchés
- Dar Ad-Damane
- Caisse Centrale de Garantie.

**EVALUATION DES RISQUES LIES AUX ELEMENTS DE HORS BILAN
RELATIFS AU TAUX DE CHANGE ET AU TAUX D'INTERET**

I) Evaluation selon la méthode du “ risque courant ” (mark to market)

Les risques liés aux éléments de hors bilan relatifs au taux de change et au taux d'intérêt comportent deux composantes, en l'occurrence :

- le coût de remplacement actuel
- et le risque de crédit potentiel.

A/ Détermination du coût de remplacement

Le coût de remplacement est obtenu par évaluation, au prix de marché, des contrats à valeur positive (c'est-à-dire présentant un gain) et après pondération en fonction de la contrepartie.

Il est égal au produit du montant du contrat par le différentiel positif des taux d'intérêt ou de change.

Le différentiel positif des taux d'intérêt ou de change est égal à la différence positive entre le taux à la date d'arrêté et celui convenu dans le contrat.

B/ Détermination du risque de crédit potentiel

Le risque de crédit potentiel d'un contrat est égal à son montant pondéré en fonction de la durée résiduelle, conformément au tableau suivant :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêt			Contrats sur taux de change		
	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit
	marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays		marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays	
≤ un an	-	-	-	0,2%	0,2%	1%
> un an	0,1%	0,5%	0,5%	1%	5%	5%

Le montant du risque qui doit être retenu est égal au total du coûts de remplacement des contrats à valeur positive (A) et du risque de crédit potentiel (B).

II) Evaluation selon la méthode du « risque initial »

Le montant du risque qui doit être pris en considération est égal au total des montants des contrats pondérés en fonction de leur durée initiale, conformément au tableau ci-après :

Durée initiale	Contrats sur taux d'intérêt			Contrats sur taux de change		
	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit
	marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays		marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays	
≤ un an	0,1 %	0,1%	0,5%	0,4%	0,4%	2%
Plus d'un an et ≤2 ans	0,2%	1%	1%	1%	5%	5%
Taux supplémentaire par année au delà de 2 ans	0,2%	1%	1%	0,6%	3%	3%

FONDS DE GARANTIE MAROCAINS

- Fonds de Garantie des Crédits Jeunes Promoteurs et Jeunes Entrepreneurs (géré par Dar Ad-Damane)

- Fonds de Garantie des Prêts d'Investissement en faveur des Petites et Moyennes Entreprises Exportatrices (géré par CITIBANK MAGHREB)

- Fonds de Garantie des Crédits pour le Développement des Provinces du Nord (géré par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc).

BANK AL-MAGHRIB

LE GOUVERNEUR

Circ. N° 4/G/2001

Rabat, le 19 Chaoual 1421
15 Janvier 2001

**circulaire n°4 relative au coefficient
minimum de solvabilité des établissements de crédit**

Les dispositions de l'arrêté du Ministre des Finances et des Investissements Extérieurs n° 175-97 du 13 ramadan 1417 (22 janvier 1997) relatif au coefficient minimum de solvabilité des établissements de crédit, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1439-00 du 8 regeb 1421 (6 octobre 2000), stipulent que les établissements de crédit sont tenus de respecter en permanence, sur base individuelle et consolidée, un rapport minimum de 8 % entre d'une part, le total de leurs fonds propres et d'autre part, les éléments de leur actif et leurs engagements par signature, affectés d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque.

L'arrêté susvisé prescrit, par ailleurs, que le calcul de ce coefficient sur base consolidée doit être effectué lorsqu'un établissement de crédit :

- contrôle de manière exclusive ou conjointe un ou plusieurs établissements de crédit ou exerce sur eux une influence notable ;
- exerce un contrôle exclusif ou conjoint sur une ou plusieurs entreprises à caractère financier autres que les établissements de crédit, notamment celles visées à l'article 4 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°1241-99 du 4 joumada I 1420 (16 août 1999) relatif aux conditions de prises de participation des établissements de crédit dans des entreprises existantes ou en création.

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités d'application des dispositions susvisées.

.../....

I – Dispositions relatives aux fonds propres

Article 1

Pour l'application de la présente circulaire, les fonds propres sont constitués des «fonds propres de base » et des «fonds propres complémentaires», tels que définis respectivement aux articles 2 et 3, déduction faite des éléments mentionnés dans l'article 4 ci-dessous.

Article 2

Les fonds propres de base sont obtenus par différence entre le total des éléments énumérés à l'alinéa a) et celui des éléments énumérés à l'alinéa b) ci-dessous :

a) éléments à inclure :

- le capital social ou la dotation,
- les primes d'émission, de fusion et d'apport,
- les réserves,
- le report à nouveau créditeur,
- le résultat net bénéficiaire de l'exercice comptable,
- le résultat net bénéficiaire en instance d'affectation,
- le résultat net bénéficiaire du 1^{er} semestre de l'exercice comptable ;

b) éléments à déduire :

- la part non libérée du capital social,
- les actions propres détenues, évaluées à leur valeur comptable,
- les actifs incorporels, à l'exclusion des logiciels, nets des amortissements et provisions pour dépréciation,
- les frais d'établissement,
- le report à nouveau débiteur,
- le résultat net déficitaire de l'exercice comptable,
- le résultat net déficitaire en instance d'affectation,
- le résultat net déficitaire du 1^{er} semestre de l'exercice comptable.

Article 3

Les fonds propres complémentaires sont constitués des éléments suivants :

- l'écart de réévaluation,
- les subventions et les fonds publics affectés non remboursables,
- les fonds spéciaux de garantie,
- les provisions pour risques généraux,

.../....

- les provisions pour acquisition ou construction de logements destinés au personnel,
- les réserves latentes des opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat,
- les dettes à durée indéterminée,
- les dettes subordonnées à durée déterminée.

Article 4

Les éléments déductibles visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont :

- les titres détenus dans le capital des établissements de crédit marocains ou des banques étrangères,
- les créances à durée indéterminée sur des établissements de crédit marocains ou des banques étrangères,
- les créances subordonnées à durée déterminée sur des établissements de crédit marocains ou des banques étrangères.

Article 5

Les montants respectifs des éléments, énumérés ci-après, sont inclus dans les fonds propres de base consolidés, s'ils sont créditeurs, et en sont déduits, dans le cas contraire :

- les différences sur mise en équivalence,
- l'écart d'acquisition,
- l'écart de conversion,
- les intérêts minoritaires.

Article 6

Le montant total des fonds propres complémentaires pris en considération ne doit pas dépasser celui des fonds propres de base.

Article 7

Le résultat net bénéficiaire de l'exercice comptable et le résultat net bénéficiaire en instance d'affectation sont pris en compte, déduction faite du montant des dividendes que l'établissement de crédit envisage de distribuer.

Article 8

Le résultat net bénéficiaire du 1^{er} semestre de l'exercice comptable est pris en considération sous réserve qu'il soit déterminé après déduction de toutes les charges afférentes à la période correspondante, y compris les dotations aux amortissements et aux provisions, des impôts sur les résultats ainsi que du montant des bénéfices qui pourraient être distribués.

.../....

Article 9

L'écart de réévaluation relatif aux titres de participation est pris en considération dans la limite maximum de 35% de son montant.

Article 10

Les « fonds publics affectés non remboursables » et les « fonds spéciaux de garantie » sont pris en compte dans la limite maximum de 8% des risques couverts par lesdits risques.

Article 11

Les provisions pour risques généraux sont retenues dans le calcul des fonds propres complémentaires dans la limite maximum de 1,25% des risques pondérés et lorsque les provisions pour dépréciation d'actifs sont correctement constituées.

Article 12

Les dettes à durée indéterminée doivent remplir les conditions suivantes :

- 1) le contrat d'émission ou d'emprunt doit stipuler expressément que :
 - le remboursement ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'établissement emprunteur et sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans,
 - le paiement des intérêts peut être différé, lorsque la situation financière de l'établissement emprunteur l'exige,
 - le principal et les intérêts non versés peuvent être utilisés pour absorber les pertes éventuelles, sans que l'établissement emprunteur ne soit obligé de cesser ses activités,
 - le remboursement du capital et des intérêts est, en cas de mise en liquidation de l'établissement emprunteur, subordonné à toutes les autres dettes ;
- 2) leur remboursement ne peut être effectué qu'après l'accord préalable de Bank Al-Maghrib.

Article 13

Les dettes subordonnées à durée déterminée doivent satisfaire aux conditions ci-après :

- 1) leur durée initiale doit être de cinq ans minimum ;
- 2) le contrat d'émission ou d'emprunt doit stipuler expressément que :

.../....

- le remboursement anticipé ne peut être effectué qu'à l'initiative de l'établissement emprunteur,
 - le remboursement anticipé ne peut être effectué pour des raisons autres que la mise en liquidation de l'établissement emprunteur,
 - le remboursement du capital et des intérêts est, en cas de mise en liquidation de l'établissement emprunteur, subordonné à toutes les autres dettes ;
- 3) leur remboursement anticipé ne peut être effectué qu'après l'accord préalable de Bank Al-Maghrib.

Article 14

Le montant des dettes subordonnées à durée déterminée ne doit pas excéder 50% du total des fonds propres complémentaires.

Ce montant est réduit à raison de 20% l'an, au cours des cinq dernières années précédant l'échéance finale.

II – Dispositions relatives aux risques

Article 15

Les éléments de l'actif et du hors bilan, pris en considération pour le calcul des risques, ainsi que les quotités qui leur sont appliquées sont détaillés ci-après.

I) Eléments de l'actif

A) Quotité de 0 % :

- 1) les valeurs en caisse et valeurs assimilées ;
- 2) les créances sur Bank Al-Maghrib et les autres banques centrales des pays membres de l'OCDE et assimilés (1) ;
- 3) les créances sur l'Etat marocain et les Etats membres de l'OCDE et assimilés ;
- 4) les valeurs reçues en pension, émises par l'Etat marocain ou par les Etats membres de l'OCDE et assimilés ;
- 5) les crédits de mobilisation de créances sur l'Etat dûment constatées consentis aux entreprises adjudicataires de marchés publics.

(1) Cf. annexe I.

B) Quotité de 20 % :

- 1) les créances sur :
 - les établissements de crédit marocains,
 - les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés,
 - les banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois,
 - les banques multilatérales de développement (1),
 - les collectivités locales ;

- 2) les titres de créance, autres que ceux déduits des fonds propres, émis ou garantis par les établissements de crédit marocains, les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés ou par les banques multilatérales de développement ;

- 3) les titres de créance émis ou garantis par les banques installées dans des pays autres que ceux membres de l'OCDE et assimilés, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois ;

- 4) les créances sur la clientèle, garanties par :
 - les établissements de crédit et assimilés marocains, habilités à délivrer des garanties par signature (2),
 - nantissement de titres de créance émis par les établissements de crédit marocains,
 - les organismes marocains d'assurances à l'exportation (3),
 - les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés ou par nantissement de titres émis par ces établissements,
 - les banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent et dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois,
 - les banques multilatérales de développement ;

- 5) les valeurs reçues en pension de la clientèle, émises par les établissements de crédit marocains, par les banques installées dans des pays membres de l'OCDE et assimilés ou par les banques multilatérales de développement.

(1) Cf. annexe II.

(2) Cf. annexe III.

(3) Société Marocaine d'Assurances à l'Exportation.

C) Quotité de 50 % :

- 1) les crédits à l'habitat consentis à la clientèle pour l'acquisition, l'aménagement ou la construction de logements, garantis par :
 - une hypothèque de premier rang sur les biens objet desdits crédits,
 - ou une hypothèque de second rang, lorsque le premier rang est inscrit en faveur de l'Etat, en garantie du paiement des droits d'enregistrement,
 - ou, éventuellement, une hypothèque de rang inférieur lorsque les rangs précédents sont inscrits au profit du même établissement et pour le même objet ;
- 2) les parts ordinaires de Fonds de Placements Collectifs en Titrisation des créances hypothécaires ;
- 3) les crédits-bails immobiliers en faveur de la clientèle.

D) Quotité de 100 % :

- 1) les créances sur les banques installées dans les pays autres que les pays membres de l'OCDE et assimilés, dont l'échéance résiduelle excède douze mois ;
- 2) les créances sur la clientèle autres que celles visées aux paragraphes A, B et C ;
- 3) les immobilisations corporelles ;
- 4) les immobilisations données en location simple ;
- 5) les parts spécifiques de Fonds de Placements Collectifs en Titrisation des créances hypothécaires ;
- 6) les titres de propriété et de créance autres que ceux déduits des fonds propres et ceux visés à l'alinéa précédent et aux paragraphes B et C ;
- 7) les autres actifs.

II) Eléments du hors bilan :

A) Quotité de 0 % :

- 1) les engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de l'Etat marocain et des Etats membres de l'OCDE et assimilés ;
- 2) les engagements de rachat de titres émis par l'Etat marocain et les Etats membres de l'OCDE et assimilés, vendus à réméré.

B) Quotité de 4 %

Les crédits documentaires import ouverts sur ordre des banques marocaines, garantis par les marchandises correspondantes.

.../....

C) Quotité de 20 % :

1) les crédits documentaires import ouverts sur ordre de la clientèle garantis par les marchandises correspondantes ;

2) les crédits documentaires export confirmés ;

3) les engagements de financement et de garantie, autres que ceux visés au paragraphe B et aux deux alinéas précédents, en faveur ou sur ordre :

- des établissements de crédit marocains,
- des banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés,
- des banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois ;

4) les engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de la clientèle, garantis par :

- les établissements de crédit et assimilés marocains habilités à délivrer des garanties par signature,
- les banques installées dans les pays membres de l'OCDE et assimilés,
- les banques installées dans des pays autres que ceux visés au tiret précédent, dont l'échéance résiduelle n'excède pas douze mois,
- les banques multilatérales de développement ;

5) les engagements d'achat de titres émis par les établissements de crédit.

6) les engagements de rachat de titres émis par les établissements de crédit, vendus à réméré ;

D) Quotité de 50 % :

1) les crédits documentaires import ouverts sur ordre de la clientèle non garantis par les marchandises correspondantes ;

2) les engagements irrévocables de crédit-bail en faveur de la clientèle ;

3) les cautions de marchés publics données sur ordre de la clientèle ;

4) les cautions données sur ordre de la clientèle, en garantie du paiement des droits et taxes de douane ;

5) les engagements irrévocables d'octroi de cautionnements ou de crédits par acceptation sur ordre de la clientèle ;

6) les autres engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de la clientèle, qui ne constituent pas des engagements de substitution à des crédits distribués par les autres établissements.

.../....

E) Quotité de 100 % :

- 1) les engagements de financement et de garantie, dont l'échéance résiduelle excède douze mois, en faveur ou sur ordre des banques installées dans les pays autres que les pays membres de l'OCDE et assimilés ;
- 2) les engagements d'achat de titres émis par la clientèle ;
- 3) les engagements de rachat de titres émis par la clientèle, vendus à réméré ;
- 4) les autres engagements de financement et de garantie en faveur ou sur ordre de la clientèle.

Article 16

Les éléments du hors bilan portant sur les taux d'intérêt et les taux de change, tels que les instruments financiers à terme sur taux d'intérêt ou taux de change et les opérations de change à terme, sont évalués selon la méthode du «risque courant» ou celle du «risque initial» décrites en annexe IV.

La méthode choisie doit être notifiée à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib (DCEC).

Article 17

Sont exclus des risques de hors bilan visés à l'article 16 ci-dessus les options sur taux d'intérêt ou sur devises vendues, les contrats négociés sur un marché organisé qui prévoient le versement de marges journalières ainsi que les contrats de taux de change d'une durée initiale n'excédant pas 14 jours de calendrier.

Article 18

L'application de la quotité de 0% aux crédits de mobilisation de créances sur l'Etat consentis aux entreprises adjudicataires de marchés publics est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- les marchés publics doivent être nantis en faveur de l'établissement de crédit lui-même et les paiements y afférents domiciliés à ses guichets ;
- les droits constatés ne doivent faire l'objet d'aucune réserve de la part de l'Administration.

.../....

Article 19

Les crédits consentis aux collectivités locales ne sont pris en considération à hauteur de 20% que lorsque leur remboursement est prévu d'office dans le budget de ces entités et qu'ils ne revêtent pas le caractère de créances en souffrance.

Article 20

Les actions ou parts des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) sont retenues à hauteur de la quotité applicable aux titres qui les composent, conformément aux dispositions de la présente circulaire et sous réserve que l'établissement de crédit soit en mesure de le justifier.

Article 21

Pour la détermination des crédits par décaissement consentis à la clientèle, les comptes débiteurs et créditeurs peuvent être fusionnés conformément aux prescriptions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Article 22

Les quotités prévues à l'article 15 ci-dessus sont appliquées après déduction des amortissements, des provisions pour dépréciation d'actifs et des provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature ainsi que des montants correspondant à la part des risques garantie par :

- l'Etat ;
- la Caisse Centrale de Garantie, lorsque la garantie est homologuée par l'Administration ;
- les Fonds de garantie marocains de crédits (1) ;
- nantissement de dépôts constitués auprès de l'établissement de crédit lui-même ;
- nantissement de titres émis ou garantis par l'Etat ;
- nantissement de titres de créance émis par l'établissement lui-même ;

(1) Cf. annexe V

Article 23

Les garanties visées aux articles 15 et 22 ci-dessus doivent être réalisables à première demande, sans conditions ni possibilité de contestation.

En outre, elles ne peuvent être prises en considération que pendant leurs durées effectives et seulement à hauteur des montants des risques couverts.

Article 24

Les contrats de nantissement de fonds ou de titres doivent stipuler expressément que ces valeurs sont affectées à la garantie des risques encourus.

Le nantissement de titres nominatifs émis par les établissements de crédit doit, en outre, être appuyé par un acte ayant date certaine attestant de son acceptation par l'établissement émetteur.

III – Dispositions diverses**Article 25**

Le calcul du coefficient minimum de solvabilité sur base individuelle est opéré à partir de la comptabilité des opérations que l'établissement de crédit traite au Maroc et de celles effectuées par ses agences et succursales à l'étranger.

Article 26

Lorsque les fonds propres sont calculés sur une base consolidée, les éléments mentionnés aux articles 2, 3 et 4 sont retenus pour leurs montants tels qu'ils résultent de la consolidation des comptes.

Article 27

Les éléments pris en considération, pour le calcul des risques sur base consolidée, sont retenus à hauteur de leurs montants tels qu'ils résultent de la consolidation des comptes.

.../....

Article 28

Les établissements de Crédit communiquent chaque semestre à la DCEC les états de calcul, sur base individuelle et consolidée, du coefficient minimum de solvabilité. Ces états sont établis selon les modèles et dans les conditions fixés par circulaire de cette Direction.

La DCEC peut également exiger que les états susvisés lui soient transmis trimestriellement, lorsqu'elle le juge nécessaire.

Article 29

La DCEC peut rectifier le calcul des fonds propres, notamment, dans les cas où :

- les concours consentis aux personnes physiques ou morales apparentées ne correspondent pas aux normes usuellement requises en la matière (capacité de remboursement, besoins réels de l'activité, garanties, taux d'intérêt, division des risques ...);
- les actifs ayant subi des dépréciations sont insuffisamment provisionnés.

La DCEC peut, en outre, procéder à la révision du calcul du ratio de solvabilité lorsque des éléments retenus dans le calcul ne remplissent pas les conditions fixées par la présente circulaire.

Article 30

Les établissements de crédit sont tenus de communiquer à la DCEC copies des contrats d'émission ou d'emprunt relatifs aux dettes à durée indéterminée et aux dettes subordonnées à durée déterminée, incluses dans les fonds propres.

Ils doivent également lui transmettre, sur sa demande, tous autres documents et renseignements lui permettant de s'assurer que les éléments pris en considération pour le calcul du coefficient de solvabilité satisfont aux conditions prévues par la présente circulaire.

Article 31

Lorsque le calcul du coefficient de solvabilité est effectué sur base consolidée, les établissements de crédit consolidants doivent joindre à l'état de calcul y afférent la liste des entreprises incluses dans leur périmètre de consolidation, en précisant pour chacune d'elles les pourcentages de participation et d'intérêt et la méthode de consolidation utilisée (intégration globale ou proportionnelle, mise en équivalence).

.../....

Article 32

Les établissements de crédit qui ne respectent pas les dispositions de la présente circulaire sont passibles des sanctions prévues par l'article 68 du dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle.

Article 33

La présente circulaire annule et remplace la Circulaire n° 14 du 26 septembre 1996.

Signé : M. SEQAT

Annexe I**PAYS MEMBRES DE L'OCDE ET ASSIMILES**

Pays membres de l'OCDE :

- Allemagne
- Australie
- Autriche
- Belgique
- Canada
- Danemark
- Espagne
- Etats-Unis
- Finlande
- France
- Grèce
- Hongrie
- Irlande
- Islande
- Italie
- Japon
- Corée du Sud
- Luxembourg
- Mexique
- Nouvelle-Zélande
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne

- Portugal
- République Tchèque
- Royaume Uni
- Suède
- Suisse
- Turquie.

Pays assimilés aux membres de l'OCDE :

Sont assimilés aux membres de L'O.C.D.E., les pays qui ont conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds Monétaire International dans le cadre des accords généraux d'emprunt de cet organisme et qui n'ont pas procédé au rééchelonnement de leur dette au cours des cinq dernières années. Il s'agit pour l'heure actuelle du Royaume d'Arabie Saoudite.

Annexe II**BANQUES MULTILATERALES DE DEVELOPPEMENT**

- Banque Africaine de Développement
- Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
- Banque Asiatique de Développement
- Banque de Développement des Caraïbes
- Banque Européenne d'Investissement
- Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
- Banque Interaméricaine de Développement
- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
- Banque Islamique de Développement
- Banque Nordique d'Investissement
- Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe
- Société Financière Internationale.

Annexe III

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT MAROCAINS ET ASSIMILES
HABILITES A DELIVRER DES GARANTIES PAR SIGNATURE**

- Banques
- Caisse Marocaine des Marchés
- Dar Ad-Damane
- Caisse Centrale de Garantie.

**EVALUATION DES RISQUES LIES AUX ELEMENTS DE HORS BILAN
RELATIFS AU TAUX DE CHANGE ET AU TAUX D'INTERET**

I) Evaluation selon la méthode du “ risque courant ” (mark to market)

Les risques liés aux éléments de hors bilan relatifs au taux de change et au taux d'intérêt comportent deux composantes, en l'occurrence :

- le coût de remplacement actuel
- et le risque de crédit potentiel.

A/ Détermination du coût de remplacement

Le coût de remplacement est obtenu par évaluation, au prix de marché, des contrats à valeur positive (c'est-à-dire présentant un gain) et après pondération en fonction de la contrepartie.

Il est égal au produit du montant du contrat par le différentiel positif des taux d'intérêt ou de change.

Le différentiel positif des taux d'intérêt ou de change est égal à la différence positive entre le taux à la date d'arrêté et celui convenu dans le contrat.

B/ Détermination du risque de crédit potentiel

Le risque de crédit potentiel d'un contrat est égal à son montant pondéré en fonction de la durée résiduelle, conformément au tableau suivant :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêt			Contrats sur taux de change		
	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit
	marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays		marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays	
≤ un an	-	-	-	0,2%	0,2%	1%
> un an	0,1%	0,5%	0,5%	1%	5%	5%

Le montant du risque qui doit être retenu est égal au total du coûts de remplacement des contrats à valeur positive (A) et du risque de crédit potentiel (B).

II) Evaluation selon la méthode du « risque initial »

Le montant du risque qui doit être pris en considération est égal au total des montants des contrats pondérés en fonction de leur durée initiale, conformément au tableau ci-après :

Durée initiale	Contrats sur taux d'intérêt			Contrats sur taux de change		
	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit	dont la contrepartie est un établissement de crédit		dont la contrepartie n'est pas un établissement de crédit
	marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays		marocain ou installé dans un pays de l'OCDE ou assimilé	installé dans un autre pays	
≤ un an	0,1 %	0,1%	0,5%	0,4%	0,4%	2%
Plus d'un an et ≤2 ans	0,2%	1%	1%	1%	5%	5%
Taux supplémentaire par année au delà de 2 ans	0,2%	1%	1%	0,6%	3%	3%

FONDS DE GARANTIE MAROCAINS

- Fonds de Garantie des Crédits Jeunes Promoteurs et Jeunes Entrepreneurs (géré par Dar Ad-Damane)

- Fonds de Garantie des Prêts d'Investissement en faveur des Petites et Moyennes Entreprises Exportatrices (géré par CITIBANK MAGHREB)

- Fonds de Garantie des Crédits pour le Développement des Provinces du Nord (géré par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc).

BANK AL-MAGHRIB

LE GOUVERNEUR

Circ. N° 6/G/2001

Rabat, le 25 Kaada 1421

19 Février 2001

**Circulaire n° 6 relative au contrôle interne
des établissements de crédit**

Dans le cadre des prérogatives qui leur sont dévolues notamment par le dahir portant loi n°1-93-147 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, les autorités monétaires ont édicté un ensemble de règles prudentielles d'ordre quantitatif visant à prémunir les établissements de crédit contre certains risques tels que les risques de liquidité, de solvabilité, de concentration des crédits et de dépréciation des actifs.

Afin de renforcer le dispositif prudentiel susvisé et dans le but d'amener les établissements de crédit à maîtriser davantage les risques qu'ils encourent, les autorités monétaires estiment que ces établissements doivent se doter d'un système de contrôle interne.

La présente circulaire a pour objet de préciser, en particulier, les modalités et les règles minimales que les établissements de crédit doivent observer pour la mise en place de ce système.

*

* *

Article premier

Les établissements de crédit sont tenus de mettre en place un système de contrôle interne, dans les conditions minimales prévues par les dispositions de la présente circulaire.

.../....

Article 2

Le système de contrôle interne consiste en un ensemble de dispositifs conçus et mis en œuvre, par les instances compétentes, en vue d'assurer en permanence, notamment :

- la vérification des opérations et des procédures internes,
- la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques,
- la fiabilité des conditions de la collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières,
- l'efficacité des canaux de la circulation interne de la documentation et de l'information ainsi que de leur diffusion auprès des tiers.

Titre I

Conception, mise en œuvre et suivi des tâches du contrôle interne

Article 3

La conception du système de contrôle interne incombe à l'organe de direction (direction générale, directoire ou toute instance équivalente) qui doit, à cet effet :

- identifier l'ensemble des sources de risques internes et externes,
- définir les procédures de contrôle interne adéquates,
- prévoir les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre du contrôle interne.

Article 4

L'organe de direction élabore, également, la structure organisationnelle appropriée pour la mise en œuvre du système de contrôle interne.

.../....

Article 5

Le système de contrôle interne ainsi que sa structure organisationnelle, conçus par l'organe de direction, doivent être agréés par l'organe d'administration (conseil d'administration, conseil de surveillance ou toute instance équivalente).

Article 6

L'organe de direction est tenu de veiller à la mise en place du système de contrôle interne, une fois adopté par l'organe délibérant.

Il doit, à cet effet, désigner un responsable qui relève directement de son autorité et qui a pour tâche d'assurer un suivi exhaustif du système de contrôle interne et de veiller à sa cohérence.

Article 7

Les établissements de crédit constitués en groupe, doté d'un organe central, choisissent le responsable visé au 2^{ème} alinéa de l'article précédent en concertation avec ledit organe.

Article 8

Les fonctions du responsable visé au 2^{ème} alinéa de l'article 6 ci-dessus peuvent être assurées par l'organe de direction lorsque la taille de l'établissement ne justifie pas de confier ces tâches à une personne spécialement désignée à cet effet.

Elles peuvent également, dans le cas des établissements contrôlés de manière exclusive par un autre établissement de crédit, être assumées par le responsable du contrôle interne de ce dernier.

Article 9

Le responsable du contrôle interne rend compte de l'exercice de sa mission à l'organe de direction ainsi qu'au comité visé à l'article 15 ci-dessous.

Article 10

L'organe de direction doit veiller au suivi du système de contrôle interne.

.../....

Il est tenu, dans ce cadre de :

- s'assurer, en permanence, de la bonne exécution de la mission confiée au responsable visé au 2ème alinéa de l'article 6 susvisé et du bon fonctionnement global du système de contrôle interne,
- prendre les mesures nécessaires pour remédier, en temps opportun, à toute carence ou insuffisance relevée dans les dispositifs de contrôle.

Article 11

L'organe de direction est tenu d'élaborer un manuel de contrôle interne qui précise notamment :

- les éléments constitutifs de chaque dispositif et les moyens de leur mise en œuvre,
- les règles qui assurent l'indépendance des dispositifs de contrôle vis-à-vis des unités opérationnelles,
- les différents niveaux de responsabilité du contrôle.

Article 12

Le manuel de contrôle interne doit être réexaminé périodiquement en vue d'adapter ses dispositions particulièrement aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'à l'évolution de l'activité, de l'environnement économique et financier et des techniques d'analyse.

Article 13

L'organe de direction doit établir, au moins une fois par an, un rapport sur les activités du contrôle interne qu'il adresse à l'organe d'administration.

Ce rapport décrit les actions de contrôle effectuées et les insuffisances relevées, notamment au niveau des domaines que couvre le dispositif de gestion des risques prévu par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit, ainsi que les mesures correctrices y afférentes.

Il doit, dans le cas des établissements qui détiennent le contrôle exclusif d'autres entités à caractère financier, retracer les activités du contrôle interne au niveau de l'ensemble des entités du groupe.

.../...

Article 14

L'organe d'administration est tenu de s'assurer de la mise en place et du suivi, par l'organe de direction, du système de contrôle interne.

A cet effet, il procède, au moins une fois par an, à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne sur la base des informations qui lui sont adressées par l'organe de direction conformément aux dispositions de l'article 13 ci-dessus ainsi que par le comité prévu à l'article 15 ci-dessous.

Article 15

L'organe d'administration est tenu de constituer un comité chargé de l'assister en matière de contrôle interne.

Ce comité procède notamment à l'évaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ainsi que de la pertinence des mesures correctrices prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne.

Article 16

Le comité visé à l'article 15 ci-dessus doit être composé, en partie, d'administrateurs non dirigeants ayant les compétences requises.

Il relève directement de l'organe d'administration qui en détermine les modalités de fonctionnement et auquel il rend compte.

Article 17

L'organe d'administration doit veiller à ce que l'auditeur externe de l'établissement soit régulièrement invité à assister aux réunions du comité prévu à l'article 15 ci-dessus.

Article 18

Les établissements de crédit qui contrôlent de manière exclusive d'autres entités à caractère financier doivent s'assurer que les systèmes de contrôle interne mis en place au sein de ces dernières soient cohérents et compatibles entre eux de manière à permettre notamment une surveillance et une maîtrise des risques au niveau du groupe.

.../....

Ils s'assurent également que les systèmes de contrôle interne susvisés sont adaptés à l'organisation du groupe ainsi qu'à la nature des entités contrôlées.

Article 19

L'organe d'administration de tout établissement de crédit habilité à recevoir des fonds du public doit veiller à ce que les auditeurs externes formulent, dans le cadre de leur mission de révision et de contrôle annuels des comptes, un avis sur l'organisation et le fonctionnement du système de contrôle interne.

Article 20

L'organe de direction doit adresser, à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib, une copie du rapport annuel visé à l'article 13 ci-dessus et ce, au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant.

Les rapports et les comptes rendus portant sur le contrôle interne doivent également être mis à la disposition des commissaires aux comptes, des auditeurs externes et des contrôleurs de Bank Al-Maghrib.

Article 21

Les membres de l'organe d'administration et de l'organe de direction veillent à promouvoir, au sein de leur établissement, une culture de contrôle forte qui met l'accent particulièrement sur la nécessité, pour chaque agent, d'assumer ses tâches dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et des directives internes établies par les organes compétents.

Ils adoptent, à cet effet, une politique de formation et d'information qui met en avant les objectifs de l'établissement et explicite les moyens de leur réalisation.

.../.....

Titre II

Dispositif de vérification des opérations et des procédures internes

Article 22

Le dispositif de vérification des opérations et des procédures internes doit permettre aux établissements de crédit de s'assurer notamment :

- de la conformité des opérations effectuées et des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques,

- du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents.

La mise en place de ce dispositif doit se faire dans le respect notamment des dispositions des articles 23 à 25 ci-après.

Article 23

Les modalités d'exécution des opérations quotidiennement effectuées par les entités opérationnelles doivent comporter, comme partie intégrante, les procédures de contrôle appropriées pour s'assurer de la régularité, de la fiabilité et de la sécurité de ces opérations ainsi que du respect des autres diligences liées à la surveillance des risques qui leur sont associés.

Des vérifications périodiques doivent être également effectuées en vue de s'assurer du respect des procédures de contrôle interne.

Article 24

Les niveaux d'autorité et de responsabilité ainsi que les domaines d'intervention des différentes unités opérationnelles doivent être clairement précisés et délimités.

De même, une séparation stricte doit être établie entre les unités chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'initiation, de l'exécution et du contrôle des opérations.

Les domaines qui présentent des conflits d'intérêts potentiels ou des risques de chevauchement de compétences ou de responsabilités doivent être identifiés, soumis à une surveillance continue et faire l'objet d'une évaluation régulière en vue de leur suppression.

Article 25

Chaque service ou unité opérationnelle doit être doté d'un manuel dans lequel sont consignées les procédures d'exécution des opérations qu'il est chargé d'effectuer.

Ces consignes fixent notamment les modalités d'engagement, d'enregistrement et de traitement des opérations ainsi que les schémas comptables correspondants.

Titre III

Dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques

Article 26

Les dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques doivent permettre de s'assurer que les risques encourus par l'établissement de crédit, particulièrement les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de liquidité et de règlement ainsi que les risques informatique et juridique, sont correctement évalués et maîtrisés.

Article 27

Les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de liquidité et de règlement doivent être maintenus dans le cadre des limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur ou fixées par l'organe de direction et approuvées par l'organe d'administration.

Ces limites doivent être revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an, en tenant compte, notamment, du niveau des fonds propres de l'établissement.

Article 28

Le contrôle du respect des limites visées à l'article précédent doit être effectué de façon régulière et inopinée et donner lieu à l'établissement d'un compte rendu à l'attention des organes compétents.

Ce compte rendu doit comporter une analyse des raisons ayant motivé les éventuels dépassements ainsi que, s'il y a lieu, les propositions et/ou recommandations y afférentes.

Article 29

Les dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques doivent être adaptés à la nature, au volume et au degré de complexité des activités de l'établissement.

Article 30

Les établissements de crédit constituent, si le volume et la diversité de leurs activités le justifient, des comités chargés d'assurer le suivi de certaines catégories de risques spécifiques (comité de risque crédit, comité de liquidité, ...).

1/ Risque de crédit

Article 31

On entend par risque de crédit, le risque qu'un client ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement de crédit.

Article 32

Le dispositif de contrôle du risque de crédit doit permettre de s'assurer que les risques auxquels peut s'exposer l'établissement de crédit, du fait de la défaillance de la clientèle, sont correctement évalués et régulièrement suivis.

La mise en place d'un tel dispositif doit se faire dans le respect des dispositions minimales prévues aux articles 33 à 42 ci-après.

.../...

Article 33

Les critères d'appréciation du risque de crédit ainsi que les attributions des personnes et des organes habilités à engager l'établissement doivent être définis et consignés par écrit.

Ces consignes doivent être adaptées aux caractéristiques de l'établissement, en particulier, à sa taille, à la nature et au volume de ses activités.

Article 34

Les demandes de crédit doivent donner lieu à la constitution de dossiers comportant toutes les informations quantitatives et qualitatives relatives au demandeur notamment les documents comptables relatifs au dernier exercice, les situations patrimoniales, les attestations de salaire ou de revenu ou tout autre document en tenant lieu.

Les informations portent tant sur le demandeur de crédit lui-même que sur les entités avec lesquelles il constitue un groupe d'intérêt, compte tenu des liens juridiques et financiers qui existent entre eux.

Les dossiers de crédit doivent être régulièrement mis à jour.

Article 35

L'évaluation du risque de crédit prend en considération, notamment, la nature des activités exercées par le demandeur, sa situation financière, la surface patrimoniale des principaux actionnaires ou associés, sa capacité de remboursement et, le cas échéant, les garanties proposées.

Elle prend également en compte toutes autres informations permettant une appréciation plus complète du risque tels que la compétence des dirigeants et l'environnement économique dans lequel le demandeur de crédit exerce son activité.

Article 36

Les décisions d'octroi des crédits prennent en considération la rentabilité globale des opérations effectuées avec le client et ce, à travers l'analyse prévisionnelle des charges et produits y afférents (coûts opérationnels et de financement, charge correspondant au risque de défaillance éventuelle de la contrepartie et rémunération des fonds propres).

.../...

Article 37

L'évaluation du risque de crédit donne lieu à l'attribution, à chaque client, d'une note par référence à une échelle de notation interne.

Article 38

Les risques de crédit encourus sur une même contrepartie (client individuel ou groupe de personnes physiques ou morales liées entre elles et présentant un risque unique pour l'établissement de crédit) doivent être recensés et centralisés quotidiennement. Ceux encourus par secteur, pays ou zone géographique doivent l'être au moins une fois par mois.

Article 39

Les risques de crédit encourus sur des clients bénéficiant de concours relativement importants doivent faire l'objet d'une surveillance particulière, tant sur une base individuelle qu'au niveau du groupe.

Article 40

Les concours consentis aux personnes physiques ou morales apparentées à l'établissement de crédit ainsi que l'évolution de leurs encours doivent être régulièrement portés à la connaissance de l'organe d'administration.

L'organe d'administration doit être également informé de toute opération susceptible d'engendrer un conflit entre les intérêts de l'établissement et ceux des personnes précitées.

Article 41

Les concours qui, au regard de la réglementation en vigueur, sont considérés comme créances en souffrance doivent être enregistrés dans les comptes appropriés du plan comptable des établissements de crédit et donner lieu à la constitution des provisions requises.

Article 42

Les encours des créances en souffrance ainsi que les résultats des démarches, amiables ou judiciaires, entreprises pour leur recouvrement doivent être régulièrement, et à tout le moins deux fois par an, portés à la connaissance de l'organe d'administration. Celui-ci doit également être tenu informé des encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement.

.../...

2/ Risques de marché

Article 43

On entend par risques de marché, les risques de pertes qui peuvent résulter des fluctuations des prix des instruments financiers qui composent le portefeuille de négociation ou des positions susceptibles d'engendrer un risque de change, notamment les opérations de change à terme et au comptant.

Le portefeuille de négociation susvisé comprend :

- les titres acquis, dès l'origine, avec l'intention de les revendre à brève échéance en vue de tirer bénéfice des écarts entre les prix d'achat et de vente, et ce dans le cadre d'une activité de marché, y compris les titres à livrer ou à recevoir,
- les titres à recevoir et à livrer dans le cadre de transactions sur le marché primaire ou le marché gris,
- les produits dérivés destinés à maintenir des positions ouvertes isolées pour tirer avantage de l'évolution des prix ou à couvrir les risques de marché encourus sur les instruments visés aux tirets précédents.

Article 44

Le dispositif de contrôle des risques de marché doit permettre de s'assurer que les risques auxquels peut s'exposer l'établissement de crédit, du fait des fluctuations qui pourraient affecter les prix des instruments financiers visés à l'article 43, font l'objet d'une évaluation appropriée et d'une surveillance régulière.

La mise en place d'un tel dispositif doit se faire dans le respect notamment des dispositions des articles 45 à 47 ci-dessous.

Article 45

Les transactions sur les instruments financiers visés à l'article 43 doivent faire l'objet d'un suivi quotidien de manière à :

- appréhender les positions détenues en chaque instrument et en calculer les résultats,

.../...

- mesurer le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque sur titres de propriété liés à ces positions,
- s'assurer du respect des limites et des procédures internes mises en place pour la maîtrise de ces risques.

Article 46

La mesure des risques de marché doit être effectuée de façon à en cerner les diverses composantes et ce, par le recours à des procédés qui permettent une agrégation, aussi bien sur une base individuelle que consolidée, de l'ensemble des positions relatives à des instruments financiers ou à des marchés différents.

Article 47

Des évaluations régulières, notamment en cas de fortes variations affectant un marché ou l'un de ses segments, doivent être effectuées pour suivre l'évolution des risques susvisés.

Les modèles d'analyse retenus pour ces évaluations doivent, eux aussi, régulièrement faire l'objet de révisions, à l'effet d'en apprécier la validité et la pertinence au regard de l'évolution de l'activité, de l'environnement des marchés et des techniques d'analyse.

Article 48

Le dispositif visé à l'article 44 ci-dessus doit également permettre de s'assurer du respect des dispositions réglementaires prévues en la matière, des normes et usages professionnels et déontologiques ainsi que des limites fixées par les instances compétentes.

3/ Risque global de taux d'intérêt

Article 49

Le risque global de taux d'intérêt se définit comme l'impact négatif que pourrait avoir une évolution défavorable des taux d'intérêt sur la situation financière de l'établissement de crédit.

.../...

Article 50

Le dispositif de contrôle du risque global de taux d'intérêt doit permettre de s'assurer que les risques susceptibles d'affecter négativement les éléments de l'actif, du passif et du hors bilan de l'établissement de crédit, du fait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt, sont correctement mesurés et font l'objet d'une surveillance régulière et adéquate.

Le dispositif susvisé doit être mis en place dans le respect notamment des prescriptions des articles 51 à 53 ci-après.

Article 51

Les positions et les flux certains et prévisibles résultant de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan doivent être correctement mesurés et faire l'objet d'une surveillance régulière.

De même, l'ensemble des facteurs de risque global de taux d'intérêt ainsi que leur impact sur les résultats et les fonds propres doivent être identifiés et évalués.

Article 52

Les paramètres et les hypothèses retenus pour l'évaluation du risque global de taux d'intérêt doivent être choisis en tenant compte notamment du niveau d'activité de l'établissement de crédit sur les différents marchés.

Article 53

Les paramètres et les hypothèses visés à l'article précédent doivent faire l'objet de réexamens périodiques pour s'assurer de leur cohérence et de leur validité au regard de l'évolution de la structure des activités exercées et des conditions du marché.

4/ Risque de liquidité

Article 54

Le risque de liquidité s'entend comme le risque pour l'établissement de crédit de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

.../...

Article 55

Le dispositif de contrôle du risque de liquidité doit permettre de s'assurer que l'établissement de crédit est en mesure de faire face, à tout moment, à ses exigibilités et d'honorer ses engagements de financement envers la clientèle.

La mise en place d'un tel dispositif doit se faire dans le respect notamment des dispositions des articles 56 et 57 ci-dessous.

Article 56

La trésorerie immédiate ainsi que les entrées et sorties de trésorerie prévisionnelles à des échéances déterminées doivent être évaluées de manière correcte, en tenant compte notamment de l'incidence des fluctuations des marchés de capitaux.

Article 57

Les possibilités d'accès aux marchés des capitaux dont bénéficie l'établissement, en particulier les lignes de crédit ouvertes par les correspondants, doivent être revues périodiquement afin de tenir compte des éventuels changements qui pourraient affecter la situation ou la renommée de l'établissement lui-même ou la situation financière ou juridique de ces correspondants.

5/ Risque de règlement

Article 58

Le risque de règlement s'entend comme le risque de survenance, au cours du délai nécessaire pour le dénouement de l'opération de règlement, d'une défaillance ou de difficultés qui empêchent la contrepartie d'un établissement de crédit de lui livrer les instruments financiers ou les fonds convenus, alors que ledit établissement a déjà honoré ses engagements à l'égard de ladite contrepartie.

Article 59

Le dispositif de contrôle du risque de règlement doit permettre de s'assurer que les risques auxquels peut s'exposer l'établissement de crédit sont correctement évalués et font l'objet d'un suivi rigoureux et régulier.

.../...

Article 60

Le dispositif de contrôle du risque de règlement doit permettre de s'assurer que les différentes phases du processus de règlement sont identifiées et font l'objet d'une attention particulière, notamment l'heure limite pour l'annulation unilatérale de l'instruction de paiement, l'échéance de la réception effective des fonds relatifs à l'instrument acheté et le moment où la réception de ces fonds ou instruments est confirmée.

6/ Risque informatique

Article 61

Le risque informatique s'entend comme le risque de survenance de dysfonctionnements ou de rupture dans le fonctionnement du système de traitement de l'information, imputables à des défaillances dans le matériel ou à des erreurs, des manipulations ou autres motifs (virus) affectant les programmes d'exécution.

Article 62

Le dispositif de contrôle des risques informatiques doit assurer un niveau de sécurité jugé satisfaisant par rapport aux normes technologiques et aux exigences du métier.

La mise en place d'un tel dispositif doit se faire dans le respect notamment des dispositions des articles 63 à 65 ci-dessous.

Article 63

Les supports de l'information et de la documentation relatifs à l'analyse et à l'exécution des programmes doivent être conservés dans des conditions présentant le maximum de sécurité contre les risques de détérioration, de manipulation ou de vol.

Article 64

Des procédures d'urgence ainsi que du matériel et des logiciels de secours doivent être prévus pour faire face à tout dysfonctionnement du système informatique ou à la survenance d'événements pouvant le rendre inopérant.

.../...

Article 65

Les dispositifs de sécurité, d'urgence et de secours susvisés doivent faire l'objet de vérifications périodiques en vue de tester leur bon fonctionnement.

7/ Risque juridique**Article 66**

Le risque juridique s'entend comme le risque de survenance de litiges susceptibles d'engager la responsabilité de l'établissement de crédit du fait d'imprécisions, de lacunes ou d'insuffisances dans les contrats et autres actes de nature juridique le liant à des tiers.

Article 67

Le dispositif de contrôle du risque juridique doit permettre de s'assurer que les contrats et les autres actes de nature juridique liant l'établissement de crédit à toute contrepartie sont rédigés et conclus dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et sont soumis à un contrôle strict en vue de parer à toutes insuffisances, imprécisions ou lacunes.

8/ Autres risques**Article 68**

Les autres risques englobent tous les risques qui pourraient être engendrés par des procédures inefficaces, des contrôles inadéquats, des erreurs humaines ou techniques, des fraudes ou par toutes autres défaillances.

Article 69

Le dispositif de contrôle des risques visés à l'article 68 doit permettre de s'assurer que les risques qui pourraient découler de défaillances ou d'insuffisances, de quelque ordre que ce soit, sont identifiés et font l'objet de mesures de nature à en limiter la survenance et l'impact sur le fonctionnement global de l'établissement.

La mise en place d'un tel dispositif doit se faire dans le respect notamment des prescriptions des articles 70 et 71 ci-après.

.../...

Article 70

L'organe d'administration et l'organe de direction doivent prendre les précautions et les mesures adéquates pour empêcher que leurs établissements ne soient impliqués, à leur insu, dans des opérations financières liées à des activités non autorisées par la loi et plus généralement pour éviter la survenance de tout événement susceptible d'entacher leur réputation ou de porter atteinte au renom de la profession.

Article 71

Les dispositifs mis en place pour assurer la sécurité des personnes et des biens doivent être conformes aux normes usuellement requises en la matière.

De même, les dommages auxquels peuvent se trouver exposés les personnes et les biens doivent être couverts par des contrats d'assurances dûment souscrits.

Titre IV**Dispositif de contrôle de la comptabilité****Article 72**

Le dispositif de contrôle de la comptabilité doit permettre aux établissements de crédit de s'assurer de la fiabilité et de l'exhaustivité de leurs données comptables et financières et de veiller à la disponibilité de l'information au moment opportun.

La mise en place de ce dispositif doit se faire dans le respect notamment des prescriptions du plan comptable des établissements de crédit ainsi que de celles des articles 73 à 77 ci-après.

Article 73

Les modalités d'enregistrement comptable des opérations doivent prévoir un ensemble de procédures, appelé piste d'audit, qui permet :

- de reconstituer les opérations selon un ordre chronologique,

.../...

- de justifier toute information par une pièce d'origine à partir de laquelle il doit être possible de remonter par un cheminement ininterrompu au document de synthèse et réciproquement

- et d'expliquer l'évolution des soldes d'un arrêté à l'autre par conservation des mouvements ayant affecté les postes comptables.

Article 74

Le bilan et le compte de produits et charges doivent être obtenus directement à partir de la comptabilité.

Article 75

Les opérations qui comportent des risques de marché doivent donner lieu, à tout le moins à la date d'arrêté de fin de mois, à un rapprochement entre les résultats calculés par les unités opérationnelles et les résultats comptables obtenus sur la base des règles d'évaluation en vigueur.

Les écarts significatifs constatés doivent être justifiés et portés à la connaissance de l'organe de direction.

Article 76

Les titres et autres valeurs de même nature détenus ou gérés pour le compte de tiers doivent être suivis à travers une comptabilité matière qui en retrace les entrées, les sorties et les existants et faire l'objet d'inventaires périodiques.

Distinction doit être faite entre les valeurs reçues en dépôt libre et celles servant de garanties en faveur de l'établissement de crédit lui-même ou de tiers.

Article 77

Des évaluations régulières du système d'information comptable et de traitement de l'information doivent être effectuées en vue de s'assurer de sa pertinence au regard des objectifs généraux de prudence et de sécurité et de la conformité aux normes comptables en vigueur.

Titre V

Dispositions diverses et transitoires

Article 78

Les établissements de crédit créent une structure chargée de l'information du public et des rapports avec la clientèle.

Cette structure a principalement pour mission la diffusion de l'information à l'intention du public et l'examen des réclamations et doléances de la clientèle.

Article 79

Les établissements de crédit doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour entamer immédiatement la mise en place du système de contrôle interne prévu par les dispositions de la présente circulaire.

Ils doivent adresser à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit, à fin juillet et à fin décembre 2001, un rapport retraçant l'état d'avancement de la mise en place de ce système.

Article 80

Les manquements aux dispositions de la présente circulaire sont passibles des sanctions prévues par les prescriptions du dahir portant loi n° 1-93-147 précité.

Signé : Mohamed SEQAT

BANK AL-MAGHRIB

**DIRECTION DU CREDIT ET
DES MARCHES DE CAPITAUX**

Rabat, le 20 Mars 2001

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lors de la réunion de son Conseil tenue le 20 mars 2001, Bank Al-Maghrib a décidé de réduire de 25 points de base les taux d'intérêt qu'elle applique aux avances sur appel d'offres, et de 75 points de base, les avances à cinq jour. Ainsi, les nouveaux taux des facilités consenties aux banques sont fixés comme suit :

- Avances à 7 jours sur appel d'offres : 4,75 %
- Avances à 5 jours à l'initiative des banques : 5,75%
- Avances à 24 heures à l'initiative des banques : 9,75%
- Avances à 24 heures en couverture des banques : 11,75%

Cette baisse, qui prend effet à compter du 21 mars 2001, a été décidée au vu de l'amélioration, attendue cette année, du potentiel productif national et de la situation financière d'une part, et de la maîtrise des équilibres fondamentaux de l'économie d'autre part.

STATISTIQUES

SOMMAIRE

	Page
I. STATISTIQUES MONÉTAIRES	107
1. Avoirs de Bank Al-Maghrib.....	109
2. Engagements de Bank Al-Maghrib	110
3. Avoirs des banques	111
4. Engagements des banques	112
5. Agrégats de monnaie	113
6. Agrégats de placements liquides	114
7. Contreparties de M 3	115
8. Avoirs extérieurs nets	116
9. Créances sur l'État.....	117
10. Concours à l'économie	118
11. Agrégats de monnaie et de placements liquides (1981 - 2000).....	119
12. Contreparties de M 3 (1981 - 2000).....	120
13. Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib	121
14. Mouvements des chambres de compensation.....	122
II. LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT	123
1. Évolution de la liquidité bancaire.....	125
2. Avances de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	126
3. Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	128
4. Taux du marché monétaire interbancaire	129
5. 1 Taux des dépôts chez les banques	130
5. 2 Taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale	130
5. 3 Taux des bons du Trésor émis dans le public	130
5. 4 Taux créditeur moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an	131
5. 5 Taux moyen pondéré des bons du Trésor émis par adjudication	132
5. 6 Taux des bons et obligations émis sur le marché obligataire	132
5. 7 Taux d'intérêt offerts sur les titres de créances négociables	133
6. 1 Taux de base bancaires	134
6. 2 Taux débiteurs bancaires minimums et maximums	135
6. 3 Taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit	136
7. Taux des concours de Bank Al-Maghrib à l'État	136
III. SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	137
1. Emplois et ressources des sociétés de crédit à la consommation	139
2. Emplois et ressources des sociétés de crédit-bail	140
IV. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	141
1. Indicateurs d'activité des OPCVM	143
2. Emplois et ressources consolidés du "groupe C.D.G."	144
3. Évolution des dépôts à la Caisse d'épargne nationale.....	145
4. Bilan des entreprises d'assurance et de réassurance.....	146

V. MARCHÉ DES CAPITAUX	147
1. Prêts et emprunts sur le marché monétaire interbancaire	149
2. Encours des titres de créances négociables	150
3. Indicateurs boursiers	151
VI. FINANCES PUBLIQUES	153
1. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor.....	155
2. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor par nature d'opérations	156
3. Encours de la dette publique directe.....	158
VII. INDICES DES PRIX	159
1. Indice des prix à la production : Industries manufacturières	161
2. Indice des prix à la production : Industries extractives.....	162
3. Indice des prix à la production : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.....	163
4. Indice des prix de gros.....	164
5. Indice du coût de la vie (385 articles).....	165
VIII. PRODUCTION	167
1. Indice de la production : Mines et énergie.....	169
2. Indice de la production : Industries de transformation.....	170
3. Production minière	171
4. Production énergétique.....	171
5. Balance énergétique.....	171
6. Production de céréales et superficies cultivées	172
7. Production d'autres produits agricoles.....	172
8. Pêches maritimes.....	172
7. L'activité touristique.....	173
IX. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	175
1. Balance commerciale.....	177
2. Importations par groupes de produits	178
3. Importations par principaux produits	179
4. Exportations par groupes de produits	182
5. Exportations par principaux produits	183
6. Répartition géographique des échanges.....	187
X. BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER	189
XI. COURS DE CHANGE	193
1. Cours de change des devises cotées par Bank Al-Maghrib.....	195
2. Cours indicatifs des monnaies de la zone euro.....	197
XII. COMPTES DE LA NATION	199
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix constants)	201
2. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix courants).....	201
3. Compte de biens et services (prix courants)	202
4. Revenu national brut disponible et son affectation (prix courants).....	203
5. Compte de capital de la Nation (prix courants).....	203

I - STATISTIQUES MONÉTAIRES

I - 1 - AVOIRS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs (1)	Concours financiers à l'État				Comptes courants postaux	Opérations de crédit						Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Emploi du capital et des réserves	Divers	Total général
		Avances conventionnelles	Facilités de caisse	Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	Total		Avances			Effets en cours de recouvrement (II)	dont : Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte					
							Avances aux banques	Autres avances	Total (I)			Total (I+II)				
1997 Déc.	41 172	11 334	8 049	-	19 383	22	1 210	7 395	8 605	1 100	1 060	9 705	-	2 346	979	73 607
1998 Déc.	43 435	9 691	8 583	-	18 274	28	3 381	7 390	10 771	1 881	1 767	12 652	-	2 542	1 099	78 030
1999 Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273	-	2 540	1 742	86 514
2000 Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	1 606	2 678	1 817	89 592
2000 Janv.	57 856	5 500	3 934	-	9 434	30	3 291	7 201	10 492	1 233	1 139	11 725	-	2 540	2 166	83 751
Fév.	57 230	5 500	6 288	-	11 788	31	2 252	7 338	9 590	986	933	10 576	-	2 554	1 537	83 716
Mars	55 802	5 500	8 084	-	13 584	49	60	7 522	7 582	1 312	1 269	8 894	-	2 570	1 829	82 728
Avril	55 917	5 500	8 490	-	13 990	68	1 549	7 548	9 097	492	446	9 589	-	2 470	1 080	83 114
Mai	53 675	5 500	9 379	120	14 999	39	592	7 607	8 199	627	580	8 826	-	2 481	999	81 019
Juin	53 138	5 500	9 379	205	15 084	33	1 508	7 591	9 099	2 561	2 490	11 660	-	2 496	1 164	83 575
Juil.	52 316	5 500	9 143	-	14 643	27	6 102	7 578	13 680	994	913	14 674	-	2 498	1 155	85 313
Août	53 965	5 500	9 926	571	15 997	2	4 806	7 365	12 171	669	605	12 840	499	2 506	1 101	86 910
Sept.	56 081	5 500	9 926	927	16 353	96	3 244	7 424	10 668	1 164	1 093	11 832	499	2 507	1 257	88 625
Oct.	53 923	5 500	9 678	-	15 178	25	2 600	7 452	10 052	554	493	10 606	239	2 654	1 226	83 851
Nov.	52 258	5 500	8 609	-	14 109	25	4 809	7 435	12 244	1 283	1 225	13 527	1 108	2 665	1 284	84 976
Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	1 606	2 678	1 817	89 592
2001 Janv.	52 221	5 500	7 328	-	12 828	26	7 661	7 498	15 159	993	862	16 152	1 766	2 699	1 767	87 459
Fév.	75 787	5 500	-	-	5 500	30	6 565	7 553	14 118	1 235	1 129	15 353	2 321	2 706	1 873	103 570
Mars	76 821	5 500	-	-	5 500	27	3 915	7 553	11 468	1 405	1 341	12 873	2 321	2 607	1 093	101 242

(1) Avoirs en or, droits de tirage spéciaux, devises convertibles et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrif.

I - 2 - ENGAGEMENTS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Billets et monnaies en circulation	Engagements en devises			Dépôts et autres engagements				Allocations de droits de tirage spéciaux	Capital et réserves	Divers	Total général	
		Engagements envers l'étranger ⁽¹⁾	Compte de dépôt en devises des banques	Total	dont :								
					Compte courant du Trésor ⁽²⁾	Comptes des banques	Comptes de reprise de liquidités	Comptes des particuliers					
1997 Déc.	51 062	817	374	1 191	12 160	1	9 779	-	2 127	434	4 713	4 047	73 607
1998 Déc.	53 247	725	742	1 467	14 001	1	11 451	-	2 384	434	4 791	4 090	78 030
1999 Déc.	60 067	826	2 323	3 149	14 107	1	11 064	-	2 989	434	4 891	3 866	86 514
2000 Déc.	61 444	893	2 162	3 055	15 629	1	13 766	-	1 789	434	5 021	4 009	89 592
2000 Janv.	57 177	771	1 987	2 758	14 610	1	11 542	-	3 037	434	4 891	3 881	83 751
Fév.	56 296	784	2 123	2 907	15 168	1	11 432	910	2 806	434	4 891	4 020	83 716
Mars	57 893	1 157	368	1 525	14 220	1	11 147	270	2 784	434	4 891	3 765	82 728
Avril	57 368	1 873	317	2 190	15 425	1	11 087	1 780	2 543	434	5 021	2 676	83 114
Mai	56 768	874	999	1 873	13 754	1	11 461	-	2 277	434	5 021	3 169	81 019
Juin	57 674	1 027	1 233	2 260	15 772	1	13 404	-	2 346	434	5 021	2 414	83 575
Juil.	60 476	923	1 795	2 718	14 251	1	12 167	-	2 068	434	5 021	2 413	85 313
Août	61 420	888	1 775	2 663	15 195	1	12 650	-	2 528	434	5 021	2 177	86 910
Sept.	59 782	1 794	2 669	4 463	16 674	1	14 625	-	2 027	434	5 021	2 251	88 625
Oct.	59 368	899	2 626	3 525	13 393	1	11 630	-	1 746	434	5 021	2 110	83 851
Nov.	59 290	1 027	2 572	3 599	14 093	1	12 318	-	1 758	434	5 021	2 539	84 976
Déc.	61 444	893	2 162	3 055	15 629	1	13 766	-	1 789	434	5 021	4 009	89 592
2001 Janv.	59 765	963	2 516	3 479	14 462	1	12 691	-	1 754	434	5 021	4 298	87 459
Fév.	61 466	912	2 650	3 562	28 817	12 962	13 490	-	2 351	434	5 021	4 270	103 570
Mars	61 651	952	2 889	3 841	27 281	9 867	14 221	-	2 755	434	5 266	2 769	101 242

(1) Engagements en devises convertibles, comptes des organismes internationaux et accords de paiement.

(2) Y compris le compte courant du Fonds HASSAN II pour le développement économique et social.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 3 - AVOIRS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Valeurs en caisse et avoirs liquides				Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	Correspondants étrangers et assimilés	Portefeuille de bons du Trésor et fonds d'État	Crédits à l'économie	Portefeuille de titres de placement autres que les fonds d'État				Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	Immobilisations	Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	Total	
	dont :			dont :													
	Billets étrangers et chèques en devises	Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	Certificats de dépôts acquis par les banques					Titres émis par les entreprises non bancaires	Bons et obligations souscrits par les banques ⁽¹⁾	Bons des sociétés de financement détenus par les banques						
1997 Déc.	12 302	(291)	(9 783)	(75)	2 926	3 412	58 541	151 203	7 007	(1 344)	(826)			6 645	9 002	-	251 038
1998 Déc.	13 937	(377)	(10 682)	(180)	3 896	4 215	58 434	167 602	8 345	(2 075)	(893)			8 216	9 377	-	274 022
1999 Déc.	17 558	(343)	(11 858)	(115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 241)	(5 044)	(133)	10 110	9 779	-	293 377
2000 Déc.	19 658	(582)	(13 467)	(96)	5 329	5 774	61 633	204 008	8 544	(1 751)	(978)	(5 377)	(438)	10 605	10 272	-	325 823
2000 Janv.	17 360	(331)	(12 015)	(148)	2 445	4 048	56 868	185 167	9 510	(2 001)	(1 855)	(5 434)	(220)	10 361	9 759	-	295 518
Fév.	17 909	(333)	(12 441)	(94)	2 713	4 345	56 043	183 477	9 640	(1 973)	(2 145)	(5 307)	(215)	10 358	9 713	-	294 198
Mars	15 100	(368)	(11 434)	(90)	3 634	4 922	54 552	183 027	9 667	(1 900)	(2 242)	(5 249)	(276)	10 542	9 668	842	291 954
Avril	16 789	(338)	(13 235)	(92)	3 299	4 828	56 099	185 696	9 321	(1 825)	(1 922)	(5 274)	(300)	9 478	9 547	-	295 057
Mai	15 390	(321)	(11 112)	(99)	4 256	5 030	56 954	187 664	9 415	(1 896)	(1 970)	(5 292)	(257)	10 109	9 672	1 620	300 110
Juin	18 184	(370)	(13 416)	(132)	4 727	5 233	57 477	191 079	9 315	(2 323)	(1 382)	(5 313)	(297)	9 969	9 664	1 301	306 949
Juil.	17 501	(688)	(11 498)	(135)	4 756	5 255	59 731	193 343	9 347	(2 246)	(1 308)	(5 368)	(425)	10 060	9 797	231	310 021
Août	17 907	(567)	(11 908)	(132)	3 023	5 725	59 249	193 469	9 091	(2 235)	(1 093)	(5 396)	(367)	10 114	9 863	702	309 143
Sept.	20 124	(418)	(13 748)	(144)	4 126	5 833	59 380	195 216	8 701	(2 013)	(1 098)	(5 389)	(201)	10 089	9 914	1 202	314 585
Oct.	17 586	(422)	(11 043)	(189)	3 688	5 352	60 275	197 099	8 409	(1 732)	(1 020)	(5 409)	(248)	10 505	10 040	-	312 954
Nov.	18 362	(462)	(11 969)	(176)	4 390	5 354	61 773	199 759	8 678	(1 998)	(1 070)	(5 384)	(226)	10 586	10 157	-	319 059
Déc.	19 658	(582)	(13 467)	(96)	5 329	5 774	61 633	204 008	8 544	(1 751)	(978)	(5 377)	(438)	10 605	10 272	-	325 823
2001 Janv.	18 142	(402)	(12 081)	(193)	4 365	6 419	65 535	202 605	8 618	(1 922)	(915)	(5 474)	(307)	10 819	10 376	-	326 879
Fév.	19 633	(458)	(13 370)	(155)	4 294	5 122	64 575	203 100	9 993	(1 774)	(1 025)	(6 910)	(284)	10 956	10 084	-	327 757
Mars	20 423	(457)	(13 681)	(159)	3 882	5 036	63 106	205 993	10 988	(2 382)	(916)	(6 973)	(717)	11 037	9 969	-	330 434

(1) Il s'agit des bons et obligations de la B.N.D.E. , du C.I.H. de la C.N.C.A. et du F.E.C.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 4 - ENGAGEMENTS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle				Total	Comptes sur carnets	Comptes à terme et bons à échéance fixe	Certificats de dépôts	dont: Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers	Comptes créditeurs à vue et à terme en devises de la clientèle	Engagements des banques auprès des autres banques	Emprunts nets auprès des organismes financiers	Correspondants étrangers et assimilés	Emprunts obligataires en dirhams	Emprunts extérieurs à long terme	Recours auprès de Bank Al-Maghrib	Provisions	Fonds propres	Excédent des ressources diverses sur les emplois divers	Total
	Comptes de chèques (1)	dont : (Comptes des M.R.E.) (2)	Comptes courants	Autres dépôts																
1997 Déc.	50 915	(20 094)	25 754	5 329	81 998	21 430	63 527	2 874	(594)	1 206	8 206	916	2 203	13 825	14 901	1 210	12 130	23 716	2 896	251 038
1998 Déc.	57 821	(22 461)	27 053	5 718	90 592	24 193	64 504	4 807	(610)	1 082	9 234	529	3 194	13 817	13 716	3 381	12 944	26 937	5 092	274 022
1999 Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	293 377
2000 Déc.	103 306	(26 079)	-	9 827	113 133	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 107	2 380	3 891	11 808	13 083	7 161	22 144	29 480	2 139	325 823
2000 Janv.	91 265	(24 512)	-	7 409	98 674	27 828	69 055	5 860	(773)	636	9 297	868	3 410	13 166	14 690	3 291	17 807	28 917	2 019	295 518
Fév.	92 536	(24 576)	-	6 701	99 237	27 926	69 665	6 098	(773)	550	8 844	782	3 247	13 388	14 874	2 252	18 115	28 919	301	294 198
Mars	92 774	(25 641)	-	7 288	100 062	28 247	69 111	5 954	(770)	426	8 643	1 511	4 085	13 179	13 112	60	18 845	28 719	-	291 954
Avril	93 375	(25 744)	-	7 531	100 906	28 384	68 421	5 903	(770)	462	8 328	2 272	4 010	13 213	13 037	1 549	19 406	28 823	343	295 057
Mai	94 584	(26 107)	-	7 358	101 942	28 377	69 613	5 894	(770)	434	9 340	3 829	3 415	13 076	12 915	592	21 030	29 653	-	300 110
Juin	98 683	(26 729)	-	8 712	107 395	28 211	68 673	5 877	(753)	452	10 887	3 179	3 231	13 066	13 054	1 508	21 016	30 400	-	306 949
Juil.	98 541	(27 188)	-	8 628	107 169	28 351	69 613	5 877	(754)	446	10 188	1 886	3 136	12 877	13 085	6 102	20 888	30 403	-	310 021
Août	99 764	(26 773)	-	7 951	107 715	28 418	69 975	6 041	(859)	459	8 308	2 606	3 298	12 685	13 403	4 806	21 020	30 409	-	309 143
Sept.	101 948	(26 444)	-	8 865	110 813	28 494	70 910	6 045	(862)	479	9 620	3 225	4 198	12 823	13 591	3 244	21 425	29 718	-	314 585
Oct.	100 414	(26 192)	-	8 291	108 705	28 768	72 083	5 810	(877)	472	9 460	2 880	4 705	12 549	13 170	2 600	21 354	29 517	881	312 954
Nov.	99 259	(25 970)	-	9 566	108 825	28 810	73 282	5 780	(888)	471	10 139	4 797	4 212	12 333	13 018	4 809	21 961	29 477	1 145	319 059
Déc.	103 306	(26 079)	-	9 827	113 133	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 107	2 380	3 891	11 808	13 083	7 161	22 144	29 480	2 139	325 823
2001 Janv.	100 597	(26 166)	-	9 599	110 196	29 486	76 227	5 314	(886)	505	10 687	4 184	3 884	11 794	13 043	7 661	22 175	29 532	2 191	326 879
Fév.	102 122	(26 470)	-	8 981	111 103	29 597	76 313	5 340	(886)	481	11 545	2 949	3 889	11 759	13 121	6 565	22 784	30 601	1 710	327 757
Mars	104 296	(26 830)	-	10 178	114 474	29 942	76 220	5 316	(886)	521	11 330	3 775	3 672	11 371	13 066	3 915	25 323	30 495	1 014	330 434

(1) A partir de janvier 2000, les comptes de chèques et les comptes courants sont regroupés dans un compte intitulé "comptes de chèques et comptes courants" .

(2) M.R.E. : Marocains résidant à l'étranger.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 5 - AGRÉGATS DE MONNAIE

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat M 3												
	Agrégat M 2												M 3 = M 2 + Placements à terme
	Agrégat M 1						M 1 = monnaie fiduciaire + monnaie scripturale	Placements à vue			M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽¹⁾	
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale				Total		Comptes sur carnets auprès des banques	Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale	Total			
	Comptes créditeurs à vue auprès de Bank Al- Maghrib	Comptes créditeurs à vue auprès des banques	Comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux	Comptes créditeurs à vue auprès de la Trésorerie générale									
1997 Déc.	48 662	2 127	81 998	1 871	6 202	92 198	140 860	21 430	4 553	25 983	166 843	64 121	230 964
1998 Déc.	50 644	2 384	90 592	2 122	4 530	99 628	150 272	24 193	5 330	29 523	179 795	65 114	244 909
1999 Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	27 348	5 721	33 069	200 597	69 389	269 986
2000 Déc.	58 169	1 789	113 133	2 486	5 686	123 094	181 263	29 032	6 208	35 240	216 503	76 281	292 784
2000 Janv.	54 607	3 037	98 674	2 206	6 058	109 975	164 582	27 828	5 777	33 605	198 187	69 828	268 015
Fév.	53 504	2 806	99 237	2 187	7 376	111 606	165 110	27 926	6 082	34 008	199 118	70 438	269 556
Mars	54 982	2 784	100 062	2 106	6 601	111 553	166 535	28 247	6 084	34 331	200 866	69 881	270 747
Avril	54 575	2 543	100 906	2 181	5 797	111 427	166 002	28 384	6 071	34 455	200 457	69 191	269 648
Mai	53 982	2 277	101 942	2 271	5 686	112 176	166 158	28 377	6 102	34 479	200 637	70 383	271 020
Juin	54 746	2 346	107 395	2 266	5 686	117 693	172 439	28 211	6 097	34 308	206 747	69 426	276 173
Juil.	57 276	2 068	107 169	2 268	5 686	117 191	174 467	28 351	6 099	34 450	208 917	70 367	279 284
Août	58 126	2 528	107 715	2 308	5 686	118 237	176 363	28 419	6 114	34 533	210 896	70 834	281 730
Sept.	56 834	2 027	110 813	2 399	5 686	120 925	177 759	28 494	6 139	34 633	212 392	71 772	284 164
Oct.	56 317	1 746	108 705	2 330	5 686	118 467	174 784	28 768	6 177	34 945	209 729	72 960	282 689
Nov.	56 167	1 758	108 825	2 385	5 686	118 654	174 821	28 810	6 185	34 995	209 816	74 170	283 986
Déc.	58 169	1 789	113 133	2 486	5 686	123 094	181 263	29 032	6 208	35 240	216 503	76 281	292 784
2001 Janv.	56 893	1 754	110 196	2 351	5 686	119 987	176 880	29 486	6 245	35 731	212 611	77 113	289 724
Fév.	58 705	2 351	111 103	3 437	5 686	122 577	181 282	29 597	6 238	35 835	217 117	77 199	294 316
Mars	58 531	3 120	114 474	3 437	5 686	126 352	184 883	29 942	6 271	36 213	221 096	77 106	298 202

(1) Comptes à terme et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôts souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 6 - AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES (*)

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat PL 1					Agrégat PL 2		Agrégat PL 3		Total Agrégats PL
	Bons du Trésor à 6 mois	Bons du Trésor négociables (1)	Billets de Trésorerie	Bons émis par les sociétés de financement	Total	Titres émis par les OPCVM obligations	Total	Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés	Total	
1997 Déc.	8 248	11 363	-	210	19 821	2 708	2 708	3 057	3 057	25 586
1998 Déc.	7 767	10 496	-	225	18 488	9 154	9 154	6 590	6 590	34 232
1999 Déc.	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
2000 Déc.	3 988	7 307	-	125	11 420	12 722	12 722	3 214	3 214	27 356
2000 Janv.	6 727	8 062	-	108	14 897	18 077	18 077	5 334	5 334	38 308
Fév.	5 832	8 752	-	108	14 692	18 685	18 685	4 716	4 716	38 093
Mars	6 786	7 778	-	110	14 674	18 615	18 615	4 711	4 711	38 000
Avril	6 140	8 110	-	110	14 360	18 615	18 615	4 711	4 711	37 686
Mai	5 889	7 882	-	117	13 888	19 604	19 604	4 513	4 513	38 005
Juin	4 424	7 722	-	115	12 261	19 113	19 113	4 278	4 278	35 652
Juil.	4 064	8 061	-	115	12 240	16 921	16 921	4 601	4 601	33 762
Août	4 036	8 121	-	108	12 265	17 269	17 269	4 756	4 756	34 290
Sept.	4 070	7 881	-	108	12 059	17 853	17 853	4 146	4 146	34 058
Oct.	3 995	7 945	-	108	12 048	17 653	17 653	3 963	3 963	33 664
Nov.	4 006	8 562	-	107	12 675	17 603	17 603	3 487	3 487	34 765
Déc.	3 988	7 307	-	125	11 420	12 722	12 722	3 214	3 214	27 356
2001 Janv.	4 059	8 279	-	147	12 485	14 930	14 930	2 796	2 796	30 211
Fév.	4 298	7 438	-	156	11 892	15 775	15 775	2 986	2 986	30 653
Mars	4 372	7 783	-	171	12 326	18 223	18 223	2 962	2 962	33 511

(*) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers. Les agrégats PL sont classés par ordre de proximité décroissante avec la monnaie.

(1) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications .

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 7 - CONTREPARTIES DE M 3

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)											Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M3 (Pour mémoire)
				Crédit intérieur global													
	Créances sur l'État				Concours à l'économie				Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)						
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)									
1997 Déc.	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998 Déc.	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999 Déc.	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000 Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	205 424	212 895	6 208	305 037	63 363	241 674	296 359	-3 575	292 784
2000 Janv.	57 085	333	57 418	10 139	57 015	8 264	75 418	7 201	187 242	194 443	5 777	275 638	60 765	214 873	272 291	-4 276	268 015
Fév.	56 446	881	57 327	12 040	56 137	9 563	77 740	7 338	185 837	193 175	6 082	276 997	61 696	215 301	272 628	-3 072	269 556
Mars	54 645	779	55 424	14 030	54 642	8 707	77 379	7 522	185 545	193 067	6 084	276 530	60 761	215 769	271 193	-446	270 747
Avril	54 044	694	54 738	13 610	56 191	7 978	77 779	7 548	187 918	195 466	6 071	279 316	63 585	215 731	270 469	-821	269 648
Mai	52 801	1 502	54 303	14 812	57 053	7 957	79 822	7 607	189 891	197 498	6 102	283 422	66 490	216 932	271 235	-215	271 020
Juin	52 111	1 920	54 031	16 801	57 609	7 952	82 362	7 591	192 758	200 349	6 097	288 808	66 408	222 400	276 431	-258	276 173
Juil.	51 393	2 361	53 754	14 777	59 866	7 954	82 597	7 578	195 076	202 654	6 099	291 350	64 682	226 668	280 422	-1 138	279 284
Août	53 077	2 535	55 612	16 297	59 381	7 994	83 672	7 365	194 929	202 294	6 115	292 081	65 608	226 473	282 085	-355	281 730
Sept.	54 287	1 574	55 861	17 235	59 524	8 085	84 844	7 424	196 515	203 939	6 139	294 922	66 463	228 459	284 320	-156	284 164
Oct.	53 024	597	53 621	15 129	60 464	8 016	83 609	7 452	198 367	205 819	6 177	295 605	64 493	231 112	284 733	-2 044	282 689
Nov.	51 231	1 133	52 364	15 661	61 949	8 071	85 681	7 435	201 055	208 490	6 185	300 356	66 093	234 263	286 627	-2 641	283 986
Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	205 424	212 895	6 208	305 037	63 363	241 674	296 359	-3 575	292 784
2001 Janv.	51 258	2 432	53 690	14 676	65 728	8 037	88 441	7 498	203 827	211 325	6 245	306 011	64 361	241 650	295 340	-5 616	289 724
Fév.	74 875	1 210	76 085	-4 787	64 730	9 123	69 066	7 553	204 409	211 962	6 238	287 266	65 169	222 097	298 182	-3 866	294 316
Mars	75 869	1 300	77 169	-1 483	63 265	9 123	70 905	7 553	207 626	215 179	6 271	292 355	67 731	224 624	301 793	-3 591	298 202

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'Etat et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 8 - AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib											Avoirs extérieurs nets des banques			Total des avoirs extérieurs nets	
	Avoirs extérieurs bruts							Engagements extérieurs				Total (I-II)	Avoirs extérieurs bruts (1)	Engagements extérieurs (2)		Total
	Or	Devises convertibles	D.T.S.	F.M.I. - Tranche de réserve	Souscription au capital du F.M.A.	devises inconvertibles	Total (I)	Comptes des organismes internationaux	Autres engagements	Total (II)						
1997 Déc.	1 950	38 161	12	761	270	18	41 172	193	624	817	40 355	3 703	3 409	294	40 649	
1998 Déc.	1 950	40 407	30	761	269	18	43 435	194	531	725	42 710	4 592	4 276	316	43 026	
1999 Déc.	1 950	55 323	858	1 294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091	
2000 Déc.	1 955	48 742	1 268	1 294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 355	4 321	2 034	54 685	
2000 Janv.	1 951	53 471	854	1 294	286	-	57 856	193	578	771	57 085	4 379	4 046	333	57 418	
Fév.	1 952	52 875	823	1 294	286	-	57 230	193	591	784	56 446	4 678	3 797	881	57 327	
Mars	1 953	51 440	828	1 294	287	-	55 802	193	964	1 157	54 645	5 290	4 511	779	55 424	
Avril	1 953	51 543	837	1 294	290	-	55 917	194	1 679	1 873	54 044	5 166	4 472	694	54 738	
Mai	1 953	49 309	831	1 294	288	-	53 675	192	682	874	52 801	5 351	3 849	1 502	54 303	
Juin	1 953	48 802	802	1 294	287	-	53 138	194	833	1 027	52 111	5 603	3 683	1 920	54 031	
Juil.	1 953	47 982	799	1 294	288	-	52 316	195	728	923	51 393	5 943	3 582	2 361	53 754	
Août	1 953	49 649	778	1 294	291	-	53 965	193	695	888	53 077	6 292	3 757	2 535	55 612	
Sept.	1 955	51 762	778	1 294	292	-	56 081	193	1 601	1 794	54 287	6 251	4 677	1 574	55 861	
Oct.	1 955	49 596	784	1 294	294	-	53 923	193	706	899	53 024	5 774	5 177	597	53 621	
Nov.	1 955	47 398	1 320	1 294	291	-	52 258	194	833	1 027	51 231	5 816	4 683	1 133	52 364	
Déc.	1 955	48 742	1 268	1 294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 355	4 321	2 034	54 685	
2001 Janv.	1 955	47 433	1 255	1 294	284	-	52 221	194	769	963	51 258	6 821	4 389	2 432	53 690	
Fév.	1 955	71 018	1 235	1 294	285	-	75 787	194	718	912	74 875	5 580	4 370	1 210	76 085	
Mars	1 956	72 048	1 237	1 294	286	-	76 821	194	758	952	75 869	5 493	4 193	1 300	77 169	

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers.

Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrib, qui constituent des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des dépôts en devises de leur clientèle.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 9 - CRÉANCES SUR L'ÉTAT

(en millions de dirhams)

Date	Créances de Bank Al-Maghrib									Créances des banques				Total des entreprises non financières et des particuliers (3) (III)	Total des créances sur l'État (I+II+III)	
	Créances propres de Bank Al-Maghrib								Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Total (I)	Portefeuille d'effets publics					
	Avances à l'État (1)	Traites douanières et obligations cautionnées	Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux	Total brut	Avoirs liquides détenus par les comptables publics (2) (à déduire)	Total créances propres de Bank Al-Maghrib	Bons du Trésor en comptes courants			Emprunts d'État	Total	Dépôts des banques auprès du Trésor			Total (II)
1997 Déc.	19 383	-	1 060	22	20 465	785	19 680	-	19 680	57 056	1 485	58 541	75	58 616	8 073	86 369
1998 Déc.	18 274	-	1 767	28	20 069	825	19 244	-	19 244	56 504	1 930	58 434	180	58 614	6 652	84 510
1999 Déc.	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405	-	13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
2000 Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	...	...	61 633	96	61 729	8 172	85 934
2000 Janv.	9 434	-	1 139	30	10 603	464	10 139	-	10 139	...	...	56 867	148	57 015	8 264	75 418
Fév.	11 788	-	933	31	12 752	712	12 040	-	12 040	...	...	56 043	94	56 137	9 563	77 740
Mars	13 584	-	1 269	49	14 902	872	14 030	-	14 030	...	...	54 552	90	54 642	8 707	77 379
Avril	13 990	-	446	68	14 504	894	13 610	-	13 610	...	...	56 099	92	56 191	7 978	77 779
Mai	14 879	120	580	39	15 618	806	14 812	-	14 812	...	...	56 954	99	57 053	7 957	79 822
Juin	14 879	205	2 490	33	17 607	806	16 801	-	16 801	...	...	57 477	132	57 609	7 952	82 362
Juil.	14 643	-	913	27	15 583	806	14 777	-	14 777	...	...	59 731	135	59 866	7 954	82 597
Août	15 426	571	605	2	16 604	806	15 798	499	16 297	...	...	59 249	132	59 381	7 994	83 672
Sept.	15 426	927	1 093	96	17 542	806	16 736	499	17 235	...	...	59 380	144	59 524	8 085	84 844
Oct.	15 178	-	493	25	15 696	806	14 890	239	15 129	...	...	60 275	189	60 464	8 016	83 609
Nov.	14 109	-	1 225	25	15 359	806	14 553	1 108	15 661	...	...	61 773	176	61 949	8 071	85 681
Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	...	...	61 633	96	61 729	8 172	85 934
2001 Janv.	12 828	-	862	26	13 716	806	12 910	1 766	14 676	...	...	65 535	193	65 728	8 037	88 441
Fév.	5 500	-	1 129	30	6 659	13 767	-7 108	2 321	-4 787	...	...	64 575	155	64 730	9 123	69 066
Mars	5 500	-	1 341	27	6 868	10 672	-3 804	2 321	-1 483	...	...	63 106	159	63 265	9 123	70 905

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptables publics et compte créateur du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.

(3) Contrepartie des comptes créateurs à vue auprès du Service des chèques postaux et de la Trésorerie Générale du Royaume.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 10 - CONCOURS À L'ECONOMIE (*)

(en millions de dirhams)

Date	Concours à l'économie														
	Concours des banques													Crédits de Bank Al-Maghrib	Total
	Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers							Concours aux sociétés de financement			Portefeuille de titres de placement des banques	Total			
	Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Créances diverses sur la clientèle	Créances en souffrance	Total	Crédits	Bons des sociétés de financement détenus par les banques	Total					
2000 Janv.	74 887	40 913	24 098	6 717	4 335	28 785	179 735	5 432	220	5 652	1 855	187 242	7 201	194 443	
Fév.	73 108	39 264	24 219	6 824	3 818	31 141	178 374	5 103	215	5 318	2 145	185 837	7 338	193 175	
Mars	73 173	38 481	24 667	6 958	3 089	30 336	176 704	6 323	276	6 599	2 242	185 545	7 522	193 067	
Avril	74 029	39 543	24 760	7 005	2 948	30 895	179 180	6 516	300	6 816	1 922	187 918	7 548	195 466	
Mai	74 706	39 061	25 623	7 124	2 530	32 206	181 250	6 414	257	6 671	1 970	189 891	7 607	197 498	
Juin	74 255	40 245	25 810	7 553	2 758	33 714	184 335	6 744	297	7 041	1 382	192 758	7 591	200 349	
Juil.	74 384	40 055	26 149	7 768	3 269	34 124	185 749	7 594	425	8 019	1 308	195 076	7 578	202 654	
Août	73 509	40 312	26 554	7 823	3 169	34 479	185 846	7 623	367	7 990	1 093	194 929	7 365	202 294	
Sept.	73 051	41 335	25 696	7 881	3 549	35 972	187 484	7 732	201	7 933	1 098	196 515	7 424	203 939	
Oct.	74 449	40 223	26 167	7 835	3 778	36 010	188 462	8 637	248	8 885	1 020	198 367	7 452	205 819	
Nov.	74 307	43 353	26 843	8 145	2 981	35 910	191 539	8 220	226	8 446	1 070	201 055	7 435	208 490	
Déc.	75 590	45 227	27 023	8 003	4 283	35 803	195 929	8 079	438	8 517	978	205 424	7 471	212 895	
2001 Janv.	74 519	45 006	26 978	7 950	3 160	36 179	193 792	8 813	307	9 120	915	203 827	7 498	211 325	
Fév.	74 038	45 484	27 101	8 020	3 559	36 140	194 342	8 758	284	9 042	1 025	204 409	7 553	211 962	
Mars	72 502	46 396	27 373	8 030	4 096	38 951	197 348	8 645	717	9 362	916	207 626	7 553	215 179	

(*) La répartition des concours à l'économie est issue de la nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 11 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES (1981 -2000) (*)

(en millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M 3							Agrégats de placements liquides			
	Agrégat M 2						M 3 = M 2 + Placements à terme	PL 1 ⁽³⁾	PL 2 ⁽⁴⁾	PL 3 ⁽⁵⁾	Total
	Agrégat M 1			Placements à vue ⁽¹⁾	M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽²⁾					
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total								
1981	11 121	16 106	27 227	1 353	28 580	6 664	35 244	383	-	-	383
1982	12 023	17 584	29 607	1 735	31 342	7 654	38 996	336	-	-	336
1983	13 635	20 345	33 980	2 259	36 239	10 227	46 466	351	-	-	351
1984	14 770	22 305	37 075	2 744	39 819	11 373	51 192	1 094	-	-	1 094
1985	16 194	26 570	42 764	3 136	45 900	14 416	60 316	3 275	-	-	3 275
1986	18 694	31 361	50 055	4 160	54 215	15 851	70 066	7 385	-	-	7 385
1987	20 003	34 718	54 721	5 891	60 612	16 485	77 097	11 871	-	-	11 871
1988	21 913	40 335	62 248	7 573	69 821	18 867	88 688	12 197	-	-	12 197
1989	24 814	44 460	69 274	9 317	78 591	21 441	100 032	14 698	-	-	14 698
1990	29 543	53 115	82 658	11 491	94 149	24 883	119 032	14 947	-	-	14 947
1991	34 269	60 352	94 621	14 051	108 672	31 190	139 862	13 931	-	-	13 931
1992	35 744	64 939	100 683	14 913	115 596	37 467	153 063	15 655	-	-	15 655
1993	37 202	68 576	105 778	15 959	121 737	43 986	165 723	16 796	-	-	16 796
1994	41 021	76 163	117 184	18 685	135 869	47 464	183 333	21 844	-	-	21 844
1995	43 154	81 329	124 483	21 279	145 762	52 494	198 256	22 910	-	8	22 918
1996	46 447	84 346	130 793	23 466	154 259	57 283	211 542	23 158	220	1 696	25 074
1997	48 662	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964	19 821	2 708	3 057	25 586
1998	50 644	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909	18 488	9 154	6 590	34 232
1999	56 713	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986	15 298	18 630	5 423	39 351
2000	58 169	123 094	181 263	35 240	216 503	76 281	292 784	11 770	12 722	3 214	27 706

(*) Avoirs des personnes physiques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie).

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations .

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et diversifiés.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 12 - CONTREPARTIES DE M 3 (1981 - 2000)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)										Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M 3 (Pour mémoire)	
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Crédit intérieur global													
				Créances sur l'Etat				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)				
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1981	86	2	88	9 722	8 552	1 747	20 021	425	22 886	23 311	482	43 814	7 119	36 695	36 783	-1 539	35 244
1982	743	48	791	8 336	9 185	1 844	19 365	682	26 406	27 088	552	47 005	7 324	39 681	40 472	-1 476	38 996
1983	-56	35	-21	10 924	12 423	1 715	25 062	1 034	30 169	31 203	626	56 891	9 094	47 797	47 776	-1 310	46 466
1984	300	70	370	10 857	13 107	1 926	25 890	1 675	34 557	36 232	719	62 841	10 523	52 318	52 688	-1 496	51 192
1985	972	137	1 109	10 048	17 888	2 028	29 964	3 079	39 311	42 390	780	73 134	12 219	60 915	62 024	-1 708	60 316
1986	1 705	-18	1 687	9 558	25 138	2 301	36 997	5 184	43 184	48 368	897	86 262	15 285	70 977	72 664	-2 598	70 066
1987	2 985	228	3 213	8 799	28 277	2 925	40 001	5 835	46 588	52 423	1 053	93 477	17 750	75 727	78 940	-1 843	77 097
1988	4 292	254	4 546	10 078	32 690	4 347	47 115	6 033	52 411	58 444	1 236	106 795	21 011	85 784	90 330	-1 642	88 688
1989	3 951	137	4 088	10 614	37 701	4 988	53 303	6 699	59 418	66 117	1 428	120 848	22 703	98 145	102 233	-2 201	100 032
1990	16 600	612	17 212	11 517	34 575	5 208	51 300	6 814	71 000	77 814	1 663	130 777	27 483	103 294	120 506	-1 474	119 032
1991	24 435	637	25 072	12 116	35 346	6 274	53 736	6 845	87 850	94 695	1 917	150 348	32 144	118 204	143 276	-3 414	139 862
1992	31 504	590	32 094	9 924	41 427	6 151	57 502	7 001	99 079	106 080	2 150	165 732	40 301	125 431	157 525	-4 462	153 063
1993	36 900	735	37 635	9 936	46 295	6 532	62 763	7 045	104 747	111 792	2 342	176 897	45 480	131 417	169 052	-3 329	165 723
1994	40 753	299	41 052	8 185	54 747	6 783	69 715	7 307	114 796	122 103	2 754	194 572	48 072	146 500	187 552	-4 219	183 333
1995	32 348	426	32 774	18 490	52 908	6 789	78 187	7 619	128 982	136 601	3 292	218 080	49 854	168 226	201 000	-2 744	198 256
1996	35 214	166	35 380	18 758	54 847	8 032	81 637	7 386	142 056	149 442	3 866	234 945	54 172	180 773	216 153	-4 610	211 543
1997	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	205 424	212 895	6 208	305 037	63 363	241 674	296 359	-3 575	292 784

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 13 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

	1999			2000			2001		
	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes
Janvier	4 045	3 584	461	3 027	5 918	-2 891	4 448	6 127	-1 679
Février	3 207	3 912	-705	3 647	4 528	-881	5 547	3 846	1 701
Mars	5 834	3 025	2 809	5 820	4 225	1 595	5 603	5 415	188
Avril	3 359	5 228	-1 869	4 102	4 390	-288			
Mai	3 547	3 960	-413	3 920	4 758	-838			
Juin	4 137	3 330	807	4 805	3 899	906			
Juillet	6 114	3 265	2 849	6 433	3 527	2 906			
Août	4 411	3 847	564	5 641	4 698	943			
Septembre	3 406	5 185	-1 779	4 134	5 543	-1 409			
Octobre	4 339	4 319	20	4 331	5 006	-675			
Novembre	3 500	4 154	-654	4 675	4 754	-79			
Décembre	7 887	3 168	4 719	5 358	3 204	2 154			
Total	53 786	46 977	6 809	55 893	54 450	1 443	15 598	15 388	210

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 14- MOUVEMENTS DES CHAMBRES DE COMPENSATION

(en millions de dirhams)

Période	Chèques compensés <i>(1)</i>	Effets compensés <i>(1)</i>	Virements	Total
Année 1990	205 374	53 654	81 145	340 173
" 1991	236 863	55 277	85 590	377 730
" 1992	265 870	56 586	91 478	413 934
" 1993	264 973	49 945	90 541	405 459
" 1994	289 115	40 473	104 251	433 839
" 1995	312 092	41 650	112 375	466 117
" 1996	328 226	41 733	127 739	497 698
" 1997	355 284	44 073	184 724	584 081
" 1998	374 491	48 265	233 637	656 393
" 1999	416 715	49 608	294 711	761 033
" 2000	421 060	52 611	318 634	792 305
1999 Janvier	30 904	3 944	16 638	51 486
Février	32 343	4 148	20 879	57 370
Mars	33 809	4 064	19 817	57 690
Avril	34 992	4 104	22 626	61 722
Mai	33 713	4 002	28 135	65 850
Juin	33 995	4 184	27 210	65 389
Juillet	39 672	4 529	36 069	80 270
Août	40 537	4 049	25 668	70 254
Septembre	33 504	4 402	23 739	61 645
Octobre	35 996	4 399	23 724	64 119
Novembre	31 440	4 138	24 464	60 042
Décembre	35 810	3 645	25 742	65 196
2000 Janvier	32 869	4 891	23 178	60 938
Février	34 977	4 362	20 979	60 318
Mars	36 695	4 492	23 689	64 876
Avril	32 355	3 773	20 360	56 488
Mai	38 352	4 468	27 549	70 369
Juin	35 836	4 225	30 460	70 521
Juillet	38 353	4 475	30 874	73 702
Août	36 032	4 396	27 601	68 029
Septembre	34 967	4 808	32 790	72 565
Octobre	35 296	4 465	28 504	68 265
Novembre	34 311	4 664	26 167	65 142
Décembre	31 017	3 592	26 483	61 092
2001 Janvier	37 102	5 515	33 633	76 250
Février	35 098	4 434	26 664	66 196

(1) Valeurs échangées déduction faite des rejets.

Source : Bank Al-Maghrib.

II- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT

II - 1 - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB ^(*)

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire ⁽¹⁾										Interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire					
	Monnaie "Banque centrale"					Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrib	Concours de Bank Al-Maghrib au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrib	Autres facteurs	Total	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures	Open market ⁽³⁾	Reprises de liquidités ⁽⁴⁾	Total ⁽⁵⁾
	Billets et monnaies	Comptes des banques et du Trésor ⁽²⁾	Comptes de dépôt en devises des banques	Autres	Sous- total											
1998 Déc.	+418	-685		-56	-323	+253	-1 456	+365	+340	-821	+434	-11	+398			+821
1999 Déc.	-1 185	-438		-160	-1 783	-103	-513	-160	+565	-1 994	-	+265	+6	-588	+2 311	+1 994
2000																
Jan.	-1 675	-335		-1	-2 011	-2 009	-1 366	+73	-301	-5 614	+2 792	+1 035	-7	-	+1 794	+5 614
Fév.	+2 045	+290		+58	+2 393	+229	-2 530	+61	+62	+215	+458	-716	+43	-	-	-215
Mars	-1 690	+73		+223	-1 394	-649	+3 358	+116	+227	+1 658	-1 130	-380	-24	-	-124	-1 658
Avr.	+595	+262		+74	+931	-313	+190	+144	-69	+883	-553	+242	+47	-	-619	-883
Mai	+367	-98		+180	+449	-1 763	+867	+30	+190	-227	-647	+313	-42	-	+603	+227
Juin	-207	-461		+193	-475	-831	+1 091	+33	-232	-414	+458	-158	-26	-	+140	+414
Juil.	-2 042	+9		+152	-1 881	-2 076	+1 298	+11	+840	-1 808	+1 922	-120	+6	-	-	+1 808
Août	-2 333	-149		-4	-2 486	+1 170	-1 601	-172	+289	-2 800	+2 636	-328	-7	+499	-	+2 800
Sept.	+924	-838		-258	-172	+954	+1 089	-38	-268	+1 565	-1 636	+69	+3	-	-	-1 565
Oct.	+970	+1 507		+518	+2 995	-616	-882	+37	+407	+1 941	-1 825	-114	-2	-	-	-1 941
Nov.	+192	-1 662		+126	-1 344	-1 687	+789	-17	-144	-2 403	+2 138	+89	+1	+175	-	+2 403
Déc.	-551	+636	-2 586	-55	-2 556	+2 869	-228	+31	-819	-703	-161	+234	-	+630	-	+703
2001																
Jan.	-591	-384	-338	+19	-1 294	-652	-52	+102	-673	-2 569	+2 598	-245	-1	+242	-25	+2 569
Fév.	+640	-3 922	+131	-179	-3 330	+5 702	-4 184	-3	+457	-1 358	+224	+611	-	+498	+25	+1 358
Mars	-2 552	-7 598	-183	-711	-11 044	+18 733	-5 037	+38	-231	+2 459	-2 120	-628	+12	+277	-	-2 459

(*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Les avoirs en comptes des banques sont constitués presque exclusivement de la réserve monétaire.

(3) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(4) Sous forme de dépôts rémunérés constitués auprès de Bank Al-Maghrib. Le signe (-) correspond à une ponction de liquidités et le signe (+) à une remise de liquidités.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrib et le signe (-) à une ponction.

Source : Bank Al-Maghrib

II - 2 - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2000 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs	
30 décembre 99 au 5 janvier 2000	-	1 885	112	25	2 022
6 au 12 janvier	1 910	2 293	201	36	4 441
13 au 19 janvier	3 558	529	14	16	4 117
20 au 26 janvier	2 500	1 184	157	23	3 864
27 janvier au 2 février	3 200	735	-	4	3 939
3 au 9 février	3 000	987	91	48	4 126
10 au 16 février	4 500	490	-	-	4 990
17 au 23 février	3 500	-	-	1	3 501
24 février au 1er mars	2 000	332	83	42	2 457
2 au 8 mars	2 000	516	122	21	2 659
9 au 15 mars	3 200	230	38	3	3 470
16 au 22 mars	3 400	-	23	3	3 426
23 au 29 mars	2 000	-	-	2	2 002
30 mars au 5 avril.....	-	295	100	17	412
6 au 12 avril.....	1 714	498	59	3	2 274
13 au 19 avril.....	1 800	150	141	9	2 099
20 au 26 avril.....	1 268	463	146	38	1 915
27 avril au 3 mai.....	1 200	249	76	11	1 536
4 au 10 mai.....	1 700	134	1	28	1 863
18 au 24 mai.....	311	1 410	44	22	1 787
25 au 31 mai.....	321	557	6	14	898
1 au 7 juin.....	1 321	395	85	1	1 802
8 au 14 juin.....	1 870	443	14	1	2 328
15 au 21 juin.....	1 338	690	31	6	2 065
22 au 28 juin.....	629	946	-	4	1 579
29 juin au 5 juillet.....	1 200	196	-	4	1 400
6 au 12 juillet.....	1 800	96	-	17	1 913
13 au 19 juillet.....	2 800	146	-	3	2 949
20 au 26 juillet.....	3 300	623	90	2	4 015
27 juillet au 2 août.....	5 300	669	-	1	5 970
3 au 9 août.....	6 051	166	-	1	6 218
10 au 16 août.....	6 392	81	-	-	6 473
17 au 23 août.....	5 800	85	-	1	5 886
24 au 30 août.....	5 500	86	-	1	5 587
31 août au 6 septembre.....	4 700	108	-	1	4 809
7 au 13 septembre.....	5 400	133	-	3	5 536
14 au 20 septembre.....	4 400	297	-	1	4 698
21 au 27 septembre.....	4 000	240	-	4	4 244
28 septembre au 4 octobre.....	3 000	183	-	3	3 186
5 au 11 octobre.....	2 500	99	-	1	2 600
12 au 18 octobre.....	3 100	87	-	2	3 188
19 au 25 octobre.....	1 800	93	-	6	1 899
26 octobre au 1 novembre.....	2 500	83	-	1	2 584
2 au 8 novembre.....	4 450	182	-	2	4 634
9 au 15 novembre.....	5 000	233	-	1	5 234
16 au 22 novembre.....	5 000	167	-	-	5 167
23 au 29 novembre.....	4 000	93	-	2	4 095
30 novembre au 6 décembre.....	4 700	148	-	2	4 850
7 au 13 décembre.....	5 400	79	-	2	5 481
14 au 20 décembre.....	3 400	67	-	-	3 467
21 au 28 décembre.....	3 360	649	-	3	4 012
29 décembre au 3 janvier 2001.....	5 400	1 219	-	3	6 622

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2001 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs	
29 décembre 2000 au 3 janvier 2001 ..	5 400	1 219	-	3	6 622
4 au 11 janvier	6 400	52	-	2	6 454
12 au 17 janvier	7 200	88	-	1	7 289
18 au 24 janvier	7 200	317	-	-	7 517
25 au 31 janvier	7 400	255	-	-	7 655
1 au 7 février	7 361	363	-	5	7 729
8 au 14 février	7 610	693	-	1	8 304
15 au 21 février	7 560	1 060	-	-	8 620
22 au 28 février	6 554	552	-	2	7 108
1 au 7 mars	6 254	37	-	2	6 293
8 au 14 mars	5 816	546	-	1	6 363
15 au 21 mars	5 700	46	-	6	5 752
22 au 28 mars	4 100	-	-	1	4 101

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 3 - TAUX DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB
SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1996												
- 7 jours (appels d'offres)	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽¹⁾	6,50
- 5 jours	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,00 ⁽¹⁾	8,00
- 24 heures	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,00 ⁽¹⁾	12,00
1997												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 5 jours	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
- 24 heures	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00
1998												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,00 ⁽²⁾	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
- 5 jours	8,00	7,50 ⁽²⁾	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
- 24 heures	12,00	11,50 ⁽²⁾	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50
1999												
- 7 jours (appels d'offres)	6,00	6,00	5,50 ⁽³⁾	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,00 ⁽⁴⁾	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	7,50	7,50	7,00 ⁽³⁾	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽⁴⁾	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	11,50	11,50	11,00 ⁽³⁾	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	10,50 ⁽⁴⁾	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)			13,00 ⁽⁵⁾	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	12,50 ⁽⁴⁾	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités ⁽⁶⁾										4,50	4,50	4,50
2000												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités ⁽⁷⁾	-	4,50	4,50	4,50	4,50	-	-	-	-	-	-	4,00-4,70 ⁽⁸⁾
2001												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	4,75 ⁽⁹⁾									
- 5 jours	6,50	6,50	5,75 ⁽⁹⁾									
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	9,75 ⁽⁹⁾									
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	11,75 ⁽⁹⁾									
- Reprises de liquidités	4,75	-	-									

(1) A compter du 7 novembre 1996.

(2) A compter du 18 février 1998.

(3) A compter du 23 mars 1999.

(4) A compter du 22 septembre 1999.

(5) La distinction est désormais faite entre les avances à 24 heures, à l'initiative des banques, et celles accordées automatiquement pour la couverture des soldes débiteurs.

(6) Dépôts constitués par les banques auprès de Bank Al-Maghrif entre le 12 octobre le 19 décembre 1999.

(7) Dépôts constitués auprès de Bank Al-Maghrif pour de courtes périodes, entre le 28 février et le 12 mai 2000.

(8) Reprises de liquidités à des taux différenciés : 4,65% à 4,70% le 13 décembre et 4% le 20 décembre 2000.

(9) A compter du 21 mars 2001, Bank Al-Maghrif a réduit de 25 points de base le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres et de 75 points de base ceux des avances à 5 jours et à 24 heures.

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 4 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1996												
- Taux de fin de mois	7,04	7,50	7,00	7,45	7,49	7,00	7,25	7,00	7,00	7,08	7,25	6,52
- Taux moyen	7,66	7,37	7,11	7,41	7,19	7,28	7,27	7,48	7,35	7,23	7,24	6,85
1997												
- Taux de fin de mois	6,52	6,52	6,09	8,16	6,42	5,50	6,09	6,57	6,96	6,04	7,07	6,74
- Taux moyen	7,09	6,68	6,33	7,28	7,16	6,29	5,68	7,00	6,67	7,18	6,52	6,69
1998												
- Taux de fin de mois	6,51	6,25	5,00	6,64	5,64	5,47	5,79	6,34	5,25	6,45	6,30	6,15
- Taux moyen	6,65	6,71	5,53	6,57	6,81	5,89	5,85	6,35	6,27	5,82	6,59	6,57
1999												
- Taux de fin de mois	7,49	5,93	6,89	5,47	6,76	5,54	5,71	5,80	4,58	4,45	4,62	5,29
- Taux moyen	6,56	6,54	6,04	6,41	5,79	6,07	5,68	5,96	5,31	4,03	4,62	4,67
2000												
- Taux de fin de mois	5,01	4,46	5,29	4,73	5,51	5,21	6,50	5,20	5,10	5,58	5,34	6,32
- Taux moyen	5,42	5,22	5,20	5,48	5,24	5,29	5,70	5,71	5,49	5,31	5,57	5,35
2001												
- Taux de fin de mois	6,12	5,28	4,86									
- Taux moyen	5,64	6,01	5,50									

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.1 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

	Déc.1997	Déc.1998	Juin 1999	Juillet - Déc 1999	Janvier - juin 2000	Juillet- Déc. 2000	Janv-Juin 2001
Dépôts chez les banques							
- Comptes à vue ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-
- Comptes sur carnets ⁽²⁾	7,00	6,00	6,00	5,56	3,89	4,48	5,11
- Autres comptes ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-

(1) Non rémunérés.

(2) Taux minimum de rémunération. À compter du 1er juillet 1999, il est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par adjudication, au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

(3) Taux libre.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.2 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(taux annuels en pourcentage)

	Janvier - Juin 98	Juillet - Déc. 98	Janvier - Juin99	Juillet - Déc. 99	Janvier - Juin 2000	Juillet- Déc. 2000	Janv-Juin 2001
Livrets de la Caisse d'épargne nationale	6,25 ⁽¹⁾	5,50	5,00	4,75	2,80	3,30	3,95

(1) À partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudications au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

II - 5.3 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS DANS LE PUBLIC

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 6 mois ⁽¹⁾	Bons à 1 an ⁽²⁾	Bons à 3 ans ⁽²⁾	Bons à 5 ans ⁽²⁾
1998 1 er trimestre	7,00	7,00	7,50	8,00
2 ème trimestre	6,50	7,00	7,25	7,50
3 ème trimestre	6,50	-	-	-
4 ème trimestre	6,50	7,00	7,25	7,50
1999 1 er trimestre	6,50	6,75	7,00	7,25
2 ème trimestre	6,25	-	-	-
3 ème trimestre	6,00	-	-	-
4 ème trimestre	6,00	-	-	-
2000 1 er trimestre	5,50 ⁽³⁾	-	-	-
2 ème trimestre	5,50	-	-	-
3 ème trimestre	5,50	-	-	-
4 ème trimestre	5,50	-	-	-
2001 1 er trimestre	5,80 ⁽⁴⁾	-	-	-

(1) Émission permanente.

(2) Titres émis dans le cadre des emprunts nationaux.

(3) À compter de janvier 2000.

(4) À compter de février 2001, le taux de rémunération des bons à 6 mois est égal au taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines, émis par adjudication au cours du semestre précédent, majoré de 25 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.4 - TAUX CRÉDITEUR MOYEN PONDÉRÉ DES DÉPÔTS
À 6 MOIS ET 1 AN
(taux annuels en pourcentage)

Années	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois	Taux moyen pondéré des dépôts à 1 an	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an
1998			
Décembre	6,25	6,82	6,56
1999			
Janvier	5,97	6,70	6,32
Février	5,99	6,74	6,38
Mars	6,03	6,65	6,32
Avril	5,87	6,51	6,19
Mai	5,91	6,25	6,09
Juillet	5,97	6,51	6,29
Août	5,91	6,49	6,34
Septembre	5,88	6,48	6,29
Octobre.....	5,66	6,34	6,05
Novembre	5,15	5,73	5,50
Décembre	5,05	5,74	5,42
2000			
Janvier	4,84	5,38	5,13
Février	4,78	5,31	5,03
Mars	4,93	5,07	4,99
Avril	4,72	5,13	4,92
Mai	4,74	5,13	4,92
Juin	4,71	5,16	4,95
Juillet	4,70	5,24	5,02
Août	4,69	5,03	4,95
Septembre	4,72	5,05	4,94
Octobre.....	4,73	5,11	4,95
Novembre	4,77	5,19	5,01
Décembre	5,05	5,10	5,07
2001			
Janvier	4,77	5,12	4,96
Février	5,04	5,19	5,11
Mars	5,05	5,22	5,12

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.5 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR
ÉMIS PAR ADJUDICATION**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
1997 Mars	7,50	8,00	8,50	8,77	9,86	10,25	10,50	
Juin	-	-	8,00	-	9,00	9,50	-	
Septembre	-	7,50	8,00	-	9,00	9,50	9,75	
Décembre	-	-	7,50	7,85	8,50	9,00	9,50	
1998 Mars	-	-	6,98	-	8,04	8,50	9,15	
Juin	-	-	6,95	7,00	7,70	8,26	-	
Septembre	-	-	6,99	-	7,50	-	-	
Décembre	-	-	6,92	-	7,48	8,01	8,50	
1999 Mars	-	-	6,90	-	7,36	7,84	8,37	
Juin	-	6,15	6,25	-	6,73	6,99	7,15	
Septembre	-	-	-	-	-	-	-	
Décembre	4,50	4,61	4,83	-	5,24	-	-	
2000 Janvier	4,50	4,65	5,37	-	5,70	6,36	6,70	
Février	-	-	-	-	-	-	-	
Mars	-	-	5,47	-	5,76	6,23	6,64	
Avril	-	-	5,50	-	5,81	-	6,67	
Mai.....	5,00	5,27	5,60	5,79	5,90	6,25	-	
Juin.....	5,00	-	5,62	5,81	5,90	6,45	-	
Juillet.....	5,32	5,38	5,73	5,90	6,06	6,60	-	
Septembre.....	5,50	5,59	6,02	-	6,51	7,00	-	
Octobre.....	-	6,60	6,03	6,26	6,56	7,03	7,38	7,70
Novembre.....	5,55	5,60	6,08	6,28	6,64	7,06	7,38	-
Décembre.....	5,73	5,90	6,33	6,56	6,72	6,84	-	-
2001 Janvier	5,80	6,05	6,36	6,88	7,00	-	-	-
Février	-	-	6,16	6,53	6,75	6,99	-	-
Mars	5,25	5,35	5,58	5,85	6,13	6,61	7,09	-

**II - 5.6 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE ⁽¹⁾**
(taux annuels en pourcentage)

Bons et obligations émis par certains établissements financiers et non financiers	1997	1998	1999	2000			
				1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.
à 3 ans	-	8,00	-	-	-	-	-
à 5 ans	-	7,95	6,25	-	5,85	-	-
à 7 ans	-	-	8,00	-	-	4,25 ⁽²⁾	-
à 8 ans	-	-	-	-	-	-	-
à 10 ans.....	10,00	8,40	-	6,35	-	-	-
à 15 ans.....	10,50	-	8,50	-	-	-	-

(1) Taux des dernières émissions.

(2) Taux offert sur des obligations convertibles en actions.

II- 5. 7 - TAUX D'INTÉRÊT OFFERTS SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(taux annuels en pourcentage)

	1998	1999	2000												2000	2001			
			Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.		Janv	Fév	Mars	
Certificats de dépôt																			
A 10 jours	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	6 - 6,5	4 - 6,5	-	-	-	-	-	-	-	-	6,65	-	4,1	4	4 - 6,65	-	-	-	
De 3 mois à 6 mois non inclus	6,1 - 6,75	6	-	-	-	-	-	-	-	6,5	-	-	-	-	6,5	-	-	-	
De 6 mois à 12 mois non inclus	6,85 - 7,35	5,9	-	-	-	-	-	-	-	-	5,5	6,5	5,9	-	5,5 - 6,5	-	-	-	
De 12 mois à 18 mois non inclus	7 - 7,85	5,2 - 7,25	-	-	5,5	6,35	-	-	-	7	-	6,8	-	6,8 - 7	5,5 - 7	-	7	6-6,3	
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	7,4 - 8,025	6,55 - 7,15	-	6,1 - 6,12	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 - 6,12	-	-	-	
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	7,25 - 8	6 - 7,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,5 - 8,75	7,4 - 7,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,5	7,5	-	-	-	
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	7,8 - 9	6 - 8	-	-	-	-	-	-	-	-	7,1	7	-	-	6,5 - 7,1	-	-	-	
A 7 ans	8,1 - 9	6 - 8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bons de sociétés de financement																			
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus	7,65 - 8,6	5,75 - 7,55	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,9	6,75-7,85	
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,6 - 9	6 - 8,1	6,1	6,5 - 6,85	6,4 - 6,7	7,2	6,7-7,35	6,7-7,54	6,7-7,35	7	7	7 - 8	-	6,5-8,2	6,1 - 8,2	6,7-7,2	8,05	6,45-6,55	
De 5 ans à 7 ans non inclus	8 - 9,25	6,15 - 7,3	-	-	-	-	7,5	-	-	-	-	7,7-8,14	-	-	7,5 - 8,14	-	8,32	6,65	
A 7 ans	8,25	7,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Billets de trésorerie																			
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
De 3 mois à 6 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
De 6 mois à 1 an non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
A 1 an	7,5	6,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,9	-	-	

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 6. 1- TAUX DE BASE BANCAIRES

	Mi-février - Avril 1996	Mai 1996 - Septembre 1997	Octobre 1997 - Avril 1998	Mai 1998 - Novembre 1999	Décembre 1999 - Juin 2001
Taux de base bancaires					
- Crédits à l'exportation	8,75	8,50	8,00	7,50	7,50 - 7,00 ⁽²⁾
- Crédits à court terme	9,75	9,75	9,25	8,00 - 7,75 ⁽¹⁾	8,00 - 7,25 ⁽²⁾
- Crédits à moyen terme	10,50	10,00	9,50	8,25	8,25 - 7,50 ⁽²⁾
- Crédits à long terme	11,25	10,75	10,25	9,00	9,00 - 8,50 ⁽²⁾

(1) En juin 1999, une banque de la place a réduit de 0,25 point le taux de base des crédits à court terme.

(2) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,5 point ses taux de base, tandis qu'une autre banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et à long terme.

II - 6.2 - TAUX DÉBITEURS BANCAIRES MINIMUMS ET MAXIMUMS
(taux annuels en pourcentage)

Année 1997	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	8,00	13,00	8,00	13,00	8,00	11,50	8,00	11,50
- Autres crédits à court terme	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,00	13,75
- Crédits à moyen terme PME/PMI	9,00	13,25	9,00	13,25	9,00	13,25	9,00	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1998	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	8,00	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50
- Autres crédits à court terme	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50
- Crédits à moyen terme PME/PMI	9,00	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1999	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	10,00	7,00	10,00
- Crédits à moyen terme PME/PMI	8,25	13,25	8,00	13,25	8,00	12,25	7,50	12,00
- Autres crédits à moyen terme	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,50	8,50	13,25
Année 2000	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,25	13,50	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme PME/PMI	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2001	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00						
- Autres crédits à court terme	7,25	13,25						
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	11,00						
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25						
- Crédits à long terme	8,50	13,25						

Source : Taux communiqués par les banques à Bank Al-Maghrib.

**II - 6.3 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**
(taux annuels en pourcentage)

Taux \ Périodes	Avril - Sept. 1997	Oct. 1997 - Mars 1998	Avril - Sept. 1998	Oct. 1998 - Mars 1999	Avril -Sept. 1999	Oct. 1999 - Mars 2000	Avril - Sept. 2000	Oct. 2000 - Mars 2001
Taux moyen des banques	11,65	11,24	11,14	10,60	10,05	9,28	9,22	9,03
Taux moyen des sociétés de financement	22,87	20,50	19,31	18,37	17,51	16,54	15,62	14,96
TMP ^(*) de l'ensemble des établissements de crédit	12,01	11,55	11,51	10,97	10,49	9,77	9,85	9,66
Taux maximum des intérêts conventionnels	20,42	19,64	19,56	18,65	17,83	15,63⁽¹⁾	15,76	15,46

(*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit multiplié par 1,60 (au lieu de 1,70 auparavant).

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 7 - TAUX DES CONCOURS DE BANK AL-MAGHRIB À L'ÉTAT
(taux annuels en pourcentage)

	Déc.97	Déc.98	Déc.99	Mars 2000	Juin 2000	Sept. 2000	Déc. 2000	Mars 2001
Concours à l'État								
Avance conventionnelle ⁽¹⁾	4,50	4,00	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances sur traites douanières et sur obligations cautionnées	8,50	8,50	5,00 ⁽³⁾	5,00	5,00	5,00	5,00	4,75

(1) Taux appliqués à l'avance conventionnelle consentie en août 1995 et remboursée en juin 1999.

(2) Concours gratuits.

(3) Ce taux a été aligné sur le taux directeur de Bank Al-Maghrib à partir du 7 septembre 1999 (5,50 %), ce taux a été ramené à 5% à compter du 22 septembre de la même année.

Source : Bank Al-Maghrib.

III- SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

**III - 1 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000
EMPLOIS					
Immobilisations	182	229	307	340	304
Crédits	7 333	10 233	14 027	16 434	17 934
Débiteurs divers et comptes de régularisation	87	228	238	326	411
Avoirs liquides	117	163	414	723	381
Total	7 719	10 853	14 986	17 823	19 030
RESSOURCES					
Fonds propres et assimilés	1 719	2 263	2 503	2 621	2 537
Provisions	766	835	1 057	1 590	2 379
Dettes de financement	1 779	3 689	5 158	6 291	6 602
Créditeurs divers et comptes de régularisation	1 030	1 083	1 283	1 142	1 417
Comptes de trésorerie	2 425	2 983	4 985	6 179	6 095
Total	7 719	10 853	14 986	17 823	19 030

Source : Bank Al-Maghrib.

**III - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT-BAIL**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000
EMPLOIS					
Immobilisations	38	66	94	191	54
Crédits	4 671	5 644	6 052	7 260	9 209
Débiteurs divers et comptes de régularisation	203	253	221	196	71
Avoirs liquides	7	93	40	27	29
Total	4 919	6 056	6 407	7 674	9 363
RESSOURCES					
Fonds propres et assimilés	709	889	1 010	1 142	1 237
Provisions	280	337	421	624	690
Dettes de financement	2 848	3 682	3 660	4 655	5 777
Créditeurs divers et comptes de régularisation	419	507	471	583	594
Comptes de trésorerie	663	641	845	670	1 065
Total	4 919	6 056	6 407	7 674	9 363

Source : Bank Al-Maghrib.

IV- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

IV - 1 - INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES OPCVM

Situation au	Actif net (en millions de dirhams)				Nombre de parts et actions en circulation (PAC)				Nombre de porteurs de parts ou actions				Indices de performance (*)			
	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Moyenne
30/12/1999	4 018,5	36 542,4	4 972,9	45 533,8	5 748 703	25 026 930	4 137 814	34 913 447	15 507	7 266	6 095	28 868	161,46	136,78	156,53	141,12
28/01/2000	3 938,2	35 392,4	4 976,3	44 306,9	5 723 657	23 559 975	4 174 825	33 458 457	15 512	7 586	5 966	29 064	158,89	135,70	154,66	139,89
25/02/2000	3 523,1	36 377,4	4 713,4	44 613,9	5 269 247	23 862 281	4 129 765	33 261 293	15 398	7 585	5 775	28 758	148,14	135,96	148,97	138,30
31/03/2000	3 503,6	37 538,6	4 651,8	45 694,0	5 209 286	24 451 980	4 065 663	33 726 929	15 358	7 544	5 639	28 541	150,75	136,81	151,16	139,34
28/04/2000	3 264,9	36 673,0	4 424,9	44 362,8	5 096 054	22 876 229	3 998 988	31 971 271	15 262	7 466	5 478	28 206	141,33	137,09	146,29	138,32
26/05/2000	3 674,7	37 230,4	4 221,0	45 126,1	5 445 840	26 141 377	3 661 564	35 248 781	15 316	7 387	5 369	28 072	147,48	137,56	149,88	139,52
30/06/2000	3 691,5	36 107,8	4 205,3	44 004,6	5 538 334	24 776 756	3 636 348	33 951 438	15 258	7 249	5 197	27 704	148,06	137,82	149,83	139,83
28/07/2000	3 563,4	32 913,8	4 059,2	40 536,4	5 532 083	23 217 878	3 621 465	32 371 426	15 169	7 048	4 994	27 211	141,00	137,65	145,67	138,75
25/08/2000	3 848,7	33 942,4	4 126,9	41 918,0	5 741 520	22 636 149	3 515 790	31 893 459	15 235	6 883	4 771	26 889	152,68	137,64	152,33	140,47
29/09/2000	3 605,5	34 862,5	3 981,5	42 449,5	5 603 787	22 282 795	3 467 654	31 354 236	15 131	6 755	4 684	26 570	145,60	138,20	148,96	139,84
27/10/2000	3 635,7	34 785,8	3 833,8	42 255,3	5 551 813	24 156 709	3 379 202	33 087 724	15 101	6 665	4 575	26 341	141,69	138,28	146,92	139,36
24/11/2000	3 377,3	34 814,9	3 681,7	41 873,9	5 303 937	22 266 393	3 312 842	30 883 172	15 044	6 620	4 428	26 092	135,58	138,77	143,58	138,94
29/12/2000	3 208,5	28 747,8	3 515,9	35 472,2	5 124 392	15 729 433	3 151 701	24 005 526	15 017	6 499	4 324	25 840	131,93	138,03	140,97	137,77
26/01/2001	2 915,3	30 663,3	3 166,8	36 745,4	4 894 008	23 522 917	2 954 380	31 371 305	14 939	6 509	4 203	25 651	123,12	138,63	136,74	137,24
23/02/2001	3 316,5	31 669,0	3 338,6	38 324,0	5 068 318	24 427 999	2 954 123	32 450 440	14 879	5 914	3 962	24 755	138,11	140,19	145,53	140,48
30/03/2001	3 361,8	33 295,5	3 346,6	40 003,9	5 327 680	25 850 358	2 939 136	34 117 173	15 085	6 616	3 955	25 656	133,62	143,51	145,22	142,82

(*) Les indices de base 100 au 31 décembre 1996 représentent l'évolution de la valeur liquidative moyenne des titres émis par les OPCVM. L'indice moyen est pondéré par les actifs nets respectifs des trois catégories d'OPCVM.

Source: Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

IV - 2 -EMPLOIS ET RESSOURCES CONSOLIDÉS DU "GROUPE C.D.G."(*)

(en millions de dirhams)

	1996	1997		1998		1999		2000	
	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.
EMPLOIS									
.Avoirs liquides	6	57	47	754	285	2	142	175	2
.Créances sur les banques	328	611	902	1 048	1 090	1 170	2 099	1 528	1 401
(dont: certificats de dépôts)	(230)	(480)	(880)	(990)	(1 084)	(1 151)	(1 165)	(1 012)	(982)
.Créances sur le Trésor	20 654	22 674	25 364	26 562	27 954	28 653	30 515	33 345	33 785
.Crédits à l'économie	373	421	358	226	522	228	304	709	554
.Titres de placement et de participation	12 624	11 990	11 828	12 178	12 522	13 658	13 050	13 610	12 937
.Titres de participation	1 156	947	923	1 219	1 167	1 493	1 539	1 990	2 344
.Titres de placement	11 468	11 043	10 905	10 959	11 355	12 165	11 511	11 620	10 593
(dont: bons des sociétés de financement)	(20)	(20)	(250)	(327)	(337)	(367)	(419)	(476)	(182)
.Emplois divers	3 288	4 067	3 720	4 281	3 739	5 090	5 117	5 025	5 535
TOTAL	37 273	39 820	42 219	45 049	46 112	48 801	51 227	54 392	54 214
RESSOURCES									
.Dépôts à la C.D.G.	21 773	22 077	24 122	24 325	25 896	25 966	27 340	27 702	27 877
.Dépôts de la C.N.S.S.	4 270	4 427	5 069	5 258	13 187	12 488	13 287	13 287	13 537
.Dépôts de la C.E.N.	11 806	11 806	12 790	12 590	5 679	5 381	5 528	5 636	5 906
.Fonds du travail	1 881	1 869	2 040	2 034	2 231	2 253	2 434	2 453	2 578
.Cautionnements et consignations	1 109	1 147	1 278	1 270	1 202	1 251	1 272	1 295	1 395
. Autres dépôts ⁽¹⁾	2 707	2 828	2 945	3 173	3 597	4 593	4 819	5 031	4 461
.Fonds et réserves techniques de la C.N.R.A. et du R.C.A.R.	11 515	11 701	12 456	13 331	14 461	15 298	17 030	17 936	17 030
.Fonds propres et provisions	2 369	2 318	2 645	2 653	3 086	3 090	3 683	3 688	5 045
.Fonds propres ⁽²⁾	2 184	2 133	2 286	2 288	2 464	2 468	2 792	2 797	3 015
.Provisions	185	185	359	365	622	622	891	891	2 030
.Ressources diverses	1616	3 724	2 996	4 740	2 669	4 447	3 174	5 066	4 262
TOTAL	37 273	39 820	42 219	45 049	46 112	48 801	51 227	54 392	54 214

(*) Caisse de dépôt et de gestion (CDG), Caisse nationale de retraites et d'assurances (CNRA) et Régime collectif d'allocation et de retraite (RCAR).

(1) Déposants divers, dépôts des notaires, secrétaires greffiers, Fonds de garantie automobile, dépôts des filiales et autres dépôts et comptes bloqués

(2) Capital , dotations et réserves.

Source: BANK AL-MAGHRIB

IV - 3 - ÉVOLUTION DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(en millions de dirhams)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1994	2 357	2 559	2 547	2 553	2 569	2 579	2 602	2 623	2 649	2 680	2 712	2 754
1995	2 787	2 804	3 044	3 058	3 076	3 097	3 122	3 145	3 174	3 219	3 254	3 292
1996	3 333	3 363	3 601	3 609	3 629	3 640	3 669	3 697	3 730	3 780	3 820	3 866
1997	3 905	3 927	4 214	4 245	4 257	4 285	4 315	4 342	4 395	4 467	4 509	4 553
1998	4 611	4 990	5 004	5 057	5 095	5 109	5 135	5 165	5 208	5 271	5 297	5 330
1999	5 369	5 402	5 662	5 627	5 617	5 609	5 615	5 634	5 654	5 687	5 707	5 721
2000	5 777	6 082	6 084	6 071	6 102	6 097	6 099	6 115	6 139	6 177	6 185	6 208
2001	6 245	6 238	6 271									

Source : Barid Al-Maghrib.

IV - 4 - BILAN DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

(en millions de dirhams)

ACTIF	1997	1998	PASSIF	1997	1998
ACTIF IMMOBILISÉ	30 220,88	34 860,68	FINANCEMENT PERMANENT	36 904,37	41 829,72
- Immobilisations en non-valeurs	19,44	46,60	- Capitaux propres et assimilés	4 425,36	5 833,34
- Immobilisations incorporelles	39,13	45,65	. Capital social ou fonds d'établissement	1 513,50	1 946,85
- Immobilisations corporelles	383,00	428,35	. Réserves	2 743,28	3 364,95
- Immobilisations financières			. Report à nouveau	-1 041,51	-1 194,84
(autres que placements)	1 764,73	1 985,97	. Résultat net de l'exercice	1 171,76	1 612,90
- Placements affectés aux opérations			. Autres capitaux propres et assimilés	38,33	103,48
d'assurance	28 014,58	32 354,11	- Dettes de financement	326,36	313,74
. Placements immobiliers	2 057,60	2 028,23	- Prov.durables pour risques et charges	31,91	82,93
. Obligations et bons	12 816,65	11 444,83	- Provisions techniques brutes	32 120,74	35 599,71
. Actions et parts sociales	11 513,01	16 987,85	. Provisions mathématiques vie	11 942,00	13 428,37
. Titres de créances négociables	268,50	435,48	. Provisions pour sinistres à payer	17 050,20	18 313,79
. Prêts et effets assimilés	342,56	321,02	. Autres provisions techniques	3 128,54	3 857,55
. Autres placements	1 016,26	1 136,70			
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	10 099,39	11 348,28	PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	4 202,05	4 925,40
- Part des cessionnaires dans les			- Dettes pour espèces remises par		
provisions techniques	4 434,55	4 830,14	les cessionnaires	1 276,30	1 358,73
- Créances de l'actif circulant	5 519,96	6 439,30	- Dettes du passif circulant	2 900,75	3 549,34
- Titres et valeurs de placements			- Autres prov. pour risques et charges	25,00	17,33
(non affectés aux op. d'assurance)	144,88	78,84			
TRÉSORERIE-ACTIF	848,73	786,80	TRÉSORERIE- PASSIF	62,58	240,64
TOTAL ACTIF	41 169,00	46 995,76	TOTAL PASSIF	41 169,00	46 995,76

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

V - MARCHÉ DES CAPITAUX

**V - 1 - PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ
MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(en millions de dirhams)

Date	Volume des transactions	Encours (fin de mois)
1997 Décembre	8 575	2 502
1998 Janvier	10 620	3 274
Février	8 760	2 609
Mars	7 400	2 757
Avril	8 568	2 973
Mai	8 552	1 808
Juin	8 620	1 748
Juillet	10 889	2 410
Août	9 484	1 769
Septembre	7 043	1 933
Octobre	10 849	3 222
Novembre	10 804	2 989
Décembre	13 034	3 041
1999 Janvier	10 869	3 468
Février	9 032	2 568
Mars	9 412	2 214
Avril	8 526	1 460
Mai	8 599	2 373
Juin	9 661	3 943
Juillet	16 045	4 838
Août	13 032	4 496
Septembre	13 201	4 298
Octobre	15 474	3 753
Novembre	7 620	3 834
Décembre	9 934	3 600
2000 Janvier	8 224	2 347
Février	6 404	1 463
Mars	7 891	2 699
Avril	8 151	2 681
Mai	7 447	3 627
Juin	9 051	3 624
Juillet	8 751	2 933
Août	6 093	2 016
Septembre	7 962	3 388
Octobre	9 408	2 882
Novembre	8 232	2 565
Décembre	8 905	2 917
2001 Janvier	9 621	3 224
Février	8 394	3 131
Mars	8 169	3 136

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 2 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(en millions de dirhams)

Date	Bons du Trésor			Autres titres de créances négociables				
	Bons du Trésor émis par adjudication	Emprunts nationaux	Total des bons du Trésor	Certificats de dépôt	Bons des sociétés de financement	Billets de trésorerie	Total des autres titres de créances négociables	
1997	Décembre	58 276	12.814*	71 090	3 011	1 854	70	4 935
1998	Janvier	58 568	12 814	71 382	2 974	2 168	70	5 211
	Février	58 450	12 814	71 264	3 035	2 313	70	5 418
	Mars	58 732	12 525	71 257	3 372	2 405	70	5 848
	Avril	59 396	13 261	72 657	3 306	2 694	70	6 070
	Mai	60 916	13 261	74 177	3 674	2 712	70	6 456
	Juin	62 151	13 237	75 388	3 779	2 724	70	6 572
	Juillet	61 892	13 194	75 086	3 995	2 790	70	6 855
	Août	65 051	13 194	78 245	3 865	2 790	70	6 725
	Septembre	65 324	12 422	77 746	4 093	2 890	70	7 052
	Octobre	68 894	12 422	81 316	4 141	2 930	70	7 141
	Novembre	71 198	12 422	83 620	4 151	3 090	70	7 311
	Décembre	72 270	12 291	84 561	4 808	3 140	80	8 028
1999	Janvier	75 595	12 069	87 664	4 791	3 135	80	8 005
	Février	75 810	12 069	87 879	4 784	3 298	80	8 162
	Mars	76 430	11 533	87 963	4 936	3 298	80	8 314
	Avril	78 156	12 131	90 287	4 923	3 395	80	8 398
	Mai	79 497	12 131	91 628	4 758	3 525	80	8 363
	Juin	85 217	11 702	96 919	4 772	3 643	80	8 495
	Juillet	85 269	11 628	96 897	4 544	3 728	80	8 352
	Août	83 215	11 628	94 843	5 165	3 738	80	8 983
	Septembre	83 195	10 817	94 012	5 482	4 151	80	9 713
	Octobre	86 258	10 755	97 013	5 654	4 156	80	9 890
	Novembre	88 583	10 755	99 338	5 779	4 573	80	10 431
	Décembre	94 572	9 618	104 190	5 813	4 596	20	10 429
2000	Janvier	98 790	9 618	108 408	5 811	4 638	20	10 469
	Février	98 770	9 618	108 388	6 050	4 690	20	10 759
	Mars	100 022	9 143	109 165	5 906	5 064	20	10 989
	Avril	102 002	9 061	111 063	5 856	5 064	20	10 940
	Mai	102 673	9 061	111 734	5 846	5 204	20	11 069
	Juin	102 952	8 409	111 361	5 829	5 128	20	10 977
	Juillet	106 428	8 310	114 738	5 829	5 190	20	11 038
	Août	106 919	8 310	115 229	5 994	4 945	20	10 959
	Septembre	108 588	7 481	116 069	5 998	4 923	20	10 941
	Octobre	111 617	7 481	119 098	5 770	5 060	20	10 843
	Novembre	113 794	7 481	121 275	5 734	4 932	20	10 685
	Décembre	116 359	6 965	123 324	5 596	4 959	-	10 555
2001	Janvier	121 654	6 680	128 334	5 264	4 767	25	10 056
	Février	124 016	6 680	130 696	5 241	4 736	25	10 002
	Mars	124 060	6 680	130 740	5 222	4 827	25	10 074

(*) Y compris le montant émis, de l'ordre de 2,2 milliards, ayant pour date de jouissance janvier 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 3 - INDICATEURS BOURSIERS

(en millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation	Indice (1)
1997 Décembre	4 046,5	118 666	667,52
1998 Janvier	2 249,1	119 900	670,08
Février	2 394,1	124 981	698,59
Mars	3 171,6	129 269	724,05
Avril	4 103,4	140 489	781,74
Mai	6 187,2	148 318	825,26
Juin	11 655,2	147 236	821,43
Juillet	4 116,4	149 340	828,34
Août	4 051,1	159 324	881,65
Septembre	7 895,8	154 818	858,54
Octobre	3 603,3	149 419	826,68
Novembre	2 319,8	146 798	813,28
Décembre	6 428,2	145 147	803,68
1999 Janvier	3 758,5	152 589	845,71
Février	3 209,3	149 882	831,22
Mars	7 467,0	142 522	792,16
Avril	7 386,6	139 532	776,79
Mai	5 860,5	134 374	748,03
Juin	20 560,0	140 750	783,26
Juillet	9 973,5	141 237	796,12
Août	6 378,2	146 214	824,8
Septembre	8 698,6	142 774	806,08
Octobre	4 578,1	143 883	811,08
Novembre	2 564,7	140 951	794,55
Décembre	12 038,7	138 051	777,08
2000 Janvier	2 186,1	137 145	771,29
Février	2 759,5	129 535	728,37
Mars	1 587,7	127 746	737,47
Avril	5 412,6	120 349	695,31
Mai	2 900,4	125 219	722,72
Juin	2 292,1	124 294	724,15
Juillet	1 849,0	121 666	695,29
Août	2 824,2	128 617	735,05
Septembre	3 071,9	126 598	724,38
Octobre	2 349,3	123 479	706,37
Novembre	1 365,1	117 583	672,64
Décembre	6 832,5	114 881	658,43
2001 Janvier	2 832,0	110 662	634,35
Février	1 925,3	123 677	708,58
Mars	1 563,0	120 425	687,84

(1) Base 100 au 31 décembre 1979.

Source : Bourse de Casablanca.

VI - FINANCES PUBLIQUES

**VI - 1 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN
DE FINANCEMENT DU TRÉSOR**

(en millions de dirhams)

Période	Recettes ordinaires	Dépenses budgétaires totales	Variations des arriérés de paiement (1)	Déficit (-) ou Excédent (+) de caisse	Financements intérieurs nets (2)	Financements extérieurs nets (2)
1997	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398
1998	83 898	97 097	+7 214	-5 985	10 722	-4 737
1999 (*)	106 538	103 497	-11 626	-8 585	12 978	-4 393
2000 (*)	92 875	113 523	+12 059	-8 589	14 908	-6 319
2000 (*) Janvier	8 557	7 587	-257	+713	800	-1 513
Février	15 221	16 012	-339	-1 130	3 848	-2 718
Mars	24 679	24 988	-248	-557	3 848	-3 290
Avril	30 973	33 009	-212	-2 248	6 104	-3 856
Mai	38 021	41 470	-380	-3 829	7 870	-4 041
Juin	49 533	54 522	+1 044	-3 945	8 028	-4 083
Juillet	56 873	60 498	+1 562	-2 063	7 519	-5 457
Août	63 383	68 804	+1 610	-3 811	9 415	-5 604
Septembre	71 375	77 282	+495	-5 412	11 429	-6 017
Octobre	78 951	85 749	+627	-6 171	13 046	-6 875
Novembre	85 755	97 612	+5 105	-6 752	13 376	-6 624
Décembre	92 875	113 523	+12 059	-8 589	14 908	-6 319
2001 (*) Janvier	8 912	7 883	-1 419	-390	3 060	-2 670
Février	38 809	18 489	-5 406	14 914	-11 378	-3 536
Mars	47 811	25 394	-8 223	14 194	-10 193	-4 001

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor qui donne une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux de Trésor en recettes et dépenses et non plus en en solde.

(1) Un montant positif signifie une reconstitution et un montant négatif un règlement d'arriérés de paiement.

(2) Emprunts moins amortissements.

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999 (*)	2000 (*)				2001 (*)		
				I	II	III	IV	Janvier	Février	Mars
I. Recettes ordinaires	81 944	83 898	106 538	24 679	49 533	71 375	92 875	8 912	38 809	47 811
Impôts directs	20 642	22 991	26 571	8 181	14 774	20 863	26 841	2 353	3 826	8 023
Droits de douane	11 988	12 907	12 587	3 288	6 452	9 674	12 809	1 170	2 247	3 273
Impôts indirects	33 477	34 313	36 038	8 820	17 962	27 615	36 659	3 429	6 305	9 284
Droits d'enregistrement et de timbre	3 591	3 705	3 967	1 683	2 476	3 313	4 162	1 040	1 380	1 630
Recettes fiscales exceptionnelles	-	1 025	2 598	-	-	-	-	-	-	-
Monopoles et exploitations	3 529	4 426	8 877	735	3 935	4 735	5 287	257	380	522
Domaines	129	134	136	42	59	75	121	5	19	24
Autres recettes	3 647	4 002	313	-	-	-	18	289	585	740
Produits des privatisations	4 941	395	3 523	477	927	1 224	1 977	7	23 352	23 352
Reliquat 2ème licence GSM.....	-	-	6 836	-	-	-	-	-	-	-
Recettes des comptes spéciaux de Trésor.....	-	-	5 092	1 453	2 948	3 876	5 001	362	715	963
II. Dépenses courantes	69 833	76 591	81 589	18 541	42 445	61 034	85 414	7 684	14 390	22 892
Intérêts de la dette publique	17 176	17 845	17 586	3 735	8 847	12 663	18 490	1 548	2 659	3 687
Biens et services	50 021	54 542	58 446	13 284	29 360	43 967	59 296	5 182	10 777	16 574
Compensation ⁽¹⁾	2 636	4 204	5 557	1 522	4 238	4 404	7 628	954	954	2 631
dont : Fonds de soutien des prix.....	-	-	4 367	539	2 276	2 276	3 922	-	-	464
III. Excédent (+) ou déficit (-) ordinaire.....	+12 111	+7 307	+24 949	+6 138	+7 088	+10 341	+7 461	+1 228	+24 419	+24 919
IV. Dépenses d'investissement	18 922	15 548	18 922	2 727	7 253	11 800	19 249	850	5 771	6 561
dont : Fonds spécial routier.....	-	-	1 156	186	695	771	1 211	-	6	22
V. Solde des autres comptes spéciaux du Trésor	-	-4 958	-2 986	-3 720	-4 574	-4 198	-6 958	651	1 672	4 059
Dépenses du Fonds Hassan II.....	-	-	-	-	250	250	1 902	-	-	-
VII. Variations des arriérés de paiement	-5 061	+7 214	-11 626	-248	+1 044	+495	+12 059	-1 419	-5 406	-8 223
VIII. Déficit (-) ou excédent (+) de caisse.....	-9 672	-5 985	-8 585	-557	-3 945	-5 412	-8 589	-390	14 914	14 194

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor qui donne une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux de Trésor en recettes et dépenses et non plus en en solde.

(1) Versements à la Caisse de compensation et à l'ONICL au titre des subventions de prix des produits de base.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(suite)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999	2000				2001		
				I	II	III	IV	Janvier	Février	Mars
IX. Financement du déficit de caisse.....	9 672	5 985	8 585	557	3 945	5 412	8 589	390	-14 914	-14 194
1. Financements intérieurs nets.....	18 070	10 722	12 978	3 848	8 028	11 429	14 908	3 060	-11 378	-10 193
A. Bank Al-Maghrib	1 515	-1 063	-4 760	44	1 594	3 425	1 866	-769	-20 499	-17 407
Avances conventionnelles	244	-1 643	-4 191	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse	1 240	534	-861	362	1 657	2 204	528	-922	-8 250	-8 250
Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	-	-	-	-	205	927	-	-	-	-
Dépôts auprès du CCP	-	6	-1	22	6	69	6	-7	-3	-6
Variations des encaisses des comptables publics	31	40	293	-340	-274	-274	-274	-	-12 961	-9 866
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	-	-	-	-	-	499	1 606	160	715	715
B. Banques de dépôts	3 769	-2	-3 697	-275	2 692	4 607	6 812	3 999	3 001	1 536
Portefeuille d'effets publics	3 868	-107	-3 632	-250	2 675	4 578	6 831	3 902	2 942	1 473
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	-99	105	-65	-25	17	29	-19	97	59	63
C. Secteur non bancaire	12 786	11 786	21 435	4 079	3 742	3 397	6 230	-170	6 120	5 678
Obligations et bons du Trésor	6 549	11 676	13 386	4 182	2 755	3 461	3 970	4 825	1 042	2 684
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	41	-1 421	1 059	996	241	374	461	-135	951	951
Autres	6 196	1 531	6 990	-1 099	746	-438	1 799	-4 860	4 127	2 043
2. Emprunts extérieurs nets.....	-8 398	-4 737	-4 393	-3 290	-4 083	-6 017	-6 319	-2 670	-3 536	-4 001

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme et Bank Al-Maghrib.

VI - 3 - ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE ⁽¹⁾

(en millions de dirhams)

Période	Dettes intérieure ⁽²⁾						Dettes extérieure ^(*)				Total général
	Ventilation par terme			Total	Ventilation par catégorie de créanciers		Ventilation par terme			Total	
	Court terme	Moyen terme	Long terme		Banques	Secteurs non bancaires	Court terme	Moyen terme	Long terme		
1994	34 141	14 970	44 730	93 841	51 391	42 450	-	137 219	137 219	231 060	
1995	30 579	23 487	47 067	101 133	55 753	45 380	-	133 272	133 272	234 405	
1996	24 720	35 326	50 415	110 461	57 565	52 896	-	131 038	131 038	241 499	
1997	18 619	43 185	59 722	121 526	62 940	58 586	-	130 377	130 377	251 903	
1998	15 744	48 706	66 584	131 034	60 946	70 088	-	125 864	125 864	256 898	
1999	19 005	48 580	69 083	136 668	53 220	83 448	-	123 955	123 955	260 623	
2000	21 832 ^(**)	56 965	70 680	149 477	61 993	87 484	-	119 000	119 000	268 477	

(1) La ventilation par terme est faite sur la base de la maturité initiale.

(2) Non compris les avances statutaires, les avances conventionnelles non rémunérées et les dépôts auprès des comptables publics du Trésor et du Service des chèques postaux.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

VII - INDICES DES PRIX

VII - 1 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES MANUFACTURIERES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Industries alimentaires	Industrie du tabac	Industrie textile	Industrie de l'habillement	Industrie du cuir et de la chaussure	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	Industrie du papier et du carton	Edition, imprimerie, reproduction	Raffinage du pétrole	Industrie chimique	Industrie du caoutchouc et des plastiques	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Métallurgie	Travail des métaux	Fabrication de machines d'équipements	Fabrication de machines et appareils électriques	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	Industrie automobile	Fabrication d'autres matériels de transport	Fabrication de meubles et industries diverses
Pondération	100	28,880	3,091	6,483	6,660	1,564	1,778	2,627	1,388	13,311	13,113	1,976	5,927	3,188	3,018	0,938	1,976	0,498	0,098	2,453	0,149	0,884
1998	97,4	101,0	109,4	100,3	100,1	98,3	100,5	97,1	100,0	74,6	100,2	101,4	102,0	99,7	100,4	100,3	102,6	99,3	100,0	99,4	98,9	100,8
1999	97,9	99,9	112,0	100,9	98,9	96,9	99,0	96,7	92,1	85,5	98,1	100,8	101,4	97,8	100,0	100,7	103,9	97,4	93,9	98,6	96,8	99,9
2000	107,0	99,8	113,7	97,1	97,6	97,0	99,0	103,8	91,3	152,8	98,5	97,6	103,5	101,1	100,3	97,8	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
1999 I	94,6	100,0	109,4	100,6	100,0	96,9	98,9	89,9	94,1	61,5	97,7	100,8	101,4	98,7	100,5	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	100,4
II	96,5	99,8	109,4	100,6	100,0	96,8	99,0	95,5	94,1	75,7	98,1	100,8	101,4	96,4	99,9	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	99,8
III	98,9	99,7	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	102,4	90,0	92,2	98,1	100,8	101,4	97,4	99,9	100,8	103,4	97,8	93,9	98,4	96,8	99,8
IV	101,7	99,9	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	99,0	90,0	112,5	98,3	100,8	101,4	98,6	99,5	101,0	106,0	97,8	93,9	99,0	96,8	99,5
2000 I	105,1	101,5	114,6	99,8	97,9	97,0	101,1	102,4	91,3	133,2	98,5	96,4	103,6	101,8	99,9	97,9	107,8	97,2	96,8	99,0	95,0	99,0
II	105,2	99,3	113,4	96,2	97,9	97,0	98,0	105,7	91,3	141,1	98,6	96,4	103,5	99,2	100,3	97,9	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
III	106,5	99,3	113,4	96,1	97,5	97,0	98,0	104,7	91,3	149,3	98,6	99,2	103,5	104,3	100,3	97,9	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
IV	111,3	99,2	113,4	96,1	96,9	97,0	98,7	102,5	91,3	187,7	98,4	98,5	103,5	99,1	100,8	97,4	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	98,8
2001 I	105,7^(*)	100,2	113,4	96,1	96,9	97,0	98,7	98,0	96,0	143,8 ^(*)	98,3	99,3	103,5	99,1	100,8	96,6	107,4	97,2	96,8	98,9	94,0	98,8

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

(*) chiffres provisoires

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 2 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES EXTRACTIVES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Extraction d'hydrocarbures	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	Autres industries extractives
Pondération	100,0	0,796	19,792	79,412
1998	107,1	89,8	86,4	112,4
1999	106,0	92,0	89,4	110,3
2000	113,3^(*)	109,3 ^(*)	96,0	117,7
1999 I	104,7	87,8	85,8	109,6
II	105,6	87,8	88,9	109,9
III	106,3	92,8	90,3	110,4
IV	107,3	99,6	92,5	111,1
2000 I	105,7	99,6	85,6	110,8
II	105,8	99,6	85,6	110,9
III	105,9	99,6	85,6	111,0
IV	114,5^(*)	109,6 ^(*)	102,0 ^(*)	117,7
2001 I	114,4^(*)	109,6 ^(*)	102,0 ^(*)	117,5 ^(*)

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

(*) chiffres provisoires

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 3 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU
 (Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	Traitement et distribution d'eau
Pondération	100,0	72,38	27,62
1998	104,7	99,6	118,3
1999	111,7	99,1	144,8
2000	109,6	95,1	147,7
1999 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	111,7	99,1	144,8
2000 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	103,2	82,9	156,4
2001 I	103,2	82,9	156,4

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 4 - INDICE DES PRIX DE GROS (231 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1977)

Rubrique	Indice général	Secteur agricole								Secteur industriel et énergétique					
		Ensemble du secteur	Céréales et légumineuses sèches	Cultures industrielles et oléagineuses	Cultures maraichères	Produits de l'arboriculture et de la viticulture	Produits de l'élevage	Produits de la sylviculture	Produits de la pêche	Ensemble du secteur	Energie	Industries alimentaires	Habillement et textiles	Industries métallurgiques	Autres industries
Pondération	100	39,6	20,2	16,0	11,8	12,0	23,3	7,8	8,9	60,4	10,2	41,4	12,1	17,2	19,1
1994	325,2	314,1	290,8	309,4	359,9	330,2	240,1	382,3	427,4	332,5	430,0	305,0	254,2	395,2	332,9
1995	346,3	350,3	329,3	314,9	416,9	458,9	247,1	405,9	448,3	343,7	473,0	307,5	256,7	405,0	353,0
1996	361,6	369,7	317,1	394,7	434,5	436,0	254,3	438,0	511,1	356,3	523,0	319,0	259,1	408,0	363,4
1997	356,9	350,5	311,9	318,2	359,6	405,8	248,7	454,3	585,6	361,2	529,1	318,4	260,6	432,4	363,7
1998	368,2	366,7	336,8	346,0	391,6	414,8	231,2	473,5	634,4	369,2	515,2	329,5	260,9	451,7	371,2
1999	371,1	369,2	390,0	340,1	365,8	450,2	228,6	473,0	546,3	372,4	549,1	327,0	264,0	455,6	370,1
1998 Janvier	364,8	363,9	339,1	348,0	357,6	382,1	238,5	470,0	667,5	365,4	523,7	323,8	260,9	439,2	370,6
Février	366,5	363,1	340,3	348,1	362,8	381,9	226,6	470,1	680,8	368,7	517,0	330,2	260,9	445,0	372,2
Mars	367,6	364,9	336,7	348,2	375,0	396,5	220,9	471,6	686,8	369,4	511,1	330,6	260,9	451,8	372,5
Avril	369,1	367,7	338,3	348,3	380,0	409,2	204,3	477,5	729,0	370,0	509,7	332,0	260,9	452,5	372,6
Mai	367,3	364,1	326,2	348,0	386,7	421,9	217,2	475,9	657,7	369,4	514,4	330,3	260,9	451,6	371,2
Juin	366,0	362,1	329,8	349,4	393,3	420,4	232,0	474,2	580,0	368,7	513,9	328,8	260,9	451,8	370,8
Juillet	367,9	367,7	325,3	349,3	400,8	432,5	236,0	473,7	617,1	368,0	506,9	328,9	260,9	451,8	370,9
Août	368,9	368,3	326,7	347,3	409,0	434,3	232,5	473,5	620,4	369,4	511,6	329,5	260,9	455,5	371,1
Septembre	369,6	368,7	328,1	347,7	411,7	430,7	236,8	473,7	611,6	370,2	516,6	330,8	260,9	456,2	369,5
Octobre	369,7	368,1	319,5	345,1	410,6	430,4	232,2	473,8	642,6	370,8	521,4	330,4	260,9	456,2	370,8
Novembre	370,3	368,9	345,1	338,7	406,2	421,2	250,7	474,2	574,0	371,2	521,4	331,1	260,9	456,1	371,3
Décembre	370,3	372,5	386,7	334,4	405,2	416,8	246,6	474,5	546,1	368,8	514,7	328,1	260,9	453,2	371,3
1999 Janvier	369,3	371,1	390,1	399,7	339,9	418,1	236,8	474,6	543,5	368,1	513,2	326,4	260,9	454,0	371,4
Février	368,9	367,3	394,1	339,0	395,8	415,2	225,7	475,6	531,2	369,9	525,8	325,0	264,3	458,4	371,4
Mars	370,4	370,3	394,4	338,6	383,4	427,2	225,9	477,3	563,0	370,5	528,2	325,9	264,3	458,0	371,3
Avril	369,6	366,5	393,0	338,5	368,4	458,3	210,6	476,5	541,8	371,7	533,2	327,6	264,3	458,0	371,2
Mai	369,9	366,8	390,7	333,7	359,9	470,4	223,0	481,5	518,0	371,9	543,6	324,9	264,3	457,9	372,5
Juin	368,7	363,9	382,0	333,1	361,5	477,6	215,3	460,2	532,3	371,9	547,2	326,3	264,3	457,3	368,5
Juillet	369,3	364,2	383,9	332,6	361,0	471,5	206,2	467,5	558,4	372,7	549,4	328,5	264,3	454,8	369,0
Août	369,6	364,9	384,8	332,1	357,4	470,1	216,6	467,6	545,3	372,8	549,7	328,8	264,3	454,1	369,1
Septembre	372,2	370,0	388,8	331,8	354,3	446,0	248,0	467,1	548,9	373,6	562,5	328,0	264,3	452,9	369,4
Octobre	372,0	369,3	393,7	331,7	348,8	407,5	253,8	472,4	569,3	373,8	562,9	327,9	264,3	454,4	369,4
Novembre	374,9	373,0	393,0	358,5	350,1	448,4	240,4	477,7	538,0	376,1	586,8	327,6	264,3	454,4	369,2
Décembre	378,4	382,5	391,0	372,1	348,8	492,6	240,4	477,9	566,2	375,7	586,8	327,5	264,3	453,1	368,6

(1) L'indice des prix de gros (base 100 = 1977) se réfère à 231 produits finis, offerts sur le marché local, dont 77 articles relevant du secteur agricole et 154 articles industriels et énergétiques regroupés dans un second secteur. Il est calculé mensuellement au niveau national, selon la formule de Laspeyres, à partir de prix relevés toutes taxes comprises auprès d'un échantillon de grossistes installés dans neuf villes. Ses pondérations annuelles sont fixes et correspondent à la structure des transactions en gros.

N.B. La Direction de la Statistique a cessé de publier l'indice des prix de gros à compter du 1er Janvier 2000.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 5 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1989)

Rubrique	Indice général	Produits alimentaires			Produits non alimentaires							
		Ensemble	Céréales	Viandes	Ensemble	Habillement	Habitation	Equipement ménager	Soins médicaux	Transports et communications	Loisirs et culture	Autres services
Pondération	100	45,15	8,98	10,26	54,85	7,48	12,48	5,31	4,71	7,58	4,74	12,55
1995	143,4	153,9	136,1	161,0	134,8	137,3	135,8	125,8	125,1	132,7	131,8	144,3
1996	147,7	155,0	140,2	172,8	141,8	142,0	146,3	130,3	131,1	138,1	140,0	150,2
1997	149,2	153,3	139,4	171,1	145,8	147,3	148,5	133,7	133,9	144,0	146,1	154,7
1998	153,3	158,1	140,6	175,1	149,2	152,9	152,2	136,1	138,3	148,0	148,8	157,3
1999	154,4	156,7	141,2	172,1	152,3	157,5	156,5	137,9	139,9	150,5	150,7	159,7
2000	157,3	159,1	141,8	162,8	155,6	161,3	159,2	138,2	140,6	158,4	154,0	163,1
1999 Janvier	154,0	157,9	141,4	174,6	150,6	155,7	154,8	137,5	139,4	146,9	150,4	157,9
Février	152,7	154,7	141,2	169,7	150,8	156,2	155,2	137,6	139,5	147,0	150,2	158,2
Mars	152,8	154,6	141,2	170,3	151,1	156,4	155,9	137,7	139,2	147,0	150,1	158,4
Avril	153,2	155,4	141,2	175,6	151,2	156,9	155,9	138,0	139,3	147,2	150,1	158,5
Mai	154,0	156,6	141,3	171,7	151,6	157,2	156,4	138,0	139,9	149,4	150,0	158,6
Juin	154,3	157,0	141,2	169,2	151,9	157,5	156,5	138,0	140,0	149,4	150,1	158,8
Juillet	154,3	156,7	141,0	169,8	152,1	157,6	156,7	138,0	140,2	150,8	149,9	159,0
Août	154,9	157,4	141,1	169,4	152,6	157,7	156,8	138,0	140,1	151,3	149,9	161,0
Septembre	155,7	158,5	141,1	172,0	153,2	158,2	157,0	138,0	140,3	153,3	151,6	161,2
Octobre	155,8	158,5	141,2	174,4	153,3	158,5	157,1	138,1	140,3	153,3	152,1	161,2
Novembre	155,2	156,3	141,3	173,8	154,0	158,8	158,0	138,1	140,3	155,1	152,2	161,4
Décembre	155,7	157,3	141,4	174,9	154,1	159,8	158,2	138,1	140,4	155,1	152,0	161,6
2000 Janvier	156,0	157,5	141,6	174,9	154,5	160,4	158,5	138,3	140,4	156,4	152,2	161,7
Février	155,4	155,9	141,4	173,7	154,7	160,6	158,6	138,3	140,3	157,0	152,1	161,9
Mars	156,5	158,1	141,6	171,4	154,9	160,5	158,7	138,4	140,4	157,2	152,1	162,2
Avril	158,0	161,5	141,8	159,5	154,9	160,8	158,7	138,3	140,5	156,5	152,0	162,6
Mai	156,3	157,6	142,3	155,5	155,0	160,8	158,8	138,3	140,7	156,5	152,7	162,7
Juin	156,0	156,8	141,6	155,1	155,1	161,1	158,9	138,3	140,7	156,5	152,7	162,9
Juillet	155,9	156,3	141,5	157,8	155,3	161,2	159,0	138,2	140,9	156,5	152,7	163,2
Août	156,3	157,1	141,4	160,5	155,4	161,4	159,1	138,2	140,9	156,5	152,8	163,5
Septembre	158,0	159,6	141,8	157,3	156,4	161,7	159,5	138,1	140,9	161,7	156,1	163,7
Octobre	160,9	165,7	142,0	159,3	156,7	161,9	159,7	138,1	140,9	161,7	157,1	164,1
Novembre	160,1	163,8	142,3	163,5	156,8	162,2	159,9	138,2	140,5	161,7	157,4	164,4
Décembre	158,3	159,3	142,3	164,6	157,2	162,8	160,7	138,2	140,5	162,1	157,5	164,5
2001 Janvier	158,0	158,1	142,3	171,2	157,6	162,8	161,9	138,3	140,7	162,2	157,5	164,7
Février	157,5	157,1	142,2	173,4	157,6	162,7	162,0	138,2	140,8	161,6	157,4	164,6
Mars	157,2	156,1	142,4	172,5	157,8	162,7	162,1	138,0	142,6	162,1	158,0	164,8

(1) L'évolution du coût de la vie est suivie depuis septembre 1993 au moyen d'un indice ayant pour base l'année 1989. Cependant des séries rétrospectives remontant à 1990 ont été établies. Le champ d'application de cet indice est élargi à onze villes et le nombre d'articles retenus dans la composition du panier est de 385 classés en huit groupes. En outre, ce panier et les structures de pondération qui lui sont appliquées sont actualisés en fonction des données de l'enquête menée périodiquement sur la consommation des ménages. Cet indice se limite cependant à une population urbaine appartenant à cinq catégories socio-économiques à revenu modeste.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - PRODUCTION

VIII - 1 - INDICE DE LA PRODUCTION
MINES ET ÉNERGIE
(Base 100 = 1992)

Rubrique	MINES								ÉNERGIE			
	Indice général du secteur	Minerais non métalliques				Minerais métalliques			Indice général du secteur	Charbon	Pétrole raffiné	Électricité
		Ensemble	Phosphates	Autres minerais non métalliques destinés à l'industrie chimique	Autres minerais non métalliques sauf carrière	Ensemble	Minerai de fer	Autres minerais métalliques				
Pondération	1000	835,0	786,5	46,4	2,1	165,0	5,5	159,5	1000	18,0	565,7	416,3
1995	105,6	106,0	106,1	105,3	71,8	103,6	48,0	105,5	110,1	114,8	100,0	123,7
1996	108,2	108,6	108,9	104,9	74,5	106,1	14,9	109,3	110,1	89,4	96,7	129,1
1997	117,8	119,7	120,6	104,3	100,3	108,5	7,8	112,0	117,2	66,5	104,0	137,5
1998	116,0	117,7	118,3	108,8	102,8	107,3	5,7	110,8	116,4	47,6	101,8	139,3
1999	113,5	114,9	115,8	101,5	91,0	106,6	7,8	110,0	124,0	22,8	118,7	135,7
1997 I	113,8	113,9	114,7	100,3	94,7	113,1	9,6	116,6	107,7	72,7	90,2	132,9
II	112,8	113,7	114,3	102,7	103,3	108,7	10,0	112,1	124,0	65,7	118,7	133,7
III	118,4	122,8	124,3	99,2	95,0	95,7	3,1	98,9	121,8	56,2	106,4	145,6
IV	126,4	128,3	129,1	115,2	108,3	116,7	8,4	120,4	115,5	71,4	100,6	137,6
1998 I	114,7	117,5	119,1	92,6	86,7	100,3	6,9	103,5	109,7	35,5	90,4	139,1
II	115,5	118,2	117,9	125,0	67,0	102,1	6,4	105,4	112,8	60,5	96,4	137,2
III	117,4	121,1	121,8	108,8	121,5	98,5	3,5	101,8	120,3	49,2	107,2	141,2
IV	121,7	120,4	121,0	108,8	136,2	128,4	6,0	132,7	123,0	45,1	113,2	139,6
1999 I	112,3	114,0	115,2	94,8	81,3	103,9	8,0	107,2	115,3	32,5	102,2	136,6
II	118,2	120,3	121,2	107,6	82,4	107,6	7,9	111,1	124,2	28,6	120,3	133,6
III	112,0	114,4	115,1	103,7	95,6	99,9	6,9	103,1	129,1	19,1	126,6	137,2
IV	111,5	110,9	111,5	100,0	104,7	114,9	8,6	118,6	127,5	11,1	125,5	135,2
2000 I	113,1	103,2	104,8	76,8	112,9	163,0	8,2	168,3	117,6	11,1	113,1	128,4
II	106,8	106,4	107,4	91,5	81,1	108,6	12,1	112,0	120,1	7,6	119,0	126,6
III	117,4	122,4	122,3	121,9	146,4	92,4	1,7	95,5	125,5	0,8	110,7	150,9
IV	111,0	111,5	113,9	72,6	73,5	108,9	2,5	112,5	116,5	0,7	100,1	143,8

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

**VIII - 2 - INDICE DE LA PRODUCTION
INDUSTRIES DE TRANSFORMATION**

(Base 100 = 1992 ⁽¹⁾)

Rubrique	Ensemble des industries de transformation	Produits des industries alimentaires	Autres produits des industries alimentaires	Boissons et tabacs	Produits textiles et bonneterie	Habillement à l'exclusion des chaussures	Cuir et chaussures en cuir	Bois, articles en bois, meubles	Papier, carton imprimerie	Produits issus de la transf. Des minéraux des carrières	Produits de l'industrie métallique de base	Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines	Machines et matériel d'équipement	Matériel de transport	Matériel électrique et électronique	Matériel de bureau, de mesure,...	Produits de la chimie et de la parachimie	Caoutchouc et plastique	Autres industries manufacturières	
Pondération	1000	74	110	65	113	90	20	21	37	108	22	61	20	41	34	2	151	30	1	
1995	107,1	114,3	108,8	105,7	92,6	123,1	107,7	101,4	110,3	107,1	110,7	100,9	107,7	92,7	110,4	93,2	108,0	112,1	121,2	
1996	110,5	116,6	111,8	111,7	91,4	130,6	118,5	104,1	117,1	114,2	108,6	100,9	96,3	106,2	110,3	82,0	109,7	119,4	118,5	
1997	115,1	120,3	110,9	108,6	95,9	139,7	122,8	103,7	126,8	119,9	122,3	103,0	102,2	111,2	112,5	101,7	118,5	120,4	120,1	
1998	117,9	126,6	121,6	117,1	97,3	147,5	114,1	105,4	128,4	114,0	121,0	100,5	103,4	116,6	115,8	102,0	120,0	122,2	109,7	
1999	120,7	127,0	125,0	116,3	98,4	142,1	111,2	106,2	135,1	117,3	135,0	105,4	109,2	120,3	126,4	136,9	125,7	127,7	108,6	
1997	I	104,8	93,8	89,7	89,5	94,2	148,8	123,1	111,9	111,2	106,7	112,7	92,1	100,0	113,2	111,8	101,1	102,9	109,0	117,5
	II	118,5	113,3	113,0	127,0	105,4	140,5	109,0	107,1	132,9	119,7	122,3	105,3	108,7	122,0	129,2	95,4	118,4	124,8	133,5
	III	117,1	166,5	127,6	119,8	84,9	119,0	127,8	80,9	143,1	124,8	107,7	97,8	85,2	92,7	92,5	96,3	124,5	115,9	118,8
	IV	120,0	107,3	113,4	98,2	99,2	150,4	131,4	114,7	119,9	128,4	146,5	116,8	115,1	117,1	116,5	114,1	128,1	131,7	110,7
1998	I	108,2	101,6	99,3	99,8	99,7	150,7	127,9	106,3	112,2	101,0	123,6	90,1	90,1	109,6	103,6	89,5	108,3	128,7	110,6
	II	120,9	120,8	116,2	132,3	105,8	166,8	102,9	111,6	136,0	110,5	123,1	100,7	103,6	122,9	130,0	105,4	118,5	121,8	103,3
	III	118,7	181,2	132,0	127,4	79,4	124,5	131,8	83,4	158,0	118,5	96,8	90,9	99,8	102,0	100,6	71,4	122,2	107,5	119,7
	IV	124,1	102,7	138,8	108,8	104,9	151,1	94,0	120,2	107,5	125,9	140,6	120,2	120,0	132,1	129,2	141,6	131,1	130,8	105,1
1999	I	109,3	94,7	100,4	97,9	96,7	149,5	120,3	106,8	112,2	99,7	132,1	93,3	103,9	109,3	117,3	111,0	116,5	128,1	116,5
	II	125,8	132,7	126,4	138,2	109,8	156,4	100,6	104,5	126,8	120,9	133,1	106,7	110,6	124,4	136,1	143,6	126,0	128,7	102,2
	III	120,2	172,2	131,9	121,7	87,0	120,5	130,0	90,6	159,2	122,7	112,6	97,9	92,8	104,7	119,5	110,7	121,4	113,8	111,1
	IV	127,6	108,4	141,2	107,3	100,1	142,2	93,9	122,7	142,2	125,7	162,2	123,7	129,5	142,8	132,7	182,3	139,0	140,1	104,5
2000	I	113,8	119,8	108,2	117,4	95,1	141,2	120	108,9	115,9	107,2	134,8	88,9	110	108,7	123,2	110,3	117,8	134,1	100,7
	II	128,3	137,9	129,6	135,5	111,8	141,3	94,8	104,3	144,0	131,0	139,1	114,9	121,5	120,9	137,2	174,9	128,6	135,4	119,1
	III	125,3	177,8	141,9	127,4	88,9	121,1	129,4	95,8	170,5	123,3	116,2	104,4	102,7	112,4	115,8	112,9	130,6	114,4	128,1
	IV	132,1	106,0	144,9	102,9	112,2	151,0	115,0	134,2	162,3	123,5	151,4	127,6	147,9	160,2	132,3	240,5	143,1	121,3	99,0

(1) L'indice de la production industrielle de base 100 en 1992 remplace l'indice de base 100 en 1987. C'est un indice de volume qui couvre l'essentiel de la production industrielle. La formule utilisée est celle de Laspeyres à base et à pondérations fixes. Les pondérations des branches et des sous-branches sont calculées sur la base de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - 3 - PRODUCTION MINIÈRE

Période	Phosphates secs (1000 t)	Fer (tonnes)	Plomb (tonnes)	Zinc (tonnes)	Cuivre (tonnes)	Manganèse chimique (tonnes)	Barytine (tonnes)	Fluorine (tonnes)
1995	20 186	47 192	101 631	153 125	35 952	31 263	289 541	105 800
1996	20 792	11 842	107 577	152 580	37 623	29 466	282 537	95 900
1997	23 084	12 001	110 507	171 796	37 344	30 806	343 314	103 800
1998	22 644	9 285	115 059	216 011	31 719	28 332	353 206	105 000
1999	22 161	6 625	114 225	215 612	25 693	26 285	323 539	83 100
2000	21 459	5 615	117 510	201 741	23 150	25 830	320 243	77 800

Source : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.

VIII - 4 - PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Période	Charbon (1000 t)	Electricité nette en millions de kWh	
		d'origine hydraulique	d'origine thermique
1995	649,6	605,0	10 105,5
1996	505,6	1 937,0	9 113,0
1997	376,3	2 062,1	9 480,0
1998	269,1	1 759,0	9 936,3
1999	129,2	817,0	10 574,9
2000	29,0	704,7	10 770,8

Sources : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.
Office national de l'électricité.

VIII - 5 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	1998		1999		2000 ^(*)	
	Total	%	Total	%	Total	%
Consommation primaire	9 086	100	9 664	100	9 488	100
- Charbon	2 244	24,7	2 209	22,9	2 400	25,3
- Produits pétroliers	6 170	67,9	6 730	69,6	6 236	65,5
- Gaz naturel	28	0,3	33	0,3	38	0,4
- Electricité hydraulique et importée.....	644	7,1	692	7,2	814	8,6
dont :						
Matières premières locales ...	648	100	329	100	267	100
- Anthracite	151	23,3	72	21,9	16	6,0
- Pétrole et gaz naturel.....	40	6,2	45	13,7	51	19,1
- Electricité hydraulique et éolienne	457	70,5	212	64,4	200	74,9
Déficit énergétique.....	8 438		9 335		9 221	
- En pourcentage de la consommation globale.....		92,9		96,6		97,2

(*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines (Direction de l'énergie).

VIII - 6 - PRODUCTION DE CÉRÉALES ET SUPERFICIES CULTIVÉES

Période	Blé dur		Blé tendre		Orge		Maïs		Riz (Paddy)		Divers	
	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t
1994 - 1995	820	439	1 148	652	1 579	608	387	51	1	4	51	14
1995 - 1996	1 249	2 270	1 964	3 646	2 430	3 831	254	235	9	53	76	58
1996 - 1997	972	882	1 521	1 435	1 996	1 324	341	374	9	32	67	39
1997 - 1998	1 127	1 544	1 960	2 834	2 426	1 970	310	201	4	20	68	31
1998 - 1999	1 078	800	1 614	1 354	2 070	1 474	331	136	8	35	64	35
1999-2000 ^(*)	1 079	428	1 823	953	2 251	467	238	95	6	25	40	19

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural .

VIII - 7 - PRODUCTION D'AUTRES PRODUITS AGRICOLES

Période	Agrumes	Primeurs	dont: tomates	Légumineuses	dont: fèves	Rosacées fruitières	dont: pommes	Raisins	Betterave à sucre	Canne à sucre	Olives	Huile d'olive	Oléagineux	Vin
	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 hl
1994 - 1995	997	737	453	87	36	501	310	174	2 717	1 031	340	35	26	173
1995 - 1996	1 400	745	484	273	144	595	360	193	2 750	899	800	80	130	285
1996 - 1997	1 194	775	490	214	93	638	384	262	2 613	743	550	50	115	376
1997 - 1998	1 591	855	540	245	108	553	285	262	2 823	1 283	650	60	107	297
1998 - 1999	1 303	988	556	129	55	599	303	310	3 236	1 373	400	40	85	496
1999-2000 ^(*)	1 300	1 010	550	80	33	575	300	253	2 824	1 326	400	40	...	...

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural .

VIII - 8 - PÊCHES MARITIMES

(en milliers de tonnes)

Période	Production	Pêche hauturière	Pêche côtière	Consommation de produits frais	Transformation	dont: Conserves	Exportations	dont: Crustacés et mollusques	Conserves
1995	842,5	113,8	728,7	188,3	540,6	152	237	111	68,0
1996	615,9	90,9	525,0	169,4	355,3	139	200	98,3	61,6
1997	773,2	111,5	661,7	148,2	513,5	142	152	91,3	61,0
1998	694,4	87,3	607,1	182,4	422,9	147	183	119	64,2
1999	747,0	125,0	622,0	188,9	433,2	169,7	257,7	140,7	69,0
2000 ^(*)	895,9	130,7	765,2	253,7	511,5	129,8	317,1	167,8	82,5

(*) Chiffres provisoires.

Sources : Ministère des pêches maritimes et Office national des pêches.

Office des changes.

VIII-9 - L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Indicateurs	Tourisme étranger			Nuitées du tourisme interne (*)	Nuitées globales
	Entrées de touristes de séjour	Recettes touristiques (En millions de Dh)	Nuitées (*)		
1995	1 524 119	11 071	7 780 255	2 161 085	9 941 340
1996	1 632 731	14 597	7 886 191	2 187 015	10 073 206
1997	1 823 448	13 780	8 645 002	2 263 441	10 908 443
1998	1 953 631	16 754	9 701 359	2 280 114	11 981 473
1999	2 274 814	19 112	10 844 291	2 218 314	13 062 605
2000	2 462 894	21 080	11 267 753	2 271 833	13 539 586
1999 Janvier	119 821	1 091	673 927	94 617	768 544
Février	150 887	1 066	804 804	147 503	952 307
Mars	190 958	1 379	1 033 214	170 220	1 203 434
Avril	198 606	1 426	1 054 106	180 331	1 234 437
Mai	172 380	1 209	905 991	172 049	1 078 040
Juin	183 893	1 207	821 570	174 854	996 424
Juillet	291 261	2 679	891 630	235 467	1 127 097
Août	256 347	3 124	1 160 898	400 079	1 560 977
Septembre	191 642	1 535	979 670	213 799	1 193 469
Octobre	205 510	1 501	1 020 386	171 576	1 191 962
Novembre	164 347	1 489	894 794	167 106	1 061 900
Décembre	149 162	1 405	603 301	90 713	694 014
2000 Janvier	142 758	1 346	706 097	128 975	835 072
Février	170 031	1 316	877 162	149 489	1 026 651
Mars	208 298	1 583	1 103 738	155 250	1 258 988
Avril	253 713	1 394	1 215 038	185 463	1 400 501
Mai	185 336	1 507	961 187	157 305	1 118 492
Juin	186 831	1 488	889 182	171 195	1 060 377
Juillet	302 754	2 840	895 724	266 047	1 161 771
Août	261 750	3 450	1 163 512	445 194	1 608 706
Septembre	195 781	1 568	972 101	201 519	1 173 620
Octobre	210 294	1 761	1 020 873	162 669	1 183 542
Novembre	164 239	1 413	832 979	153 881	986 860
Décembre	181 109	1 415	630 160	94 846	725 006
2001 Janvier	154 726	2 193	762 330	145 531	907 861
Février	182 112	1 639	886 979	146 298	1 033 277
Mars	232 093	2 059	1 122 136	176 150	1 298 286

(*) Nuitées réalisées dans les hôtels classés.

Sources : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.
Office des changes.

IX- COMMERCE EXTÉRIEUR

IX - 1 - BALANCE COMMERCIALE

(en millions de dirhams)

Année		Exportations FOB		Importations CAF		Soldes	
1995 ⁽¹⁾		40 240		72 869		-32 629	
1996 ⁽¹⁾		41 356		71 963		-30 607	
1997 ⁽¹⁾		44 554		75 021		-30 467	
1998		68 608		98 676		-30 068	
1999		73 617		105 931		-32 314	
2000		78 808		122 315		-43 507	
Mois		Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées
1999	Janvier	5 170	5 170	6 424	6 424	-1 254	-1 254
	Février	5 482	10 652	8 066	14 490	-2 584	-3 838
	Mars	6 885	17 537	9 345	23 835	-2 460	-6 298
	Avril	6 221	23 758	9 312	33 147	-3 091	-9 389
	Mai	6 202	29 960	8 868	42 015	-2 666	-12 055
	Juin	6 213	36 173	10 365	52 380	-4 152	-16 207
	Juillet	6 541	42 714	8 800	61 180	-2 259	-18 466
	Août	5 117	47 831	8 155	69 335	-3 038	-21 504
	Septembre	5 536	53 367	8 233	77 568	-2 697	-24 201
	Octobre	6 060	59 427	8 736	86 304	-2 676	-26 877
	Novembre	6 555	65 982	9 589	95 893	-3 034	-29 911
	Décembre	7 635	73 617	10 038	105 931	-2 403	-32 314
2000	Janvier	6 816	6 816	9 005	9 005	-2 189	-2 189
	Février	7 857	14 673	9 425	18 430	-1 568	-3 757
	Mars	6 126	20 799	10 227	28 657	-4 101	-7 858
	Avril	5 643	26 442	10 080	38 737	-4 437	-12 295
	Mai	6 413	32 855	10 776	49 513	-4 363	-16 658
	Juin	6 880	39 735	11 910	61 423	-5 030	-21 688
	Juillet	7 205	46 940	9 950	71 373	-2 745	-24 433
	Août	5 778	52 718	10 670	82 043	-4 892	-29 325
	Septembre	5 765	58 483	8 522	90 565	-2 757	-32 082
	Octobre	6 878	65 361	11 082	101 647	-4 204	-36 286
	Novembre	6 570	71 931	10 547	112 194	-3 977	-40 263
	Décembre	6 877	78 808	10 121	122 315	-3 244	-43 507
2001	Janvier	6 662	6 662	10 633	10 633	-3 971	-3 971
	Février	6 790	13 452	9 577	20 210	-2 787	-6 758

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 2 - IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000
Alimentation, boissons et tabacs.....	10 149	11 438	11 540	14 219
Blé	3 486	3 728	3 817	5 492
Sucre	1 521	1 490	1 322	1 458
Produits laitiers	538	642	502	674
Thé	655	749	711	740
Tabacs	565	619	630	615
Maïs	844	908	871	1 148
Orge	122	592	724	1 113
Autres produits	2 418	2 710	2 963	2 979
Énergie et lubrifiants	12 347	8 859	13 000	21 661
Huile brute de pétrole	8 389	5 412	8 941	14 710
Charbon	1 186	1 108	988	1 441
Gasoil et fuel	757	498	609	1 646
Autres produits	2 015	1 841	2 462	3 864
Produits bruts	8 192	7 678	7 465	8 057
Huiles végétales et graines oléagineuses	2 092	2 402	2 262	2 351
Bois bruts	1 784	1 647	1 870	1 828
Fibres textiles et coton	1 534	1 261	1 008	1 138
Soufre brut	1 440	1 006	988	1 326
Autres produits	1 342	1 362	1 337	1 414
Demi-produits	17 828	22 823	21 828	24 121
Fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier	654	828	860	824
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	939	1 151	924	771
Produits chimiques, engrais, matières colorantes et désinfectants	4 801	5 411	4 921	5 192
Matières plastiques artificielles	2 315	2 462	2 463	2 842
Fils de fibres et de coton	961	1 103	1 114	990
Papiers et cartons	1 367	1 651	1 549	1 748
Fer et acier	1 594	1 813	1 350	2 003
Autres produits	5 197	8 404	8 647	9 751
Biens d'équipement	15 815	24 651	27 775	25 421
Agricoles	648	869	749	724
Industriels	15 167	23 782	27 026	24 697
Biens de consommation	10 690	23 227	24 323	28 836
Voitures de tourisme	1 656	1 446	1 816	1 690
Tissus de fibres et de coton	1 543	7 877	7 565	7 877
Ouvrages en matières plastiques	600	1 003	1 083	1 088
Médicaments	1 183	1 283	1 346	1 302
Papiers finis et ouvrages en papiers.....	534	530	575	624
Autres produits.....	5 174	11 088	11 938	16 255
Total.....	75 021	98 676	105 931	122 315

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 3 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Blé			Sucre			Huiles végétales brutes			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	2 549 113	3 997 072	1 568	477 669	1 319 677	2 763	245 440	1 363 758	5 556	
1996 ⁽¹⁾	2 240 101	4 136 625	1 847	512 628	1 348 777	2 631	289 312	1 427 897	4 935	
1997 ⁽¹⁾	2 054 828	3 485 502	1 696	586 487	1 520 687	2 593	239 698	1 280 446	5 342	
1998	2 581 079	3 728 412	1 445	561 525	1 489 692	2 653	245 361	1 507 747	6 145	
1999	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757	
2000	3 441 238	5 492 418	1 596	558 962	1 458 210	2 609	323 199	1 347 380	4 169	
1999 ⁽²⁾	Janvier	220 292	292 078	1 326	33	139	4 212	30 209	179 058	5 927
	Février	479 223	626 186	1 307	30 091	81 633	2 713	40 732	240 150	5 896
	Mars	780 559	1 023 487	1 311	57 667	156 432	2 713	55 726	319 106	5 726
	Avril	1 123 394	1 486 635	1 323	109 243	301 005	2 755	87 746	465 639	5 307
	Mai	1 285 820	1 707 312	1 328	160 117	444 899	2 779	112 312	576 777	5 135
	Juin	1 527 273	2 055 621	1 346	201 805	567 103	2 810	127 963	647 304	5 059
	Juillet	1 638 353	2 194 229	1 339	203 908	576 413	2 827	146 229	729 188	4 987
	Août	1 873 056	2 473 388	1 321	265 502	751 784	2 832	177 559	869 987	4 900
	Septembre	2 135 806	2 834 079	1 327	346 204	979 933	2 831	197 046	957 136	4 857
	Octobre	2 368 742	3 168 538	1 338	376 107	1 063 521	2 828	222 810	1 067 637	4 792
	Novembre	2 641 906	3 560 289	1 348	406 269	1 148 736	2 828	258 578	1 232 496	4 766
	Décembre	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757
2000 ⁽²⁾	Janvier	265 384	387 248	1 459	60 201	171 504	2 849	25 280	107 736	4 262
	Février	571 444	854 561	1 495	110 457	318 637	2 885	56 187	237 036	4 219
	Mars	793 902	1 164 177	1 466	171 190	498 580	2 912	87 921	388 569	4 420
	Avril	1 057 707	1 572 416	1 487	232 165	639 068	2 753	131 538	565 420	4 299
	Mai	1 409 928	2 142 122	1 519	263 615	708 353	2 687	155 679	669 843	4 303
	Juin	1 766 799	2 671 560	1 512	326 375	840 089	2 574	177 888	766 457	4 309
	Juillet	1 976 018	3 013 488	1 525	348 714	888 642	2 548	196 759	848 045	4 310
	Août	2 315 767	3 541 071	1 529	378 927	960 851	2 536	223 877	960 074	4 288
	Septembre	2 616 735	4 008 477	1 532	409 164	1 032 727	2 524	236 450	1 010 733	4 275
	Octobre	3 006 038	4 695 300	1 562	467 650	1 197 862	2 561	262 145	1 117 194	4 262
	Novembre	3 246 712	5 164 608	1 591	498 117	1 284 402	2 579	296 211	1 245 744	4 206
	Décembre	3 441 238	5 492 418	1 596	558 962	1 458 210	2 609	323 199	1 347 380	4 169
2001 ⁽²⁾	Janvier	277 012	484 292	1 748	61 118	173 587	2 840	48 801	175 478	3 596
	Février	631 265	1 117 802	1 771	120 647	347 971	2 884	76 203	277 133	3 637

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits énergétiques et produits bruts d'origine minérale

Période	Huile brute de pétrole			Soufre brut			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	6 751 486	6 721 218	996	2 804 571	1 585 230	565	
1996 ⁽¹⁾	5 743 317	7 397 314	1 288	2 600 129	1 234 324	475	
1997 ⁽¹⁾	6 014 215	8 388 981	1 395	2 962 081	1 440 008	486	
1998	6 004 074	5 411 512	901	2 463 451	1 006 079	408	
1999	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377	
2000	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503	
1999 ⁽²⁾	Janvier	503 479	374 465	744	204 559	72 161	353
	Février	1 006 683	737 819	733	423 874	154 085	364
	Mars	1 818 805	1 358 711	747	585 324	212 160	362
	Avril	2 448 570	1 995 180	815	702 796	256 322	365
	Mai	3 085 874	2 683 775	870	842 470	307 878	365
	Juin	3 501 361	3 130 728	894	1 217 429	444 995	366
	Juillet	4 177 343	4 043 341	968	1 346 360	485 420	361
	Août	4 804 555	4 951 917	1 031	1 673 569	586 258	350
	Septembre	5 350 579	5 806 758	1 085	1 886 632	665 029	352
	Octobre	6 017 444	6 853 909	1 139	2 073 802	744 661	359
	Novembre	6 636 620	7 909 094	1 192	2 254 113	822 057	365
	Décembre	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
2000 ⁽²⁾	Janvier	670 636	1 313 839	1 959	207 330	99 054	478
	Février	1 086 243	2 169 297	1 997	393 014	189 698	483
	Mars	1 796 720	3 717 307	2 069	606 123	289 042	477
	Avril	2 342 184	4 696 635	2 005	660 868	318 852	482
	Mai	2 886 667	5 728 735	1 985	963 539	466 424	484
	Juin	3 859 784	7 911 850	2 050	1 170 833	571 644	488
	Juillet	4 132 931	8 499 675	2 057	1 562 769	764 102	489
	Août	4 947 751	10 228 206	2 067	1 796 747	883 283	492
	Septembre	5 499 227	11 529 506	2 097	1 979 530	977 613	494
	Octobre	5 902 315	12 450 792	2 109	2 353 493	1 167 618	496
	Novembre	6 434 291	13 705 206	2 130	2 497 172	1 241 664	497
	Décembre	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503
2001 ⁽²⁾	Janvier	653 613	1 321 442	2 022	194 919	83 425	428
	Février	922 560	1 878 576	2 036	438 434	173 611	396

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Tissus de fibre et de coton	Voitures de tourisme	Médicaments
1995 ⁽¹⁾	1 496 416	659 187	974 091
1996 ⁽¹⁾	1 496 204	1 558 925	1 007 292
1997 ⁽¹⁾	1 543 303	1 656 113	1 183 094
1998	7 876 805	1 446 341	1 282 937
1999	7 564 893	1 815 576	1 346 160
2000	7 876 618	1 689 718	1 301 724
1999 ⁽²⁾ Janvier	499 838	183 576	75 217
Février	1 091 191	274 138	183 610
Mars	1 707 782	461 691	289 686
Avril	2 394 748	572 081	401 447
Mai	3 133 386	711 769	489 476
Juin	3 898 767	886 257	610 671
Juillet	4 493 056	1 073 484	730 596
Août	4 870 040	1 214 354	857 884
Septembre	5 399 815	1 347 255	994 532
Octobre	6 058 634	1 492 136	1 117 389
Novembre	6 820 253	1 640 932	1 237 769
Décembre	7 564 893	1 815 576	1 346 160
2000 ⁽²⁾ Janvier	535 696	151 266	83 784
Février	1 139 835	246 328	182 788
Mars	1 743 335	407 235	314 293
Avril	2 355 716	517 037	414 488
Mai	3 141 315	668 162	521 547
Juin	3 907 013	828 005	634 575
Juillet	4 598 053	988 936	751 994
Août	5 048 771	1 118 868	849 597
Septembre	5 570 216	1 231 463	947 080
Octobre	6 333 139	1 385 123	1 079 305
Novembre	7 135 719	1 567 981	1 202 307
Décembre	7 876 618	1 689 718	1 301 724
2001 ⁽²⁾ Janvier	777 531	171 392	119 921
Février	1 452 657	324 958	239 511

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 4 - EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000
Alimentation, boissons et tabacs.....	13 090	14 256	14 853	16 312
Agrumes	2 377	2 590	2 613	1 990
Primeurs	1 497	1 692	2 049	1 634
Poissons en conserve	1 664	1 826	1 961	2 140
Poissons frais	969	876	947	1 316
Crustacés, mollusques et coquillages	3 843	4 357	4 422	6 420
Conserves de légumes et de fruits.....	1 397	1 143	1 249	1 061
Autres produits	1 343	1 772	1 612	1 751
Énergie et lubrifiants	866	1 002	1 990	2 882
Produits bruts d'origine				
animale et végétale.....	1 859	1 370	1 839	1 795
Pâte à papier	409	266	488	625
Plantes et fleurs	266	259	233	223
Agar-agar	170	163	183	213
Autres produits	1 014	682	935	734
Produits bruts d'origine minérale	5 880	6 136	5 979	6 429
Phosphates	4 141	4 412	4 462	4 578
Minerai de plomb	165	178	176	100
Minerai de cuivre	180	91	88	102
Sulfate de baryum	148	155	88	127
Autres minerais	1 246	1 300	1 165	1 522
Demi-produits	11 588	12 503	13 711	16 874
Acide phosphorique	5 534	4 786	5 777	5 329
Engrais naturels et chimiques	3 353	3 290	3 107	3 326
Plomb et argent bruts	716	792	675	672
Fils de fibres et de coton	287	119	127	154
Autres produits	1 698	3 516	4 025	7 393
Biens d'équipement	1 421	5 260	6 790	4 779
Diodes	-	1 141	1 362	307
Fils et câbles pour l'électricité	822	1 134	1 633	2 039
Autres produits	599	2 985	3 795	2 433
Biens de consommation	9 850	28 081	28 455	29 737
Vêtements confectionnés	3 323	16 637	16 172	16 188
Articles de bonneterie	3 237	7 475	8 070	8 930
Tapis	238	211	206	179
Chaussures	741	1 134	1 162	1 162
Tissus de fibres et de coton	349	358	324	473
Autres produits	1 962	2 266	2 521	2 805
Total.....	44 554	68 608	73 617	78 808

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Agrumes			Tomates			Conserves de légumes			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	414 398	1 715 514	4 140	156 220	612 324	3 920	83 031	1 097 866	13 222	
1996 ⁽¹⁾	632 393	2 700 251	4 270	153 046	718 604	4 695	77 625	1 167 010	15 034	
1997 ⁽¹⁾	516 054	2 377 480	4 607	188 653	865 404	4 587	90 824	1 222 703	13 462	
1998	609 320	2 589 532	4 250	238 608	1 166 387	4 888	64 522	930 243	14 417	
1999	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962	
2000	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188	
1999 ⁽²⁾	Janvier	74 450	373 938	5 023	25 787	113 882	4 416	5 117	68 466	13 380
	Février	133 758	624 498	4 669	62 738	292 542	4 663	13 442	168 303	12 521
	Mars	237 341	950 807	4 006	107 620	513 366	4 770	22 956	283 070	12 331
	Avril	320 436	1 223 099	3 817	121 665	570 626	4 690	32 123	393 380	12 246
	Mai	381 224	1 400 395	3 673	124 821	581 367	4 658	41 612	507 473	12 195
	Juin	388 196	1 421 213	3 661	124 946	581 726	4 656	49 919	606 095	12 142
	Juillet	388 541	1 421 992	3 660	124 946	581 726	4 656	59 648	722 689	12 116
	Août	388 769	1 422 544	3 659	124 949	581 731	4 656	67 149	800 421	11 920
	Septembre	388 823	1 422 594	3 659	125 947	587 779	4 667	74 772	885 138	11 838
	Octobre	396 521	1 458 345	3 678	152 900	740 774	4 845	80 607	958 888	11 896
	Novembre	484 729	1 915 799	3 952	190 250	940 286	4 942	86 087	1 025 989	11 918
	Décembre	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962
2000 ⁽²⁾	Janvier	89 525	457 553	5 111	35 089	175 475	5 001	5 903	74 769	12 666
	Février	171 070	805 451	4 708	66 423	316 599	4 766	13 599	162 290	11 934
	Mars	241 683	1 042 884	4 315	90 749	452 672	4 988	20 068	249 013	12 408
	Avril	297 412	1 242 099	4 176	96 905	491 990	5 077	26 638	328 252	12 323
	Mai	352 677	1 426 173	4 044	102 671	522 373	5 088	34 831	429 570	12 333
	Juin	366 791	1 470 388	4 009	102 796	522 699	5 085	41 485	508 395	12 255
	Juillet	366 871	1 470 816	4 009	102 797	522 702	5 085	48 117	589 079	12 243
	Août	366 957	1 471 193	4 009	102 810	522 821	5 085	52 913	639 273	12 082
	Septembre	367 028	1 471 681	4 010	103 161	524 875	5 088	59 332	709 873	11 964
	Octobre	371 992	1 503 137	4 041	114 227	587 915	5 147	65 250	784 014	12 016
	Novembre	423 658	1 799 554	4 248	138 459	721 272	5 209	70 211	851 412	12 126
	Décembre	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188
2001 ⁽²⁾	Janvier	57 899	294 784	5 091	36 169	162 172	4 484	5 704	77 109	13 518
	Février	118 965	552 370	4 643	62 723	275 425	4 391	12 084	161 858	13 394

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits de la pêche

Période	Crustacés et mollusques			Poissons frais			Conserves de poissons			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	111 310	4 309 862	38 719	28 943	762 560	26 347	68 028	1 541 788	22 664	
1996 ⁽¹⁾	98 332	4 110 295	41 800	30 140	811 119	26 912	61 613	1 535 065	24 915	
1997 ⁽¹⁾	91 271	3 842 718	42 102	34 935	968 643	27 727	61 053	1 663 810	27 252	
1998	118 660	4 356 837	36 717	32 322	876 422	27 115	64 195	1 825 686	28 440	
1999	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408	
2000	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055	
1999 ⁽²⁾	Janvier	10 834	359 764	33 207	1 867	43 542	23 322	4 304	122 362	28 430
	Février	19 337	650 783	33 655	3 965	87 622	22 099	10 069	290 184	28 820
	Mars	31 243	1 104 332	35 347	7 886	169 634	21 511	15 200	442 189	29 091
	Avril	36 107	1 268 590	35 134	9 664	224 983	23 281	19 047	557 969	29 294
	Mai	43 788	1 510 081	34 486	12 420	316 914	25 516	23 866	701 757	29 404
	Juin	56 416	1 897 858	33 640	15 782	447 547	28 358	29 562	862 488	29 176
	Juillet	70 316	2 356 005	33 506	18 638	536 181	28 768	35 406	1 033 364	29 186
	Août	77 070	2 577 961	33 450	21 463	620 836	28 926	41 048	1 202 181	29 287
	Septembre	87 734	2 924 133	33 330	25 560	693 352	27 126	47 411	1 377 942	29 064
	Octobre	93 760	3 118 311	33 258	27 992	751 412	26 844	54 184	1 564 676	28 877
	Novembre	98 765	3 233 473	32 739	30 430	822 435	27 027	60 844	1 750 220	28 766
	Décembre	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408
2000 ⁽²⁾	Janvier	15 642	697 195	44 572	2 362	65 337	27 662	5 568	147 346	26 463
	Février	36 478	1 821 953	49 947	6 023	144 296	23 957	11 389	306 021	26 870
	Mars	49 041	2 182 693	44 508	8 953	199 610	22 295	17 543	462 987	26 392
	Avril	56 409	2 351 181	41 681	11 698	268 355	22 940	25 952	678 664	26 151
	Mai	69 528	2 724 662	39 188	14 770	390 684	26 451	30 892	821 243	26 584
	Juin	88 531	3 245 649	36 661	18 411	498 297	27 065	37 884	1 001 093	26 425
	Juillet	105 819	3 792 844	35 843	22 497	596 054	26 495	43 113	1 140 180	26 446
	Août	116 013	4 138 655	35 674	26 144	710 577	27 179	51 210	1 368 001	26 714
	Septembre	130 834	4 701 309	35 933	31 388	1 039 087	33 105	57 043	1 521 462	26 672
	Octobre	135 117	5 430 880	40 194	35 384	1 123 233	31 744	63 721	1 692 539	26 562
	Novembre	152 902	5 938 634	38 839	39 639	1 197 333	30 206	71 870	1 894 581	26 361
	Décembre	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055
2001 ⁽²⁾	Janvier	18 356	634 000	34 539	4 357	101 277	23 245	5 226	135 282	25 886
	Février	27 547	885 937	32 161	8 307	181 798	21 885	11 446	292 706	25 573

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Phosphates et dérivés

Période	Phosphates bruts			Acide phosphorique			Engrais			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	9 419 666	2 426 428	258	1 722 957	4 699 334	2 727	1 784 149	3 075 632	1 724	
1996 ⁽¹⁾	10 139 919	3 030 179	299	1 618 433	4 598 384	2 841	1 884 573	3 321 168	1 762	
1997 ⁽¹⁾	11 669 340	4 141 313	355	1 759 628	5 533 899	3 145	1 831 513	3 352 529	1 830	
1998	11 730 653	4 412 152	376	1 514 113	4 786 212	3 161	1 804 235	3 290 092	1 824	
1999	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677	
2000	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553	
1999 ⁽²⁾	Janvier	932 548	341 327	366	160 437	525 229	3 274	99 584	182 606	1 834
	Février	1 883 306	684 601	364	252 500	887 803	3 516	262 684	466 522	1 776
	Mars	2 905 339	1 053 247	363	369 800	1 367 057	3 697	410 688	737 349	1 795
	Avril	3 992 968	1 426 420	357	540 461	1 936 644	3 583	555 969	992 086	1 784
	Mai	4 917 747	1 785 393	363	675 335	2 401 721	3 556	595 719	1 069 660	1 796
	Juin	5 929 440	2 164 870	365	858 122	2 900 149	3 380	802 361	1 432 318	1 785
	Juillet	6 815 441	2 486 422	365	993 317	3 366 007	3 389	1 018 256	1 790 273	1 758
	Août	7 772 021	2 826 882	364	1 172 044	3 981 404	3 397	1 115 022	1 947 639	1 747
	Septembre	8 764 944	3 204 261	366	1 270 973	4 306 642	3 388	1 335 461	2 293 774	1 718
	Octobre	9 554 899	3 524 107	369	1 401 170	4 743 951	3 386	1 522 575	2 605 797	1 711
	Novembre	10 534 699	3 892 934	370	1 634 827	5 260 547	3 218	1 707 887	2 901 720	1 699
	Décembre	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677
2000 ⁽²⁾	Janvier	949 038	373 264	393	118 231	400 664	3 389	198 181	304 664	1 537
	Février	1 709 917	654 772	383	220 742	713 745	3 233	474 623	737 420	1 554
	Mars	2 650 981	1 019 176	384	346 893	1 164 630	3 357	604 789	926 281	1 532
	Avril	3 274 212	1 265 272	386	465 408	1 540 949	3 311	727 481	1 117 940	1 537
	Mai	4 002 754	1 533 324	383	652 328	2 167 662	3 323	897 205	1 377 499	1 535
	Juin	5 012 968	1 956 583	390	781 637	2 601 544	3 328	1 053 508	1 601 850	1 520
	Juillet	5 740 471	2 271 096	396	923 084	3 045 078	3 299	1 324 919	2 004 056	1 513
	Août	6 739 648	2 764 854	410	1 065 688	3 500 760	3 285	1 549 164	2 341 524	1 511
	Septembre	7 512 337	3 170 085	422	1 181 201	3 875 221	3 281	1 696 380	2 570 816	1 515
	Octobre	8 626 591	3 705 638	430	1 350 236	4 413 922	3 269	1 879 552	2 874 053	1 529
	Novembre	9 418 335	4 107 721	436	1 518 453	4 972 734	3 275	2 015 427	3 106 477	1 541
	Décembre	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553
2001 ⁽²⁾	Janvier	801 980	392 200	489	148 544	441 570	2 973	172 704	250 539	1 451
	Février	2 113 904	1 068 354	505	286 187	897 718	3 137	424 646	653 860	1 540

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Vêtements confectionnés	Articles de bonneterie	Chaussures
1995 ⁽¹⁾	3 639 985	2 856 017	606 848
1996 ⁽¹⁾	3 412 467	3 046 352	634 885
1997 ⁽¹⁾	3 322 896	3 237 062	741 278
1998	16 637 306	7 475 260	1 134 226
1999	16 172 334	8 069 858	1 161 726
2000	16 188 393	8 929 621	1 162 451
1999 ⁽²⁾			
Janvier	1 373 487	565 250	110 464
Février	2 756 368	1 118 407	222 106
Mars	4 409 302	1 717 545	368 883
Avril	5 648 445	2 275 275	448 031
Mai	6 939 220	2 938 676	544 046
Juin	8 300 468	3 691 096	653 200
Juillet	9 908 012	4 644 083	768 018
Août	11 094 634	5 256 633	854 488
Septembre	12 152 614	5 881 282	931 138
Octobre	13 544 778	6 641 581	999 167
Novembre	14 799 120	7 294 034	1 075 419
Décembre	16 172 334	8 069 858	1 161 726
2000 ⁽²⁾			
Janvier	1 295 672	620 104	107 201
Février	2 849 134	1 368 113	241 401
Mars	4 200 685	2 011 278	341 920
Avril	5 525 031	2 591 245	426 537
Mai	6 741 893	3 296 021	506 991
Juin	8 155 253	4 144 048	613 978
Juillet	9 898 068	5 560 667	744 755
Août	11 160 001	6 229 170	845 742
Septembre	12 137 235	6 858 567	922 838
Octobre	13 473 507	7 548 271	996 368
Novembre	14 772 545	8 209 020	1 075 187
Décembre	16 188 393	8 929 621	1 162 451
2001 ⁽²⁾			
Janvier	1 492 808	707 440	111 499
Février	2 949 681	1 352 678	233 935

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 6 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

(en millions de dirhams)

	Importations C.A.F.					Exportations F.O.B.					Soldes				
	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000
EUROPE	44 433	44 832	68 775	72 291	78 524	27 391	29 248	52 702	56 185	61 551	-17 042	-15 584	-16 073	-16 106	-16 973
Union européenne	38 953	39 064	61 829	64 237	70 592	25 407	27 024	50 005	53 883	58 617	-13 546	-12 040	-11 824	-10 354	-11 975
France	15 003	15 556	25 956	27 275	29 210	11 699	12 002	23 839	26 309	26 156	-3 304	-3 554	-2 117	-966	-3 054
Espagne	6 306	6 773	10 160	11 771	12 114	4 089	4 813	7 026	7 867	10 425	-2 217	-1 960	-3 134	-3 904	-1 689
Allemagne	4 375	3 751	6 699	6 401	5 975	1 614	1 537	4 145	4 187	3 472	-2 761	-2 214	-2 554	-2 214	-2 503
Italie	5 148	4 582	5 871	5 634	5 808	2 607	2 847	3 417	3 728	5 545	-2 541	-1 735	-2 454	-1 906	-263
Royaume-Uni	2 022	2 119	5 658	5 981	7 749	1 600	1 710	6 807	6 827	7 818	-422	-409	1 149	846	69
Pays-Bas	1 428	1 639	2 219	1 893	2 067	1 111	1 203	1 384	1 420	1 879	-317	-436	-834	-473	-188
U.E. Belgo-luxembourgeoise	1 626	1 580	2 035	1 867	1 951	1 457	1 494	2 108	1 980	1 988	-169	-86	73	113	37
Autres pays de l' U.E.	3 045	3 064	3 231	3 415	5 718	1 230	1 418	1 279	1 565	1 334	-1 815	-1 646	-1 952	-1 850	-4 384
Autres	5 480	5 768	6 946	8 054	7 932	1 984	2 224	2 697	2 302	2 934	-3 496	-3 544	-4 249	-5 752	-4 998
ASIE	10 383	13 095	13 377	17 254	24 533	7 728	8 455	8 341	9 160	8 755	-2 655	-4 640	-5 036	-8 094	-15 778
Pays arabes du Moyen-Orient	4 655	6 558	4 796	6 501	11 731	965	971	1 039	1 049	935	-3 690	-5 587	-3 757	-5 452	-10 796
Autres pays d'Asie	5 728	6 537	8 581	10 753	12 802	6 763	7 484	7 302	8 111	7 820	1 035	947	-1 279	-2 642	-4 982
Japon	1 328	1 982	1 964	2 360	2 069	2 874	2 470	2 641	2 680	2 822	1 546	488	677	320	753
Inde	456	348	432	498	570	2 608	3 681	3 062	3 550	3 347	2 152	3 333	2 630	3 052	2 777
Chine	1 270	1 762	2 125	2 420	2 846	145	426	519	398	380	-1 125	-1 336	-1 606	-2 022	-2 466
Autres	2 674	2 445	4 060	5 475	7 317	1 136	907	1 080	1 483	1 271	-1 538	-1 538	-2 980	-3 992	-6 046
AMÉRIQUE	10 833	10 673	11 673	11 653	13 143	2 756	3 108	3 713	4 244	4 615	-8 077	-7 565	-7 960	-7 409	-8 528
États-Unis	5 336	4 888	6 182	6 930	6 835	1 432	1 570	1 889	2 512	2 771	-3 904	-3 318	-4 293	-4 418	-4 064
Canada	1 564	1 607	1 285	1 355	2 404	324	290	389	435	321	-1 240	-1 317	-896	-920	-2 083
Brésil	2 170	1 961	2 377	2 044	1 821	247	398	483	474	750	-1 923	-1 563	-1 894	-1 570	-1 071
Mexique	118	125	111	72	80	495	559	714	578	581	377	434	603	506	501
Autres	1 645	2 092	1 718	1 252	2 003	258	291	238	245	192	-1 387	-1 801	-1 480	-1 007	-1 811
AFRIQUE	5 767	5 984	4 286	4 281	5 659	3 141	3 199	3 318	3 505	3 167	-2 626	-2 785	-968	-776	-2 492
Pays de L'U.M.A.	2 475	1 776	1 400	2 070	3 022	1 996	1 751	1 578	1 706	1 504	-479	-25	178	-364	-1 518
Libye	1 213	310	240	330	640	1 092	1 242	969	1 130	669	-121	932	729	800	29
Algérie	891	1 097	723	1 364	2 024	309	32	103	81	78	-582	-1 065	-620	-1 283	-1 946
Tunisie	368	363	434	376	358	517	381	412	384	609	149	18	-22	8	251
Mauritanie	3	6	3	0	0	78	96	94	111	148	75	90	91	111	148
Autres pays arabes	123	153	198	212	453	35	116	113	127	143	-88	-37	-85	-85	-310
Autres	3 169	4 055	2 688	1 999	2 184	1 110	1 332	1 627	1 672	1 520	-2 059	-2 723	-1 061	-327	-664
OCÉANIE	547	437	565	452	456	340	544	534	523	720	-207	107	-31	71	264
Total	71 963	75 021	98 676	105 931	122 315	41 356	44 554	68 608	73 617	78 808	-30 607	-30 467	-30 068	-32 314	-43 507

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000*		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	121 052	122 432	- 1 380	128 051	129 688	- 1 637	140 575	145 782	- 5 207
Biens	68 611	90 883	- 22 271	73 621	97 619	- 23 998	78 674	112 640	- 33 966
- Marchandises générales	44 546	74 554	- 30 008	47 493	79 811	- 32 318	51 634	95 854	- 44 220
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	23 787	16 235	+ 7 553	25 920	17 712	+ 8 207	26 856	16 691	+ 10 165
- Achats de biens dans les ports	278	94	+ 184	209	96	+ 113	184	94	+ 90
Services	27 149	18 852	+ 8 297	30 542	19 636	+ 10 905	31 933	19 744	+ 12 189
- Transports	4 285	5 450	- 1 165	4 683	6 143	- 1 460	4 668	6 265	- 1 596
- Voyages	16 754	4 067	+ 12 687	19 112	4 433	+ 14 679	21 644	4 564	+ 17 080
- Services de communication	821	344	+ 477	1 109	288	+ 821	1 206	180	+ 1 026
- Services d'assurance	255	364	- 109	250	361	- 111	320	309	+ 11
- Redevances et droits de licence	63	1 655	- 1 592	59	1 971	- 1 912	411	2 230	- 1 820
- Autres services aux entreprises	2 385	2 351	+ 35	2 269	1 874	+ 395	1 710	2 246	- 536
- Service fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A ^(**)	2 585	4 621	- 2 036	3 060	4 566	- 1 506	1 974	3 951	- 1 977
Revenus	1 859	11 785	- 9 926	1 829	11 492	- 9 664	2 934	12 148	- 9 214
- Revenus des investissements privés	54	1 573	- 1 520	95	2 273	- 2 179	143	2 970	- 2 827
- Revenus des investissements et des emprunts publics	1 806	10 212	- 8 406	1 734	9 219	- 7 485	2 791	9 178	- 6 386
Transferts courants.....	23 432	912	+ 22 520	22 060	941	+ 21 120	27 035	1 251	+ 25 784
- Publics	888	393	+ 495	464	369	+ 95	1 444	441	+ 1 003
- Privés	22 544	519	+ 22 025	21 596	571	+ 21 025	25 590	809	+ 24 781

(*) Chiffres provisoires.

(**) N.C.A. : non compris ailleurs.

X - (suite) - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000*		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS									
FINANCIÈRES	23 396	21 178	+ 2 219	44 076	27 612	+ 16 464	31 102	32 323	- 1 221
1. Capital	1	98	- 96	2	86	- 84	1	64	- 63
Transferts de capital	1	98	- 96	2	86	- 84	1	64	- 63
2. Opérations financières	23 395	21 080	+ 2 315	44 073	27 526	+ 16 547	31 102	32 259	- 1 158
Secteur privé.....	8 223	2 846	+ 5 377	28 756	7 665	+ 21 091	21 615	14 541	+ 7 074
- Crédits commerciaux	2 750	518	+ 2 232	8 507	3 451	+ 5 056	8 389	4 251	+ 4 138
- Prêts et investissements	5 473	2 328	+ 3 145	18 503	4 214	+ 14 289	12 470	10 290	+ 2 179
- Autres capitaux privés	-	-	-	1 746	-	+ 1 746	757	-	+ 757
Secteur public	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298	9 134	17 463	- 8 329
- Prêts	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298	9 134	17 463	- 8 329
Autres	362	258	+ 105	106	352	- 246	353	256	- 97
C. ÉCART STATISTIQUE	1 539	-	+ 1 539	1 238	-	+ 1 238	2 022	-	+ 2 022
TOTAL	145 987	143 610	+ 2 377	173 365	157 300	+ 16 065	173 699	178 105	- 4 406

(*) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes

XI - COURS DE CHANGE

**XI-1 - COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES
PAR BANK AL-MAGHRIB
- Cours virement -**

(En dirhams)

Fin de période	1 euro ⁽¹⁾		1 dollar E.U.		1 dollar canadien		1 livre sterling		100 couronnes danoises		100 couronnes norvégiennes		100 couronnes suédoises		1 franc suisse		100 yens japonais	
	EUR		USD		CAD		GBP		DKK		NOK		SEK		CHF		JPY	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995			8,4350	8,5028	6,1989	6,2487	13,098	13,204	152,207	153,429	133,509	134,581	127,270	128,292	7,3346	7,3936	8,1807	8,2465
Déc. 1996			8,7731	8,8259	6,4026	6,4411	14,901	14,990	147,626	148,513	136,343	137,163	127,235	128,000	6,4998	6,5388	7,5414	7,5867
Déc. 1997			9,6850	9,7432	6,7538	6,7944	16,024	16,120	141,975	142,828	131,766	132,558	122,534	123,271	6,6565	6,6965	7,4399	7,4846
Déc. 1998	10,852 ⁽²⁾	10,917 ⁽²⁾	9,2274	9,2828	5,9474	5,9831	15,442	15,535	145,298	146,171	122,375	123,110	114,772	115,462	6,7539	6,7945	8,0085	8,0566
Déc. 1999	10,0910	10,1520	10,057	10,117	6,9309	6,9725	16,248	16,345	135,570	136,390	124,940	125,690	117,850	118,560	6,2910	6,3288	9,8475	9,9066
2000 Janv.	10,0170	10,0770	10,215	10,276	7,0513	7,0937	16,523	16,622	134,590	135,400	123,930	124,680	116,42	117,12	6,2254	6,2628	9,5706	9,6281
Fév.	9,9840	10,0440	10,322	10,384	7,1124	7,1551	16,314	16,412	134,060	134,860	123,620	124,360	118,41	119,12	6,2169	6,2542	9,4074	9,4639
Mars	9,8874	9,9468	10,323	10,385	7,1110	7,1537	16,483	16,582	132,790	133,590	122,310	123,040	119,44	120,15	6,2105	6,2478	10,0820	10,1420
Avril	9,7006	9,7589	10,646	10,710	7,1850	7,2281	16,663	16,763	130,120	130,900	119,030	119,750	118,96	119,68	6,1832	6,2204	9,8697	9,9290
Mai	9,8260	9,8850	10,539	10,602	7,0283	7,0705	15,767	15,862	131,650	132,440	118,140	118,850	117,08	117,78	6,2453	6,2828	9,8018	9,8607
Juin	9,9131	9,9727	10,374	10,436	7,0003	7,0424	15,671	15,765	132,870	133,660	120,970	121,700	117,73	118,43	6,3633	6,4150	9,8577	9,9169
Juil.	9,7895	9,8484	10,594	10,658	7,1428	7,1857	15,838	15,933	131,290	132,070	119,380	120,090	115,24	115,93	6,3230	6,3610	9,6852	9,7434
Août	9,6234	9,6812	10,801	10,866	7,3179	7,3619	15,690	15,785	129,060	129,830	119,150	119,860	114,40	115,08	6,2076	6,2449	10,1560	10,2170
Sept.	9,5733	9,6308	10,859	10,924	7,2184	7,2617	15,998	16,095	128,330	129,100	119,460	120,170	112,42	113,10	6,2721	6,3098	10,0310	10,0910
Oct.	9,4046	9,4611	11,104	11,171	7,2630	7,3066	16,141	16,238	126,370	127,130	119,390	120,100	110,92	111,59	6,1766	6,2137	10,1630	10,2240
Nov.	9,5307	9,5879	10,979	11,045	7,1238	7,1666	15,606	15,700	127,800	128,570	118,450	119,160	109,46	110,12	6,3267	6,3647	9,8984	9,9579
Déc.	9,8376	9,8968	10,587	10,650	7,0700	7,1125	15,787	15,882	131,820	132,610	118,930	119,650	111,37	112,04	6,4612	6,5000	9,2134	9,2688
2001 Janv.	9,8747	9,9341	10,584	10,648	7,0558	7,0982	15,473	15,566	132,350	133,150	120,270	120,990	111,64	112,31	6,4500	6,4887	9,1049	9,1596
Fév.	9,8395	9,8986	10,664	10,728	6,9709	7,0128	15,403	15,496	131,850	132,640	119,610	120,330	108,74	109,39	6,3830	6,4214	9,0927	9,1474
Mars	9,6913	9,7495	10,952	11,018	6,9706	7,0125	15,623	15,717	129,880	130,660	120,280	121,000	106,05	106,69	6,3445	6,3826	8,7499	8,8025

(1) Voir cours des monnaies de la zone euro dans le tableau XI - 2 .

(2) Cours du 4 janvier 1999.

Source : Bank Al-Maghrif.

XI -1 -(suite) COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES
PAR BANK AL-MAGHRIB
- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	10 dinars algériens		1 dinar tunisien		1 dinar libyen		100 ouguiyas mauritanienne		1 dinar koweïtien		1 rial saoudien		1 dirham E.A.U.	
	DZD		TND		LYD		MRO		KWD		SAR		AED	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,6187	1,6349	8,9085	8,9981	24,130	24,372	6,1955	6,2577	28,222	28,448	2,2491	2,2671	2,2964	2,3148
Déc. 1996	1,5633	1,5727	8,8097	8,8627	24,077	24,221	6,2288	6,2662	29,283	29,459	2,3395	2,3536	2,3892	2,4036
Déc. 1997	1,6591	1,6691	8,4705	8,5214	24,803	24,952	5,6716	5,7057	31,780	31,971	2,5824	2,5979	2,6372	2,6531
Déc. 1998	1,5360	1,5452	8,4674	8,5183	20,481	20,604	4,5699	4,5974	30,605	30,789	2,4601	2,4749	2,5124	2,5275
Déc. 1999	1,4501	1,4588	7,9964	8,0445	21,775	21,906	4,5041	4,5312	33,054	33,253	2,6818	2,6979	2,7383	2,7548
2000 Janv.	1,4443	1,4529	8,0072	8,0553	22,045	22,177	4,5570	4,5844	33,427	33,628	2,7238	2,7402	2,7812	2,7979
Fév.	1,4250	1,4336	7,9853	8,0333	20,879	21,004	4,4826	4,5095	33,637	33,839	2,7524	2,7689	2,8105	2,8274
Mars	1,4050	1,4134	7,8838	7,9312	20,959	21,085	4,4651	4,4919	33,775	33,978	2,7526	2,7692	2,8106	2,8275
Avril	1,3939	1,4023	7,7861	7,8329	21,343	21,471	4,5067	4,5338	34,571	34,779	2,8384	2,8555	2,8985	2,9159
Mai	1,4025	1,4109	7,6960	7,7423	20,891	21,016	4,3551	4,3813	34,325	34,532	2,8099	2,8268	2,8693	2,8866
Juin	1,4058	1,4143	7,7691	7,8158	20,825	20,951	4,3028	4,3287	33,883	34,087	2,7660	2,7826	2,8244	2,8414
Juil.	1,4030	1,4114	7,7420	7,7885	21,066	21,192	4,3943	4,4207	34,435	34,642	2,8246	2,8416	2,8844	2,9017
Août	1,4008	1,4092	7,6768	7,7229	21,338	21,466	4,4765	4,5034	35,060	35,271	2,8797	2,8970	2,9408	2,9584
Sept.	1,3959	1,4043	7,5995	7,6452	20,013	20,133	4,3761	4,4024	35,384	35,596	2,8951	2,9125	2,9565	2,9743
Oct.	1,3821	1,3904	7,5269	7,5721	20,133	20,254	4,4395	4,4662	36,046	36,262	2,9604	2,9782	3,0233	3,0414
Nov.	1,3827	1,3910	7,5262	7,5714	19,903	20,023	4,3806	4,4070	35,730	35,945	2,9270	2,9446	2,9891	3,0071
Déc.	1,4082	1,4166	7,6462	7,6921	19,621	19,739	4,2186	4,2439	34,650	34,858	2,8224	2,8394	2,8823	2,8996
2001 Janv.	1,4041	1,4125	7,6807	7,7269	19,414	19,531	4,2486	4,2741	34,587	34,795	2,8222	2,8392	2,8818	2,8992
Fév.	1,4058	1,4143	7,7005	7,7468	19,539	19,656	4,2385	4,2639	34,768	34,976	2,8435	2,8606	2,9035	2,9209
Mars	1,4013	1,4097	7,6253	7,6711	19,726	19,845	4,3332	4,3593	35,513	35,726	2,9202	2,9378	2,9817	2,9996

Source : Bank Al-Maghrib.

XI - 2 - COURS INDICATIFS DES MONNAIES DE LA ZONE EURO ^(*)

- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 franc français		1 deutschemark		1 florin hollandais		100 francs belges		1000 liras italiennes		100 pesetas espagnoles		100 escudos portugais		100 shillings autrichiens		1 mark finlandais	
	FRF		DEM		NLG		BEF		ITL		ESP		PTE		ATS		FIM	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,7251	1,7355	5,8925	5,9399	5,2632	5,3054	28,679	28,909	5,3338	5,3766	6,9581	7,0139	5,6509	5,6963	83,756	84,428	1,9440	1,9596
Déc. 1996	1,6752	1,6853	5,6473	5,6813	5,0318	5,0621	27,414	27,578	5,7369	5,7713	6,6991	6,7394	5,6109	5,6446	80,258	80,740	1,8906	1,9020
Déc. 1997	1,6163	1,6260	5,4081	5,4406	4,7985	4,8274	26,218	26,376	5,5030	5,5360	6,3875	6,4259	5,2880	5,3198	76,863	77,325	1,7857	1,7965
Déc. 1998	1,6500	1,6599	5,5332	5,5664	4,9107	4,9402	26,826	26,987	5,5889	5,6225	6,4991	6,5381	5,3987	5,4312	78,648	79,121	1,8201	1,8311
Déc. 1999	1,5384	1,5477	5,1594	5,1906	4,5791	4,6068	25,015	25,166	5,2116	5,2431	6,0648	6,1015	5,0334	5,0638	73,334	73,777	1,6972	1,7074
2000 Janv.	1,5271	1,5362	5,1216	5,1523	4,5455	4,5727	24,831	24,980	5,1733	5,2043	6,0203	6,0564	4,9965	5,0264	72,796	73,232	1,6847	1,6948
Fév.	1,5221	1,5312	5,1047	5,1354	4,5305	4,5578	24,750	24,898	5,1563	5,1873	6,0005	6,0366	4,9800	5,0099	72,557	72,993	1,6792	1,6893
Mars	1,5073	1,5164	5,0554	5,0857	4,4867	4,5137	24,510	24,658	5,1064	5,1371	5,9425	5,9782	4,9318	4,9614	71,855	72,286	1,6629	1,6729
Avril	1,4789	1,4877	4,9600	4,9897	4,4021	4,4284	24,048	24,192	5,0101	5,0401	5,8304	5,8653	4,8388	4,8678	70,500	70,921	1,6316	1,6413
Mai	1,4980	1,5070	5,0240	5,0541	4,4588	4,4856	24,358	24,504	5,0747	5,1052	5,9055	5,9410	4,9012	4,9306	71,408	71,837	1,6526	1,6625
Juin	1,5112	1,5203	5,0685	5,0990	4,4984	4,5254	24,574	24,722	5,1197	5,1505	5,9579	5,9937	4,9446	4,9744	72,041	72,474	1,6673	1,6773
Juil.	1,4924	1,5014	5,0053	5,0354	4,4423	4,4690	24,268	24,414	5,0559	5,0863	5,8836	5,9190	4,8830	4,9124	71,143	71,571	1,6465	1,6564
Août	1,4671	1,4759	4,9204	4,9499	4,3669	4,3931	23,856	23,999	4,9701	4,9999	5,7838	5,8185	4,8001	4,8290	69,936	70,356	1,6185	1,6283
Sept.	1,4594	1,4682	4,8948	4,9241	4,3442	4,3703	23,732	23,874	4,9442	4,9739	5,7537	5,7882	4,7751	4,8038	69,572	69,990	1,6101	1,6198
Oct.	1,4337	1,4423	4,8085	4,8374	4,2676	4,2933	23,313	23,453	4,8571	4,8863	5,6523	5,6862	4,6910	4,7192	68,346	68,756	1,5817	1,5912
Nov.	1,4529	1,4617	4,8730	4,9022	4,3248	4,3508	23,626	23,768	4,9222	4,9517	5,7281	5,7624	4,7539	4,7824	69,262	69,678	1,6029	1,6126
Déc.	1,4997	1,5088	5,0299	5,0602	4,4641	4,4910	24,387	24,534	5,0807	5,1113	5,9125	5,9481	4,9070	4,9365	71,493	71,923	1,6546	1,6645
2001 Janv.	1,5054	1,5144	5,0489	5,0792	4,4809	4,5079	24,479	24,626	5,0999	5,1305	5,9348	5,9705	4,9255	4,9551	71,762	72,194	1,6608	1,6708
Fév.	1,5000	1,5090	5,0309	5,0611	4,4650	4,4918	24,391	24,538	5,0817	5,1122	5,9137	5,9492	4,9079	4,9374	71,506	71,936	1,6549	1,6648
Mars	1,4774	1,4863	4,9551	4,9848	4,3977	4,4241	24,024	24,168	5,0051	5,0352	5,8246	5,8596	4,8340	4,8630	70,429	70,852	1,6300	1,6397

(*) Cours calculés sur la base des taux de conversion arrêtés par le Conseil Européen le 31 décembre 1998.

(voir note circulaire N°7.255/DAI/98 de Bank AL-Maghrib publiée dans le Bulletin Trimestriel N°81).

Source : Bank Al-Maghrib.

XII - COMPTES DE LA NATION

**XII - 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix constants de 1980)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999	2000 ^(*)
Activités primaires	23 280	17 120	21 354	17 120	14 261
Agriculture, sylviculture et pêche	23 280	17 120	21 354	17 120	14 261
Activités secondaires	36 463	38 484	39 183	40 146	41 172
Industrie extractive.....	3 544	4 088	3 951	3 863	3 786
Énergie et eau ⁽¹⁾	5 849	6 225	6 301	6 527	6 461
Industrie manufacturière.....	22 058	22 806	23 345	23 922	24 759
Bâtiment et travaux publics.....	5 012	5 365	5 586	5 834	6 166
Activités tertiaires	45 992	46 824	49 656	51 440	53 330
Transports et communications.....	7 777	7 961	8 655	9 158	9 635
Autres services ⁽²⁾	13 747	14 200	14 446	14 735	15 168
Commerce ⁽³⁾	24 468	24 663	26 555	27 547	28 527
Produit intérieur brut marchand	105 735	102 428	110 193	108 706	108 763
Administrations publiques	21 292	21 769	22 465	23 027	23 349
Produit intérieur brut	127 027	124 197	132 658	131 733	132 112

**XII - 2 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999	2000 ^(*)
Agriculture, sylviculture et pêche	61 634	49 140	58 069	50 634	45 570
Activités secondaires	99 120	104 975	109 364	112 163	114 796
Industrie extractive.....	5 603	7 132	7 335	7 414	7 192
Énergie et eau ⁽¹⁾	25 568	26 867	28 112	28 935	27 418
Industrie manufacturière.....	54 500	56 212	58 470	59 531	62 210
Bâtiment et travaux publics.....	13 449	14 764	15 447	16 283	17 976
Activités tertiaires	117 848	120 836	127 891	130 910	138 626
Transports et communications.....	17 980	18 555	19 796	20 757	22 158
Autres services ⁽²⁾	38 372	40 212	41 991	43 463	45 950
Commerce ⁽³⁾	61 496	62 069	66 104	66 690	70 518
Produit intérieur brut marchand	278 602	274 951	295 324	293 707	298 992
Administrations publiques	40 738	43 391	47 234	49 424	50 659
Produit intérieur brut	319 340	318 342	342 558	343 131	349 651

(*) Chiffres provisoires.

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

XII - 3 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES
(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(**)
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	319 340	318 342	342 558	343 131	349 651
Déficit en ressources	12 376	11 998	15 783	14 880	21 358
Importations de biens et services non facteurs	82 020	85 553	93 501	99 543	114 003
Exportations de biens et services non facteurs	69 644	73 555	77 718	84 663	92 645
Total des ressources disponibles	331 716	330 340	358 341	358 011	371 009
EMPLOIS					
Consommation finale nationale	269 179	264 439	281 180	275 092	282 916
Ménages résidents.....	215 361	207 831	219 179	208 787	215 086
Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 305	67 830
Investissement	62 537	65 901	77 160	82 919	88 093
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	76 652	83 489	87 435
Variation des stocks.....	+596	+115	+508	-570	+658
Total des emplois	331 716	330 340	358 340	358 011	371 009

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

**XII - 4 - REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE
ET SON AFFECTATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1 997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(**)
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	342 558	343 131	349 651
Revenus nets de l'extérieur.....	12 682	11 167	14 402	13 243	16 927
Revenu national brut disponible	332 022	329 509	356 960	356 374	366 578
Consommation finale nationale	269 179	264 439	281 180	275 092	282 916
- Ménages résidents.....	215 361	207 831	219 179	208 787	215 086
- Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 305	67 830
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	75 780	81 282	83 662
Affectation du revenu national brut disponible.....	332 022	329 509	356 960	356 374	366 578

**XII - 5 - COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(**)
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	75 780	81 282	83 662
Transferts nets en capital reçus	+639	-43	-96	-84	-84
Besoin de financement	-	874	1 476	1 721	4 515
Total des ressources	63 482	65 901	77 160	82 919	88 093
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	76 652	83 489	87 435
Variation des stocks	+596	+115	+508	-570	+658
Capacité de financement	945	-	-	-	-
Total des emplois	63 482	65 901	77 160	82 919	88 093

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

Ce bulletin a été réalisé sur les presses de
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB
Km 8 Route de Salé à Meknès
B.P. 445 RABAT (MAROC)